

Investir dans le progrès

en alliant expérience, innovation et partenariats

Rapport annuel 2005





La Société financière internationale est l'institution du Groupe de la Banque mondiale chargée des opérations avec le secteur privé. La SFI, dont le siège se trouve à Washington, travaille en collaboration avec les autres institutions du Groupe de la Banque mondiale mais elle est juridiquement et financièrement indépendante. Ses 178 pays membres contribuent à son capital et décident collectivement de l'orientation de ses programmes.

La mission de la SFI est de promouvoir des investissements privés durables dans les pays en développement et en transition afin de réduire la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie des populations. La SFI finance des investissements du secteur privé dans le monde en développement, mobilise des fonds sur les marchés des capitaux internationaux, aide ses clients à améliorer la viabilité de leur action au plan social et environnemental, et fournit des services d'assistance technique et de conseil aux gouvernements et aux entreprises. Depuis sa création en 1956, la SFI a engagé plus de 49 milliards de dollars au titre de financements pour son propre compte et a monté des syndications à hauteur de 24 milliards de dollars au profit de 3 319 entreprises dans 140 pays en développement. Le portefeuille de la SFI dans le monde entier à la fin de l'exercice 05 se composait d'engagements pour son propre compte se chiffrant à 19,3 milliards de dollars et d'engagements détenus pour des participants à des syndications se chiffrant à 5,3 milliards de dollars. Pour plus d'informations, consulter le site web www.ifc.org.





Société financière internationale

Rapport annuel 2005 Volume 1

Volume 1 Table des matières

L'exercice en bref

Les faits marquants de l'exercice	2
Le Conseil d'administration de la SFI	4
Le message du président	6
Le message du vice-président exécutif	7

Thème principal : Investir dans le progrès en alliant expérience, innovation et partenariats

Les objectifs stratégiques	11
Le Prix du meilleur client, les secours après le tsunami et le 50 ^e anniversaire de la SFI	24
L'organigramme de la SFI	26

Rapport sur les régions

Afrique subsaharienne	28
Asie de l'Est et Pacifique	34
Asie du Sud	38
Europe et Asie centrale	42
Amérique latine et Caraïbes	50
Moyen-Orient et Afrique du Nord	56

Rapport sur les opérations

Les activités d'investissement	62
Les activités d'assistance technique et de services-conseil	65
Le Groupe d'évaluation des opérations	68
Le Bureau du Conseiller/Ombudsman pour l'application des directives	70
Les résultats financiers	71
Le portefeuille	75
Les produits et services	78
Sigles, notes et définitions	80

Le deuxième volume du Rapport annuel présente l'examen et l'analyse de la situation par la direction, les états financiers vérifiés, des informations détaillées sur le Conseil d'administration et la direction de la SFI, la liste des projets engagés ainsi que des projets d'assistance technique et de services-conseil de la Société menés durant l'exercice 05. et le portefeuille des investissements de la SFI au 30 juin 2005 (en anglais uniquement).

Le Rapport annuel de la SFI sur le web, www.ifc.org/ar2005, qui est la version électronique de cette publication, contient tous les fichiers téléchargeables des deux volumes ainsi que les versions du volume 1 en plusieurs langues.

Sauf indication contraire, tous les montants figurant dans le rapport sont exprimés en dollars des États-Unis. Tous les chiffres ont été arrondis.

Les faits marquants de l'exercice

REPRODUCTION AUTORISÉE : NEWMONT

OPÉRATIONS – ÉTAT RÉSUMÉ, EX. 05

Nombre de nouveaux projets engagés	236
Montant total des financements engagés	USD 6,45 milliards
Financements engagés par la SFI pour son propre compte	USD 5,37 milliards
Montant total du portefeuille engagé*	USD 19,3 milliards
Prêts en pourcentage du portefeuille engagé	77 %
Participations en pourcentage du portefeuille engagé	17 %
Garanties en pourcentage du portefeuille engagé	5 %
Instruments de gestion des risques en pourcentage du portefeuille engagé	1 %

*Montant engagé par la SFI pour son propre compte au 30 juin 2005, y compris au titre des garanties et des instruments de gestion des risques.

RESSOURCES ET REVENU, EX. 05

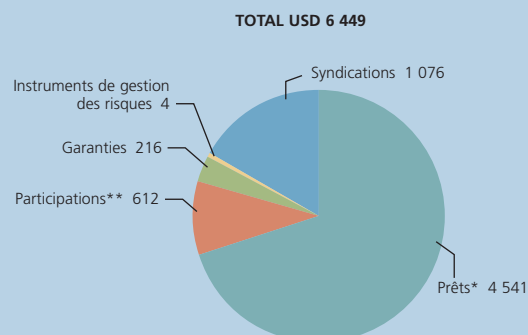
Résultat d'exploitation	USD 1,95 milliard
Revenu net	USD 2,02 milliards
Capital libéré	USD 2,4 milliards
Bénéfices non distribués	USD 7,4 milliards
Emprunts effectués durant l'exercice	USD 2,0 milliards
Actif net	USD 9,8 milliards

Produits

La SFI propose toute une gamme de produits d'investissement ; elle fournit aussi de plus en plus des services d'assistance technique et de conseil aux entreprises du secteur privé et aux organismes publics concernés. Pour plus de renseignements, voir la section sur les opérations de la SFI, commençant p. 61.

ENGAGEMENTS PAR PRODUIT, EX. 05

Pour le propre compte de la SFI et au titre des syndications (millions de dollars)



* Y compris les instruments de quasi-participation de type prêt.

** Y compris les instruments de quasi-participation de type participation.

La SFI a aussi mobilisé 1,1 milliard de dollars par le biais de financements structurés concernant des garanties, des prêts et des prises de participation.

Secteurs

La SFI intervient dans tous les secteurs commerciaux de ses pays membres en développement. Elle assure souvent, parallèlement à ses financements, une assistance portant sur les meilleures pratiques sectorielles, le gouvernement d'entreprise, les questions environnementales et sociales et les relations avec les petites entreprises locales.

ENGAGEMENTS PAR SECTEUR, EX. 05

Pour le propre compte de la SFI et au titre de syndications (millions de dollars)

Services financiers et d'assurance	USD 2 227	34,5 %
Transports et entreposage	561	8,7
Produits industriels et de consommation	552	8,6
Métaux de première fusion	330	5,1
Pâte à papier et papier	327	5,1
Services d'utilité collective	322	5,0
Hydrocarbures et industries extractives	314	4,9
Agriculture et foresterie	278	4,3
Produits chimiques	237	3,7
Fabrication de produits minéraux non métalliques	222	3,4
Services hôteliers et de tourisme	203	3,1
Information	200	3,1
Placements collectifs	188	2,9
Commerce de gros et de détail	143	2,2
Produits alimentaires et boissons	139	2,2
Textiles, vêtements et cuirs	84	1,3
Plastiques et caoutchouc	41	0,6
Éducation	39	0,6
Construction et immobilier	23	0,3
Santé	20	0,3

TOTAL, ENGAGEMENTS **USD 6 449** **100 %**

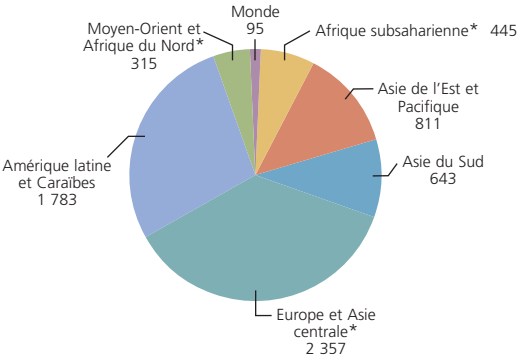
Régions

La SFI investit dans des entreprises et des institutions financières de toutes les régions en développement. Ces activités sont décrites plus en détail dans le Rapport sur les régions qui commence à la page 27 du présent volume et dans la section concernant les projets engagés qui figure dans le deuxième volume (en anglais). Le terme « Monde » se rapporte aux projets couvrant plus d'une région en développement.

ENGAGEMENTS PAR RÉGION, EX. 05

Pour le propre compte de la SFI et au titre de syndications (millions de dollars)

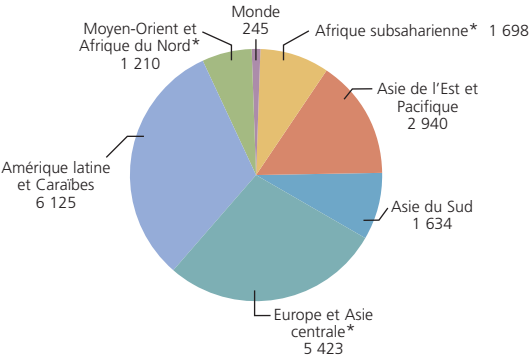
MONTANT TOTAL USD 6 449



PORTEFEUILLE D'INVESTISSEMENT PAR RÉGION, EX. 05

Pour le propre compte de la SFI (millions de dollars)

MONTANT TOTAL USD 19 274



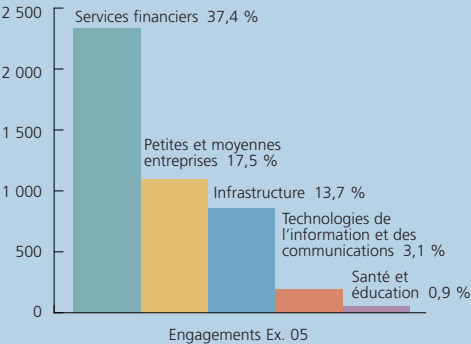
*Certains montants comprennent les parts régionales d'investissements officiellement classés projets mondiaux. Pour plus de renseignements, voir les sections consacrées aux différentes régions.

Objectifs

La SFI oriente principalement son action sur des secteurs ayant un grand impact sur l'économie des pays en développement parce qu'ils touchent un grand nombre de personnes ou parce qu'ils ont des retombées sur beaucoup d'autres secteurs de l'économie. Une grande partie des opérations d'investissement de la SFI se rapportent à ces secteurs.

ENGAGEMENTS STRATÉGIQUES, EX. 05

Pour le propre compte de la SFI et au titre de syndications (millions de dollars)



Les services financiers couvrent les services de financement et d'assurance, et les instruments de placement collectif.
Les chiffres relatifs aux PME couvrent tous les secteurs d'activité.
Les infrastructures couvrent les équipements collectifs et de transport

Impact

La SFI consacre aussi une grande partie de ses efforts aux pays qui n'attirent qu'un volume très limité, sinon nul, de capitaux étrangers. Chaque année, un échantillon des projets arrivés à maturité est évalué pour déterminer leur impact sur le développement.

APERÇU DE L'IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT

Pour le propre compte de la SFI (pourcentage)

	Ex. 03	Ex. 04	Ex. 05
Nouveaux investissements			
dans le secteur financier	51	34	44
dans les infrastructures, les technologies de l'information et des communications, la santé et l'éducation	17	24	17
dans des pays à faible revenu ou présentant des risques élevés*	28	26	28
Projets arrivés à maturité ayant une contribution positive au développement**	58	58	59

*Pays rentrant dans la catégorie des pays à faible revenu telle que définie par la Banque mondiale, ou qui présentent un risque élevé – *Institutional Investor* a attribué une note de crédit inférieure ou égale à 30 à ce pays, ou ne l'a pas noté. (Les projets régionaux ou mondiaux ne sont pas pris en compte dans ce tableau.)

**D'après l'évaluation du Groupe d'évaluation des opérations (voir p. 68).



Le Conseil d'administration de la SFI

DEBORAH CAMPOS

Lettre au Conseil des gouverneurs

Le Conseil d'administration de la Société financière internationale a fait préparer ce rapport annuel conformément aux statuts de la SFI. M. Paul D. Wolfowitz, président de la SFI et de son Conseil d'administration, a soumis ce rapport ainsi que les états financiers vérifiés y afférents au Conseil des gouverneurs.

Les administrateurs constatent avec satisfaction que la SFI a continué, au cours de l'exercice clos le 30 juin 2005, de favoriser un développement durable par le biais de ses opérations de financement de projets du secteur privé et de ses activités de conseil.

Le Conseil d'administration de la SFI a une mission d'orientation et de supervision

Durant l'exercice écoulé, les administrateurs ont approuvé un certain nombre d'investissements et suivi attentivement l'évolution et l'exécution de la stratégie de la Société. Ils ont également continué d'encourager celle-ci à collaborer plus étroitement avec d'autres institutions du Groupe de la Banque mondiale, notamment dans le cadre de l'assistance technique fournie pour améliorer le climat des affaires et promouvoir le développement du secteur privé. Les administrateurs ont pris acte de la proposition de la SFI qui vise à travailler davantage en collaboration avec la BIRD dans les pays à revenu intermédiaire et avec l'IDA dans les pays à faible revenu. Enfin, ils ont passé en revue les opérations menées dans différents pays et examiné 14 stratégies d'aide-pays préparées conjointement par la Banque mondiale, la SFI et la MIGA, ainsi que les instruments correspondants.

Les administrateurs ont noté la difficulté qu'il y a à concilier le maintien de la rentabilité des activités et l'accroissement de leur impact au plan du développement. Ils ont réitéré leur appui aux cinq priorités stratégiques définies par la SFI et ont décidé d'élargir la portée des activités de la Société de façon à en accroître l'impact sur le développement. Les administrateurs ont noté avec satisfaction que la SFI prévoyait d'augmenter considérablement son appui au développement du secteur privé dans les pays présentant des risques élevés et à faible revenu, et d'accroître ses investissements dans l'infrastructure, la santé et l'éducation dans le cadre de partenariats public-privé.

Les administrateurs ont examiné avec la direction de la SFI diverses questions telles que la mise à jour de la politique de l'information et des mesures de sauvegarde sociale et environnementale, ainsi que l'examen des procédures comptables de la Société. Ils ont aussi examiné le programme formulé par la SFI pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ainsi que l'intégration de la problématique hommes-femmes dans ses travaux.

Dans le cadre de leurs fonctions de supervision, les administrateurs se sont penchés sur l'examen annuel de l'évaluation des opérations et la réponse de la direction de la SFI. Ils se sont félicités de la poursuite du dialogue constructif établi entre la direction et le Groupe d'évaluation des opérations.

S'agissant de la performance de la Société, les administrateurs ont pris note avec satisfaction de ses accomplissements au cours de l'exercice 05, dont témoignent ses solides résultats financiers ainsi que l'accroissement de son portefeuille et l'amélioration de la qualité de ce dernier.

DE GAUCHE À DROITE
SUR LA PHOTO EN VIS-À-VIS :

(Debout) Robert B. Holland III*,
Herwidayatmo, Pietro Veglio, Eckhard Deutscher,
Mathias Sinamenye, John Austin, Tom Scholar,
Chander Mohan Vasudev, Thorsteinn Ingolfsson,
Sid Ahmed Dib, Yahya Abdullah M. Alyahya,
Nuno Mota Pinto*, Otaviano Canuto, Pierre
Duchesne, Paulo F. Gomes, Gino Alzetta,
Gobind Ganga*, Alexey Kvasov, Luis Marti.

(Assis) Mahdy Ismail Aljazzaf, Zou Jiayi, Jaime
Quijandria, Yoshio Okubo, Ad Melkert.

* Administrateur suppléant

Administrateurs et administrateurs suppléants

au 30 juin 2005

ADMINISTRATEURS

Mahdy Ismail Aljazzaf
Yahya Abdullah M. Alyahya
Gino Alzetta
John Austin
Biagio Bossone
Otaviano Canuto
Eckhard Deutscher
Sid Ahmed Dib
Pierre Duchesne
Paulo F. Gomes
Herwidayatmo
Thorsteinn Ingolfsson
Alexey Kvasov
Luis Marti
Marcel Masse
Ad Melkert
Yoshio Okubo
Jaime Quijandria
Tom Scholar
Mathias Sinamenye
Chander Mohan Vasudev
Pietro Veglio
Zou Jiayi
(vacant)

SUPPLÉANTS

Mohamed Kamel Amr
Abdulrahman M. Almofadhi
Melih Nemli
Terry O'Brien
Nuno Mota Pinto
Jeremias N. Paul, Jr.
Walter Hermann
Shuja Shah
Anthony Requin
Louis Philippe Ong Seng
Nursiah Arshad
Svein Aass
Eugene Miagkov
Jorge Familiar
Gobind Ganga
Tamara Solyanyk
Toshio Oya
Alieto Guadagni
Caroline Sergeant
Mulu Ketsela
Akbar Ali Khan
Jakub Karnowski
Yang Jinlin
Robert B. Holland, III

Voir le Volume 2 pour une liste complète des membres du Conseil des gouverneurs et du nombre de voix revenant à chacun des membres du Conseil d'administration.

La gouvernance de la SFI

Les pays membres de la Société financière internationale, par l'intermédiaire du Conseil des gouverneurs et du Conseil d'administration, décident de l'orientation générale des programmes et activités de l'institution. Chaque pays membre nomme un gouverneur et un suppléant. Le Conseil des gouverneurs est investi de tous les pouvoirs de la SFI, mais il en délègue la majeure partie aux 24 administrateurs. Ceux-ci disposent chacun d'un nombre de voix qui est fonction de la contribution du pays ou du groupe de pays qu'ils représentent au capital de la Société. Les administrateurs se réunissent régulièrement au siège du Groupe de la Banque mondiale à Washington pour examiner tous les projets d'investissement, prendre les décisions nécessaires en la matière et définir les axes stratégiques de la gestion de l'institution.

Les administrateurs sont aussi membres d'au moins un des cinq comités permanents qui aident le Conseil à s'acquitter de sa mission de supervision en procédant à des examens approfondis des politiques et procédures. Le Comité de l'audit fournit des conseils sur la gestion financière et la gestion des risques, le gouvernement d'entreprise et les questions de supervision et de contrôle. Le Comité du budget examine certains aspects des procédures, les directives administratives, les normes et les questions budgétaires qui ont un impact significatif sur l'efficacité par rapport aux coûts des opérations du Groupe de la Banque. Le Comité pour l'efficacité du développement offre des conseils aux administrateurs sur certaines questions ayant trait à l'évaluation des opérations et des politiques et à l'efficacité du développement dans le but de suivre les progrès accomplis au plan de la réduction de la pauvreté. Le Comité du personnel examine les questions de rémunération et les autres aspects importants de la politique du personnel. Les administrateurs sont aussi membres du Comité de la gouvernance et des questions administratives concernant les administrateurs.

Paul D. Wolfowitz est le président de la SFI et de chacune des autres institutions du Groupe de la Banque mondiale, c'est-à-dire la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), l'Association internationale de développement (IDA), l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) et le Centre international de règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI). Il est également président des Conseils formés des administrateurs de chaque institution. Assaad J. Jabre, qui est le vice-président exécutif par intérim de la SFI, est chargé de la gestion générale des opérations courantes de la Société.

Se reporter aux sections consacrées au Groupe d'évaluation des opérations (p. 68) et au Bureau du conseiller/ombudsman pour l'application des directives (p. 70), qui tous deux opèrent indépendamment de la direction de la SFI.

Message du président



BANQUE MONDIALE

LA MISSION DE LA SFI

*Promouvoir des investissements
privés durables qui réduiront la
pauvreté et amélioreront les
conditions de vie de la population
dans les pays en développement.*

Ce Rapport annuel rend compte des réalisations de la Société financière internationale durant la dernière année du mandat du vice-président exécutif, Peter Woicke, et de mon illustre prédécesseur, Jim Wolfensohn. C'est une énorme responsabilité que la charge de diriger une institution aussi prestigieuse, et je suis reconnaissant à Jim et à Peter d'avoir tant fait pour la renforcer.

L'œuvre accomplie par le Groupe de la Banque mondiale et ses partenaires de développement est considérable, mais il reste encore beaucoup à faire. Le Sommet du G-8 qui s'est tenu à Gleneagles au début du nouvel exercice a opportunément souligné les enjeux du développement, en particulier en Afrique. En réaffirmant le rôle essentiel qui revient à la Banque mondiale dans de nombreux domaines du développement, les participants au Sommet nous ont confié une charge encore plus lourde.

Nous tournant vers l'avenir, il nous faut maintenir un équilibre entre les différentes priorités de développement. Nous devons tout d'abord prêter spécialement attention aux besoins des plus démunis dans les pays les plus pauvres de la planète. Dans le même temps, la Banque mondiale a toujours un important rôle à jouer dans les pays en développement en pleine expansion, ceux dits « à revenu intermédiaire » alors qu'ils comptent encore des centaines de millions d'habitants vivant dans le plus complet dénuement. Enfin, de par son statut d'institution multilatérale de développement, la Banque mondiale est particulièrement à même de contribuer à la recherche de solutions aux problèmes concernant le « patrimoine commun de l'humanité », qu'il s'agisse de promouvoir des sources d'énergie viables ou d'atténuer les effets des crises sanitaires mondiales.

La SFI, quant à elle, joue un rôle de premier plan dans le développement du secteur privé — en cherchant à promouvoir un développement durable du secteur privé pour contribuer à réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie dans le monde. C'est là une mission exaltante et les progrès continuent d'être encourageants pour toute la gamme d'activités axées sur l'entreprise privée — du financement à long terme de projets d'infrastructure cruciaux aux petites opérations de microfinance.

Les excellents résultats d'exploitation de la SFI et son impact sans cesse croissant sur le développement sont des arguments convaincants qui laissent bien augurer de l'avenir. Je contemple cet avenir avec grand optimisme. Je sais que nous avons beaucoup à faire mais je sais aussi que, grâce à l'énergie, à la créativité, à la détermination, à la diversité et à l'excellence que suscite notre mission, l'avenir est riche de promesses.

Dans l'accomplissement de toutes ces tâches, l'institution sait qu'elle peut compter sur des collaborateurs aux compétences et au dévouement exceptionnels. C'est un honneur et un privilège que de travailler avec eux au quotidien.

Paul D. Wolfowitz
Président

Message du vice-président exécutif

L'année 2005, déclarée « Année du développement » par une grande partie de la communauté internationale, marque une étape exceptionnelle dans le déroulement d'un débat mondial consacré de longue date à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie des populations des pays en développement. Rarement, ces dernières années, un intérêt aussi soutenu a-t-il été porté à l'échange de vues sur l'aide, le développement et l'ampleur des progrès sur lesquels il est raisonnable de compter. Cet intérêt aurait dû, il est vrai, se manifester depuis longtemps. Mais l'important, tout autant que les questions de développement elles-mêmes, c'est la multiplicité des voix qui se font entendre.

La question du financement du développement dans le monde n'est plus l'apanage ou la prérogative des spécialistes du développement. Elle est devenue l'objet d'un débat très ouvert et de grande envergure auquel participent pratiquement toutes les nations, grandes et petites. Elle implique le secteur public et le secteur privé. Et elle implique tous ceux qui, à l'échelle mondiale, se mobilisent à l'appui d'une large gamme de questions économiques, environnementales et sociales.

Les avis concordent, dans une mesure exceptionnelle, sur de nombreux aspects fondamentaux du développement. Rares sont ceux, s'il en est, qui croient qu'ils ne seront pas touchés par les décisions prises. Rares aussi sont ceux qui pensent qu'il est possible de prendre un programme qui a donné de bons résultats dans un pays pour l'appliquer tel quel dans un autre pays sans tenir dûment compte du contexte local. Une majorité écrasante juge que le secteur privé a un rôle fondamental à jouer et beaucoup s'accordent à penser que l'un des principaux problèmes consistera à mener sur une plus grande échelle les démarches qui ont produit de bons résultats dans le cadre d'opérations pilotes. L'amélioration de la gouvernance et le renforcement des capacités aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public semblent être le point de départ systématique de tous propos. Sur le plan stratégique, les démarches « de bas en haut » sont à retenir ; les démarches « de haut en bas » sont à bannir. Les mots d'ordre sont discipline, évaluation et résultats.

L'idée que les nations en développement forment en quelque sorte un « tiers » monde est aussi maintenant totalement révolue. Le destin de ces nations est inexorablement lié à la direction dans laquelle s'engagera notre génération au plan politique, moral, économique, environnemental et social. Si l'on devait faire la liste des plus gros enjeux mondiaux dans les domaines de l'économie, de l'énergie ou de l'environnement, on verrait qu'ils se placent tous dans le contexte du monde en développement. Où que nous vivions, notre destin sera lié, d'une manière ou d'une autre, dans une large ou dans une faible mesure, directement ou indirectement, au chemin que suivront ces pays.

Cette situation fait clairement ressortir les opportunités qui s'offrent maintenant à la SFI, de par sa mission institutionnelle, pour promouvoir le développement du secteur privé. Depuis plusieurs dizaines d'années, la Société aide les pays à croître et à prospérer de la base au sommet — un investissement, une entreprise à la fois. Notre action nous a également permis de catalyser des investissements et des réformes sur tous les marchés et dans tous les



Assaad J. Jabre
Vice-président exécutif par intérim



BRETON LITTLEHALES

secteurs, et d'attirer l'attention sur les domaines pionniers des marchés émergents. Dans le même temps, les problèmes que nous rencontrons dans le cadre de la mondialisation des marchés nous obligent à toujours innover et essayer de nouvelles formules tout en perfectionnant nos produits et services traditionnels. La discipline institutionnelle dont doit faire preuve un investisseur privé assumant des risques est précisément ce qui nous a permis de mettre en place la démarche prudente et adaptée à chaque situation dont l'efficacité est maintenant si largement reconnue. Et plus que jamais, nous obtenons des résultats convaincants qui témoignent du potentiel considérable de cette approche à une époque où le monde est en quête de solutions pragmatiques.

L'exercice 05 est la troisième année consécutive durant laquelle la SFI a obtenu des résultats exceptionnels. Mais, pour aussi fiers que nous soyons de cet accomplissement et heureux que ce soient les solides résultats affichés par tant de marchés émergents qui nous aient permis de nous trouver dans cette position, nous ne pouvons pas pour autant oublier combien il reste à faire et, comme l'a si tragiquement montré le tsunami qui a ravagé l'Asie, comment des événements imprévus peuvent brusquement réduire à néant des années de progrès. Il nous faudra, pour remplir notre mission de développement, travailler encore plus, nous montrer encore plus créatifs et agir de manière encore plus résolue :

- Au cours de chacun des deux derniers exercices, la SFI a engagé plus de 400 millions de dollars de financements en Afrique subsaharienne, soit un montant nettement plus élevé que pour les exercices antérieurs, par suite de l'amélioration de la situation dans la région. Mais la croissance économique devra encore s'accélérer pour permettre à l'Afrique d'atteindre les objectifs de développement pour le Millénaire.
- Que ce soit pour une centrale électrique en Inde ou un port à Madagascar, ou encore une compagnie aérienne en Amérique centrale, nous avons contribué à attirer les investissements privés dont l'infrastructure a tant besoin. Mais les goulots d'étranglement dans le secteur des transports et le manque de fiabilité de l'alimentation en électricité continuent d'empêcher les entreprises de nombreux pays de pouvoir soutenir la concurrence et d'avoir accès aux marchés et services.
- Nous avons mobilisé plus d'un milliard de dollars dans le cadre de financements structurés dans des secteurs tels que le logement, l'éducation et la microfinance. Mais nombre d'entreprises et d'entrepreneurs potentiels ne peuvent toujours pas s'agrandir ou réaliser leur rêve faute de marchés matures et de financements à long terme en monnaie nationale.
- Grâce à nos mécanismes régionaux et à nos investissements dans le secteur financier, nous avons contribué à l'amélioration des capacités de gestion d'institutions qui fournissent des services aux petites et moyennes entreprises et nous avons facilité l'accès de milliers d'entre elles à des financements. Mais de nombreux pays en développement continuent de souffrir d'un climat de l'investissement caractérisé par une bureaucratie trop lourde et une expertise insuffisante pour permettre une bonne gouvernance.
- Nous avons contribué à financer des projets pionniers pour préserver la diversité biologique, promouvoir le recours à des sources d'énergie durable et une utilisation rationnelle de l'énergie, et développer le marché des crédits de réduction d'émissions de carbone. Mais, face aux menaces que posent la dégradation des écosystèmes et le changement climatique, il faudrait que ces efforts soient déployés sur une bien plus grande échelle.



REPRODUCTION AUTORISÉE : SASOL



REPRODUCTION AUTORISÉE : MANZANILLO PORT

*Assaad J. Jabre, vice-président exécutif par intérim,
avec le Groupe de direction de la SFI*

De gauche à droite

*Au premier rang : Nina Shapiro, Assaad Jabre, Javed Hamid,
Farida Khambata, Jennifer Sullivan*

Au second rang : Edward Nassim, Declan Duff, Dorothy Berry

*Michael Klein et W. Paatii Ofosu-Amaah, secrétaire exécutif,
ne figurent pas sur la photo.*

Au cours des derniers mois, la SFI a défini une ambitieuse stratégie de croissance pour les années à venir, qui mobilisera les efforts de tout son personnel. Cette stratégie a été conçue parce que l'on sait que les besoins des pays en développement sont considérables. Elle a été conçue parce que la croissance du secteur privé, par le biais des entreprises intérieures et des investissements étrangers directs, est le plus important levier qui puisse être utilisé pour réduire la pauvreté. Elle a aussi été conçue parce que nous sommes convaincus de la valeur unique qu'a désormais la SFI pour ses clients et pour les gouvernements des pays actionnaires en favorisant un développement durable non seulement en tant que bailleur de fonds mais aussi en tant que prestataire de services-conseil et promoteur des meilleures pratiques.

Nous ne cherchons pas à promouvoir la croissance à tous prix. Ce que nous voulons, c'est avoir un impact positif sur nos marchés en améliorant le climat des affaires pour les investisseurs privés et en répartissant plus largement les avantages de la croissance économique parmi les groupes de populations mal servis ; en renforçant les capacités au niveau des entreprises et en intensifiant la concurrence au niveau des marchés ; et en collaborant avec des partenaires aussi déterminés que nous à améliorer leur gouvernement d'entreprise et à appliquer des normes environnementales et sociales plus rigoureuses. Ce sont là, certes, de vastes objectifs, mais ils se concrétisent sur le terrain par les progrès faits, pas à pas, pour faire reculer la pauvreté : une nouvelle entreprise, une première paye, un nouveau logement pour une famille, un enfant mieux instruit. Ils se concrétisent, au niveau régional et mondial, par les progrès réalisés en direction d'un développement durable, d'un air plus propre, d'une eau plus salubre et d'écosystèmes plus sains.

Les fondateurs de la SFI prévoyaient déjà en 1956 que le secteur privé contribuerait de plus en plus au développement. Grâce à une expérience durement acquise, à la direction éclairée de Jim Wolfensohn et de Peter Woicke durant ces dernières années, et à l'attachement de notre nouveau président, Paul Wolfowitz, à la mission de la Société, nous pourrions célébrer l'an prochain le 50^e anniversaire de la SFI en contemplant un avenir offrant plus de possibilités que jamais. Et si nous réussissons à exploiter ces possibilités, nos accomplissements seront durables. Nous continuerons de nous appuyer sur les acquis du passé avec gratitude, de nous ouvrir sur l'extérieur en forgeant des partenariats et d'aller de l'avant de manière encore plus résolue.

La SFI favorise le progrès dans un monde en rapide évolution. Nous avons la chance de pouvoir largement contribuer à relever le défi déterminant de notre génération.

Assaad J. Jabre
Vice-président exécutif par intérim





Investir dans le progrès

en alliant expérience, innovation et partenariats

La Société financière internationale est en première ligne des efforts de développement du secteur privé : elle redéfinit les moyens de lutter contre la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie en renforçant le secteur privé dans les marchés émergents.

Réaliser cet objectif, c'est atteindre des populations, des régions et des secteurs qui ne profitent pas encore de la croissance globale des marchés émergents. C'est faire preuve d'innovation : en forgeant de nouveaux partenariats avec les pays et d'autres institutions multilatérales, en identifiant de nouveaux rôles pour le secteur privé, en créant des produits permettant de développer les marchés des capitaux et en permettant aux populations défavorisées de plus facilement créer une entreprise ou acheter un logement. C'est prendre appui sur les réels atouts que possèdent de nombreux pays et secteurs : en aidant les entreprises existantes à accroître leur compétitivité et leur viabilité à mesure qu'elles étendent le champ de leurs activités ou parviennent à pénétrer sur de nouveaux marchés. C'est apporter aussi aux pays en développement des techniques et des produits reconnus provenant de pays industrialisés mais également, de plus en plus, d'autres pays en développement. Mais surtout, c'est adapter l'expertise mondiale de la SFI aux besoins locaux. La Société sait qu'aider le secteur privé à avoir un plus grand impact positif sur les conditions de vie des populations des pays en développement est une tâche qui n'est en rien « routinière ». Les exemples qui suivent montrent comment la SFI fait face aux défis que rencontrent les pays qui sont ses clients.

Objectifs stratégiques



1

Élargir l'accès au financement

La SFI travaille avec des institutions financières pour élargir l'accès au financement ; ces efforts visent principalement les petites entreprises, le financement du logement et le crédit-bail. La Société a également recours à ses services de conseil et à des produits innovants pour développer et renforcer les marchés des capitaux.

2

Augmenter la participation du secteur privé dans des branches d'activité clés

La SFI met au point de nouvelles méthodes permettant d'accroître la participation du secteur privé à la fourniture de services dans les domaines de l'infrastructure, de la santé et de l'éducation.



3

Faciliter l'expansion des entreprises performantes

Nombre des entreprises clientes de la SFI sont en passe de devenir des acteurs compétitifs sur les marchés mondiaux, mais ils peuvent encore tirer profit des financements à long terme de la Société et de son expérience mondiale dans le cadre des efforts qu'ils déploient pour relever leurs normes et améliorer leurs résultats.



4

Agir dans les domaines où les besoins sont les plus pressants

Dans les pays à faible revenu ou présentant des risques élevés, la SFI aide les gouvernements à améliorer le climat de l'investissement. Elle utilise aussi ses ressources financières et son assistance technique pour établir la viabilité des entreprises privées sur ces marchés.



5

Assurer une action durable

Outre son expertise financière, la SFI peut mettre son expérience en matière de gouvernement d'entreprise et de développement social et environnemental au service de ses clients pour leur fournir l'appui crucial dont ils ont besoin pour assurer la prospérité de leurs entreprises à long terme. Les normes qu'elle a établies ont également un large impact au sein de la communauté des bailleurs de fonds.





TANG CHHIN SOTHY

Élargir l'accès au financement

La SFI aide à mettre en place des institutions de microfinance, des agences de crédit-bail et des centrales des risques dans les marchés émergents.

Les transactions novatrices et les conseils de la SFI aux organes de réglementation contribuent à la constitution de marchés des capitaux dans nombre de pays clients.

La SFI aide les pays en développement à renforcer leurs marchés des capitaux — en cherchant plus particulièrement à élargir l'accès au financement des populations défavorisées et des entreprises qu'elles créent — car ces marchés sont essentiels à une croissance économique durable. Par le biais de ses investissements et de son assistance technique, la SFI permet de mettre en place des intermédiaires financiers et de construire l'infrastructure financière. En collaboration avec la Banque mondiale et les gouvernements nationaux, elle veille aussi à ce que les lois et réglementations des marchés émergents appuient un secteur financier solide.

Les intermédiaires financiers comprennent, notamment, les institutions bancaires et non bancaires dont les opérations de prêt permettent à la SFI d'atteindre les petites entreprises, ainsi que les sociétés plus importantes qui ont un impact positif sur le développement. La SFI investit dans les institutions financières et leur fournit une assistance technique pour accroître leurs activités dans des domaines clés tels que le financement des entreprises de petite taille, la microfinance, le financement du logement, le crédit-bail et les assurances. Par le biais de technologies et d'investissements novateurs, la SFI aide aussi ces établissements financiers à renforcer leurs capacités de financement d'une gamme plus vaste de produits et de services sociaux et environnementaux, notamment dans des domaines tels que les énergies renouvelables et l'utilisation rationnelle de l'énergie, dont le potentiel est largement inexploité sur les marchés mondiaux.

Dans le cadre de ses activités de développement de l'infrastructure financière, qui est un élément clé de la croissance durable des marchés émergents, la SFI met l'accent sur la création de centrales des risques et de marchés de valeurs mobilières. Les centrales des risques jouent un rôle indispensable pour l'accroissement du crédit et le développement économique, et la SFI contribue à leur mise en place dans 34 pays répartis dans le monde entier. Un marché des valeurs mobilières opérationnel élargit l'accès aux capitaux et en réduit le coût ; c'est pour cela que la SFI participe à leur création en nouant un dialogue avec les pouvoirs publics et en réalisant des transactions innovantes sources de nouvelles possibilités. (Pour plus d'informations sur les transactions, voir le chapitre sur les investissements et sur les régions).

Une assistance technique axée sur les marchés des capitaux

Durant l'exercice 05, 127 projets d'assistance technique axés sur les marchés des capitaux ont été exécutés dans plus de 60 pays, grâce à des engagements des bailleurs de fonds représentant plus de 89 millions de dollars. Les projets concernant ces marchés constituent une part importante des activités d'assistance technique de la SFI. La plupart d'entre eux (65 %) ont été réalisés dans des pays à faible revenu ou présentant des risques élevés, essentiellement en Afrique et au Moyen-Orient. Plus de 70 % des projets visaient à renforcer l'accès au financement, principalement par le biais de prêts aux micro, petites et moyennes entreprises ou du crédit-bail. Nombre de ces activités sont poursuivies en parallèle aux investissements de la SFI dans le secteur financier ; certains projets sont mentionnés dans le Rapport sur les régions.



REPRODUCTION AUTORISÉE : CPFL ENERGIA

Mexique : une structure innovante pour faciliter le financement du logement

Dans le cadre d'une transaction historique, la SFI a engagé un montant total de 1 265 milliards de pesos mexicains (environ 113 millions de dollars) en faveur de GMAC Financiera, filiale à part entière de GMAC Residential Funding Corporation, pour financer l'octroi de prêts hypothécaires admissibles à des familles mexicaines disposant de revenus faibles ou moyens, ou le rachat des titres de créances, et appuyer des opérations sur titres adossés à des créances hypothécaires de la compagnie au Mexique. Le financement consiste en un prêt de la SFI à hauteur de la contre-valeur de 65 millions de dollars et d'un mécanisme de renforcement du crédit à hauteur de la contre-valeur de 50 millions de dollars. Le prêt sera adossé à un pool de titres hypothécaires détenus dans un fonds fiduciaire noté AAA localement.

Ce projet devrait avoir un impact majeur sur le développement. Il permettra à GMAC Financiera de continuer à accorder des financements hypothécaires aux *sofoles*, institutions financières spécialisées qui, à leur tour, consentiront des crédits au logement à un grand nombre de personnes ayant des revenus moyens ou faibles. Grâce à ce montage novateur, cette transaction contribuera aussi au développement des marchés financiers mexicains.



LUDWIGA JOSEPH



Augmenter la participation du secteur privé dans les infrastructures

ALEJANDRO PEREZ

Les investissements de la SFI dans les pays en développement durant l'exercice 05 comprennent 883 millions de dollars au titre des infrastructures (services d'utilité collective et transports).

La SFI a, par ailleurs, investi 200 millions de dollars dans les technologies de l'information et des communications.

La SFI privilégie l'infrastructure parce qu'elle est le fondement de toute croissance économique et de tout développement, et parce qu'elle offre au secteur privé de très vastes possibilités de jouer un rôle novateur.

La Société investit activement et fournit des services-conseil dans des domaines allant de l'électricité aux technologies de l'information et des communications, en passant par les transports, l'eau et l'assainissement. Elle investit pour son propre compte, mobilise des capitaux privés, donne des conseils aux gouvernements sur la privatisation des services, et fournit une assistance technique qui aide les entreprises et les organismes à améliorer la compétitivité et la viabilité de leurs opérations.

Les efforts de la SFI consistent fondamentalement à promouvoir les partenariats privé-public aux fins de la fourniture de services d'infrastructure, à élargir la portée de ses investissements et de son assistance technique aux administrations publiques infranationales et, comme dans tous ses autres domaines d'intervention, à porter une attention indéfectible aux impacts sociaux et environnementaux des activités de développement qu'elle appuie. Dans le cadre de toutes ces opérations, la SFI opère en partenariat avec les institutions du Groupe de la Banque mondiale.

Les services-conseil de la SFI

La SFI fournit des conseils aux gouvernements sur la façon de structurer et de concrétiser la participation du secteur privé aux services d'infrastructure, de santé et autres services d'utilité collective. Elle cible ses efforts sur un élargissement durable de l'accès aux services d'utilité collective car elle peut, en ce domaine, contribuer à concilier les objectifs des pouvoirs publics et les besoins des investisseurs privés.

Au cours de l'exercice 05, la SFI a poursuivi ses travaux concernant 25 transactions dans les domaines des industries extractives, de l'électricité, de l'eau et de l'assainissement, de la santé, des déchets solides, de l'irrigation et dans plusieurs domaines des transports : compagnies aériennes, aéroports, ports, chemins de fer et réseaux de transport urbains. Elle a achevé quatre opérations : la mine de charbon de Moatize au Mozambique, la concession d'exploitation du principal port de Madagascar, et les partenariats public-privé constitués au Maroc et en Roumanie. L'opération menée au Maroc est la première de ce type jamais réalisée au titre de services d'irrigation dans un pays en développement. De nouveaux projets sont en cours en Arabie saoudite, au Brésil, en Inde et aux Philippines ainsi qu'en Afrique subsaharienne et dans des îles du Pacifique. Un centre de services-conseil a été créé au sein du bureau de la SFI à Johannesburg.

Financement au niveau infranational : le Fonds d'investissement municipal

Programme pilote conjoint de la SFI et de la Banque mondiale, le Fonds d'investissement municipal continue d'explorer les possibilités d'investir dans des municipalités, des entités municipales et d'autres échelons des administrations locales, sans prendre de garantie souveraine. L'équipe chargée de ce programme a étudié la situation dans plus de 20 pays et recensé des opportunités dans des marchés aussi divers que le Brésil, la Chine, la Colombie, l'Inde, le Pérou, les Philippines, la Russie et la Thaïlande. Elle a établi des partenariats et des alliances avec des conseillers, des banques commerciales et de développement, et des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux.

Cette initiative a montré que le financement au niveau infranational contribue grandement à la réalisation de la mission de la SFI parce que les avantages qu'il procure dans les zones moins développées et aux populations défavorisées peuvent avoir un impact considérable sur le développement. Sa collaboration avec les municipalités permet à la Société de promouvoir un certain nombre de ses objectifs prioritaires tels que les petites entreprises, le financement du logement, les partenariats public-privé dans l'infrastructure et les transactions sur réductions d'émissions de carbone. Elle s'inscrit aussi dans le droit fil des efforts déployés par la Société pour aider les pouvoirs publics à simplifier le cadre réglementaire de l'activité économique au niveau municipal, comme en témoigne l'action menée en Bolivie par la SFI durant l'exercice (voir l'encadré p. 55). L'assistance technique contribue aussi dans une mesure cruciale à renforcer les capacités, à améliorer la cote de crédit des emprunteurs infranationaux et à assurer la bonne exécution des projets.



REPRODUCTION AUTORISÉE : NEWMONT



REPRODUCTION AUTORISÉE : CEPALCO

Les Philippines : des financements à long terme à l'appui des énergies renouvelables

La SFI a accordé son premier prêt en pesos philippins à hauteur de l'équivalent de 15 millions de dollars à la compagnie d'électricité Cagayan Electric Power and Light Company (CEPALCO). Cette dernière dessert près de 87 000 usagers dans la région peu développée du nord de Mindanao. Ce financement en pesos sur 12 ans effectué par le biais du marché des swaps en monnaie nationale contribue à satisfaire des besoins d'infrastructure criants tout en favorisant le développement des marchés philippins d'instruments de couverture à long terme. En raison d'un accès limité au crédit ou aux marchés financiers, CEPALCO finançait jusqu'à présent l'expansion de son réseau et de ses actifs par des financements d'une durée maximale de cinq ans. Le prêt à long terme de la SFI lui permettra de réaliser des investissements essentiels dans son réseau de distribution. Cette opération représente le deuxième investissement de la SFI dans CEPALCO ; le premier avait aidé la compagnie à réaliser le premier projet à part entière démontrant les avantages économiques et écologiques de l'utilisation conjointe de sources d'électricité hydrauliques et photovoltaïques. La compagnie exploite désormais la plus importante installation photovoltaïque raccordée au réseau existant dans un pays en développement.



REPRODUCTION AUTORISÉE : CEPALCO



TED POLLETT

Augmenter la participation du secteur privé dans les domaines de la santé et de l'éducation

Tout comme l'infrastructure, les secteurs sociaux de la santé et de l'éducation sont jugés prioritaires par la SFI, non seulement parce qu'ils sont la clé de l'amélioration du niveau de vie mais aussi parce qu'une plus grande participation du secteur privé peut améliorer la qualité et la portée des services.

La SFI investit dans des compagnies privées fournissant des soins de santé ou des services et des technologies connexes. L'intérêt que la Société accorde au secteur de la santé se reflète dans l'importance qu'elle donne aux questions environnementales et sociales dans le cadre de l'aide aux entreprises qui sont ses clientes, soit pour mettre leurs activités aux normes internationales, soit, de plus en plus, pour leur permettre de répondre à la menace sans précédent que pose la propagation du VIH/SIDA pour leurs activités.

La SFI investit aussi dans les écoles et des universités privées, compléments essentiels aux établissements d'État dans les pays en développement qui ont grand-peine à répondre à une demande en services éducatifs sans cesse croissante. Par le biais d'un programme innovant, la SFI aide aussi les écoles supérieures de gestion des pays industrialisés à partager leurs connaissances avec leurs homologues des pays en développement. Dans le droit fil de la mission de partage du savoir du Groupe de la Banque mondiale, la SFI formule et diffuse les meilleures pratiques pour de nombreux secteurs, organise des forums pour permettre aux décideurs et aux milieux d'affaires de procéder à des échanges de vue, et aide ses entreprises clientes à rehausser la qualité de leurs activités et les niveaux de compétence de leur personnel.

Contribuer aux objectifs de développement pour le Millénaire

La communauté internationale a fixé les objectifs précis d'un partenariat mondial visant à réduire la pauvreté, la faim et la mortalité infantile ; à généraliser l'éducation primaire et à promouvoir l'égalité des sexes ; à lutter contre les maladies infectieuses et améliorer la santé maternelle ; et à assurer un développement écologique viable. Le rapport intitulé *Global Monitoring Report 2005*, préparé par le Groupe de la Banque mondiale et le Fonds monétaire international pour évaluer les progrès accomplis en direction de ces objectifs d'ici 2015, décrit le programme établi dans le but d'accélérer le rythme des accomplissements, surtout en Afrique subsaharienne. Ce programme met l'accent sur la nécessité d'améliorer le cadre de l'activité économique pour permettre une croissance plus robuste pilotée par le secteur privé, domaine dans lequel la SFI, qui est l'institution du Groupe de la Banque mondiale intervenant au niveau du secteur privé, peut mettre à profit la position unique qu'elle occupe pour avoir un réel effet. L'approche de la SFI est plus que jamais adaptée à la lutte contre la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie. Comme le montrent les activités décrites dans ce rapport annuel, la Société cherche remédier aux obstacles réglementaires et institutionnels qui s'opposent au développement des entreprises ; elle innove pour renforcer les infrastructures de base, élargit l'accès des petites entreprises au crédit, et s'efforce d'accroître la viabilité environnementale et sociale des activités du secteur privé. Grâce à son envergure mondiale, la SFI peut propager dans tous les pays et régions en développement les innovations qui ont un impact significatif sur les conditions de vie. De plus amples informations sur les objectifs de développement pour le Millénaire et les progrès accomplis en vue de leur réalisation figurent sur le site web www.developmentgoals.org.



RONKE-AMONI OGUNSULIRE

Ghana : une nouvelle conception du financement des écoles privées

La SFI fournit un financement en monnaie nationale et une assistance technique aux établissements primaires et secondaires privés du Ghana. Le projet, qui représente le premier investissement de la Société dans le secteur éducatif du pays, inclut une garantie partielle de 9,5 milliards de cedis (soit la contre-valeur de 1,1 million de dollars) accordée à Trust Bank du Ghana au titre de prêts aux écoles privées de la région d'Accra qui réunissent les conditions requises. Les prêts serviront à financer les travaux de construction, l'achat de matériels pédagogiques et autres dépenses d'équipement. Un programme global d'assistance technique est mis au point dans le but de renforcer les capacités financières, pédagogiques et de gestion des établissements scolaires ; d'améliorer le cadre économique de l'éducation privée ; et de favoriser le développement des activités d'un fournisseur indépendant de services éducatifs aux écoles privées.

Au Ghana, peu de banques locales prêtent aux établissements primaires et secondaires privés ; celles qui le font accordent en général des échéances de moins de deux ans, soit une période trop courte pour financer des projets d'agrandissement ou de modernisation. Les projets sont donc exécutés de manière fragmentée, les écoles perdent des revenus et ne sont pas en mesure de répondre à la demande croissante de services d'enseignement privés. La garantie de la SFI permettra à Trust Bank d'allonger la durée des prêts de trois à cinq ans, échéance mieux adaptée aux dépenses d'équipement. La SFI espère mettre en place un modèle qu'elle pourra appliquer ailleurs au Ghana puis adapter et reproduire dans toute l'Afrique subsaharienne.



ALICE LIN

Réseau mondial des écoles supérieures de gestion

La SFI a établi un partenariat avec des écoles supérieures de gestion du monde entier pour renforcer les compétences des chefs d'entreprise dans les pays en développement. À ce jour, la Société a engagé des professeurs de 18 écoles supérieures de gestion de pays industrialisés pour aider à renforcer les capacités des instituts africains. Les programmes pilotes mis en œuvre dans les écoles supérieures de gestion d'Afrique subsaharienne donnent aux futurs chefs d'entreprise un accès plus large à une formation en gestion de haute qualité, améliore la transférabilité des meilleures pratiques en matière d'éducation et de formation, et renforce les liens entre les établissements et les communautés au sein desquelles ils sont implantés. Ces efforts ont pour but d'optimiser l'impact du savoir et des compétences du secteur privé au niveau local.

Au cours de l'exercice écoulé, un programme pilote a permis de réunir plus de 60 professeurs africains enseignant dans 20 écoles supérieures de gestion de la région dans le cadre d'un atelier intensif sur les méthodes d'enseignement basées sur la pratique et les études de cas. L'atelier a été organisé conjointement par Gordon Institute of Business Science (Afrique du Sud) et Lagos Business School (Nigéria), avec la participation de Harvard Business School, Columbia Business School et les écoles supérieures de gestion IESE. Durant l'exercice, la SFI a aussi organisé une conférence réunissant les doyens et les directeurs d'écoles supérieures de gestion africaines qui a débouché sur la formation d'une association régionale d'écoles supérieures de gestion africaines. De plus amples informations sur les travaux de la SFI concernant les écoles supérieures de gestion sont fournies sur le site web www.ifc.org/gbsn.



LAURA BURES



REPRODUCTION AUTORISÉE : RIO BRAVO

Faciliter l'expansion des entreprises performantes

Outre ses apports de capitaux, la SFI aide les entreprises à devenir plus compétitives en améliorant leur gouvernement d'entreprise ainsi que leur performance sur le plan environnemental et social.

De plus en plus, la SFI aide ses clients de longue date à étendre leurs activités à d'autres secteurs ou à d'autres pays.

Bien que les défis du développement demeurent considérables, certains marchés émergents et de nombreuses entreprises privées font des progrès impressionnants. De plus en plus, la SFI établit des relations durables avec des clients performants.

Les entreprises et les institutions financières auxquelles la SFI a apporté son appui au début de leur expansion souhaitent maintenant bénéficier des connaissances spécialisées de la Société pour améliorer leurs opérations. La Société aide ces entreprises à financer des dépenses d'équipement, à attirer des investisseurs stratégiques et à mobiliser des fonds supplémentaires auprès de banques commerciales. Elle les aide à rapprocher leurs pratiques commerciales et environnementales des normes internationales et, ce faisant, à améliorer leur compétitivité maintenant qu'elles s'apprentent à étendre le champ de leurs activités ou la gamme de leurs produits. La SFI contribue aussi à promouvoir un rapide accroissement des investissements privés entre pays en développement. Ces investissements interrégionaux, dits « Sud-Sud », peuvent permettre d'étendre la portée des activités de développement à des régions moins avancées et de toucher d'importants segments de population qui n'avaient jusque-là pas bénéficié de la croissance ; et pour nombre des clients de la Société, ces investissements se justifient d'un point de vue commercial.

Le gouvernement d'entreprise

La SFI met l'accent sur le gouvernement d'entreprise dans ses investissements et dans le cadre de ses activités institutionnelles ; la Société fournit aussi une assistance technique aux entreprises et institutions financières désireuses d'améliorer leurs pratiques en ce domaine. Un service conjoint SFI-Banque mondiale sert de centre d'échanges de savoir et de ressources, notamment pour les évaluations-pays de la Banque et les recommandations sur l'action à mener qu'elle formule au profit des gouvernements. Il sert aussi de base au Forum mondial sur le gouvernement d'entreprise, qui est un centre des meilleures pratiques financé par les bailleurs de fonds.

La SFI a mis au point des méthodes pour réduire les risques liés au gouvernement d'entreprise tout en contribuant à l'élaboration de meilleures pratiques. Elle organise par ailleurs des conférences et des consultations sur l'action à mener, auxquelles elle participe elle-même, pour aider à faire connaître partout dans le monde les avantages commerciaux qui peuvent être tirés de l'application de meilleures pratiques de gouvernance d'entreprise. Comme le montre le chapitre sur les régions, l'intervention de la SFI a aidé de nombreux clients à s'imposer sur leur marché, à avoir plus facilement accès à des financements durables et à contribuer plus largement à la croissance économique.

Le Programme de financement du commerce mondial

Lancé au cours de l'exercice 05, le Programme de financement du commerce mondial a pour but d'appuyer les échanges avec les marchés émergents dans le monde entier. Il permet d'accroître le volume des crédits commerciaux que les banques peuvent accorder et de compléter les financements de ces dernières en fournissant une couverture contre les risques dans les marchés difficiles. Ce programme, qui dispose d'un financement de 500 millions de dollars et cible des banques d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et du Moyen-Orient, est ouvert à toutes les banques confirmatrices régionales ou internationales. Le réseau ainsi créé permet aux participants de financer commodément leurs échanges en passant par l'une quelconque de leurs contreparties participant au programme.

La SFI fournira des garanties partielles ou totales au titre des risques de remboursement que courent les banques dans plus de 70 pays en développement ou en transition dans le but d'augmenter la part du commerce mondial revenant à ces pays, et d'encourager les courants d'échange « Sud-Sud » de biens et de services. Les garanties seront essentiellement accordées au titre de crédits commerciaux à court terme mais pourront également couvrir des financements à plus longue échéance (jusqu'à trois ans) pour les importations de biens d'équipement. En outre, la SFI fera des avances de fonds pré-exportation et fournira une assistance technique et une formation aux banques locales pour les aider à respecter les normes les plus rigoureuses dans cette branche d'activité.

La SFI s'efforce de lancer cette nouvelle activité car le financement des échanges joue un rôle crucial dans la croissance économique. Cette initiative renforce les établissements financiers locaux et aide les entreprises de petite taille qui ont besoin de crédits commerciaux pour développer leurs opérations.

NEERAJ JAIN



Investir dans le progrès

Kazakhstan : une aide au lancement du crédit-bail

La SFI a réuni Bank Turan Alem, l'une des plus grandes banques du Kazakhstan, ORIX Corporation of Japan et ORIX Leasing of Pakistan pour former une coentreprise, BTA-ORIX Leasing, à l'appui du secteur du crédit-bail au Kazakhstan. L'investissement renforcera les capacités institutionnelles de l'entreprise et augmentera sa base de capital pour l'aider à étendre ses activités afin de répondre aux besoins du secteur privé kazakh. La coentreprise renforcera aussi sa gestion des risques et son gouvernement d'entreprise grâce à l'appui technique fourni par la société pakistanaise.

La SFI a investi 1,2 million de dollars pour prendre une participation de 10 % au capital de la coentreprise à laquelle elle a également consenti un prêt de rang privilégié de 5 millions de dollars. Ce projet représente le premier investissement de la SFI dans le secteur du crédit-bail au Kazakhstan et fait suite aux efforts déployés par la Société, par le biais du Partenariat pour l'entreprise privée, pour mettre en place dans le pays un cadre réglementaire et juridique adapté au secteur du crédit-bail.

Ce projet montre que la SFI est déterminée à apporter son soutien au crédit-bail à travers toute l'Asie centrale car ce dernier constitue un autre instrument de financement à terme bien adapté aux entreprises de taille limitée désireuses de renforcer leurs actifs à long terme et d'améliorer leur compétitivité. Grâce à ce projet, BTA-ORIX Leasing pourra avoir accès, indépendamment, aux financements à long terme du secteur privé une fois qu'elle aura acquis de solides antécédents d'emprunteur fiable. Par sa participation, la SFI contribue à l'adoption de normes rigoureuses d'exploitation et de gouvernance dans la branche des services financiers au Kazakhstan.

NILUFAR MURHAMMADKULOVA





NEERAJ JAIN



REPRODUCTION AUTORISÉE : NOVOBANCO

Agir dans les domaines où les besoins sont les plus pressants

Le secteur privé peut contribuer à améliorer les conditions de vie des pauvres dans les pays en développement à condition, toutefois, que le climat économique soit propice aux investissements, à la création d'emplois et à des gains de productivité. La SFI collabore avec la Banque mondiale et la MIGA pour déterminer comment promouvoir un climat favorable à la croissance. Certains pays ont besoin d'aide pour réunir les conditions essentielles à l'entrée de capitaux étrangers. D'autres ont besoin de faire appel à l'expérience de la SFI pour s'assurer que le développement économique est équitable, qu'il s'étend, par exemple, à des zones moins urbanisées et qu'il touche un plus grand nombre de femmes ainsi que des groupes qui n'ont pas pu participer pleinement à l'activité économique.

Une amélioration du climat de l'investissement

La SFI et la Banque mondiale collaborent à la réalisation d'enquêtes et d'évaluations concernant le climat de l'investissement dans les pays en développement. Ces enquêtes sont réunies dans une base de données qui met des informations sur 30 000 entreprises à la disposition des gouvernements envisageant des réformes. En outre, la SFI et la Banque publient chaque année un rapport intitulé *Doing Business*, qui présente des indicateurs objectifs et quantifiables des réglementations concernant l'activité industrielle et commerciale dans 145 pays. Les données et les recommandations figurant dans les deux premiers rapports ont incité une trentaine de pays à procéder à des réformes. Le climat de l'investissement est également le thème du Rapport sur le développement dans le monde 2005 de la Banque mondiale.

Le Service-conseil pour l'investissement étranger

Service conjoint de la SFI et de la Banque mondiale, le Service-conseil pour l'investissement étranger (FIAS) aide les gouvernements des pays en développement à élaborer des initiatives pour attirer et retenir l'investissement étranger direct, et optimiser son impact sur la réduction de la pauvreté. Depuis sa création en 1985, le FIAS a aidé plus de 130 pays dans le cadre de plus de 600 projets. Il réalise des études diagnostiques, aide à concevoir des solutions et à appliquer ses recommandations.

Le FIAS a mené à terme 74 projets durant l'exercice 05, dont 16 activités de gestion du savoir, notamment quatre sessions de formation régionales consacrées au climat de l'investissement à Bangkok, Le Cap, Istanbul et Washington.

Le FIAS coordonne ses activités avec d'autres services du Groupe de la Banque mondiale et des bailleurs de fonds bilatéraux ; il travaille de plus en plus avec les services de promotion et de développement régionaux de la SFI, tels que le Partenariat pour l'entreprise privée dans la région de Magadan, dans l'Extrême-Orient russe, le PEP-MENA en Égypte et le SEDF au Bangladesh.



MICHAEL WILD



ALEX BAND



MICHAEL WILD

La SFI élargit son action par de nouvelles initiatives

Durant l'exercice, la SFI et la Banque mondiale ont lancé l'Initiative en faveur du renforcement de l'entreprise locale (SGBI) afin d'aider les segments pauvres et marginalisés de la population à développer des activités génératrices de revenus qui leur permettent d'entrer dans l'économie de marché. Grâce à cette initiative, les organisations bénéficient d'une assistance technique et d'un « capital patient » qui renforce leur accès aux marchés, leurs capacités de gestion et la structure de leur capital. Les bénéficiaires peuvent être des organisations à but lucratif ou non. Des projets pilotes sont en cours en Afrique, en Asie du Sud et en Amérique latine, et l'Initiative s'efforce de mettre au point une formule générale d'appui à l'entreprise locale.

La SFI a également lancé le Programme en faveur des femmes entrepreneurs (GEM) pour remédier aux inégalités entre les hommes et les femmes — notamment en matière de climat de l'investissement, d'accès au financement et de compétences en gestion d'entreprise — qui empêchent les femmes de réaliser leur potentiel économique dans les marchés émergents. Afin d'accroître les opportunités qui s'offrent aux femmes entrepreneurs et réduire les restrictions à leur participation à l'économie formelle, le programme intègre la problématique hommes-femmes dans les activités de la SFI. Il sera axé dans un premier temps sur l'Afrique subsaharienne, où les femmes sont chefs d'environ 40 % des entreprises mais n'ont qu'un accès très limité au financement.

Les petites et moyennes entreprises

Dans beaucoup de pays en développement, les petites et moyennes entreprises, c'est-à-dire les entreprises comptant de dix à 300 employés et réalisant un chiffre d'affaires annuel compris entre 100 000 dollars et 15 millions de dollars — sont une source essentielle d'emplois et contribuent de manière cruciale à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté. Le renforcement de ces entreprises et des microentreprises — qui comptent moins de dix employés et ont un chiffre d'affaires de moins de 100 000 dollars — est une priorité pour la SFI.

Au cours de l'exercice 05, les engagements en faveur d'organismes travaillant essentiellement avec les petites entreprises, tels que les institutions de microfinance, les banques ou les sociétés de crédit-bail, ont atteint 1,1 milliard de dollars, contre 718 millions pour l'exercice 04. Les programmes d'assistance technique de la SFI appuient aussi les petites entreprises en contribuant à établir un cadre des affaires plus favorable aux entreprises locales, en renforçant les capacités des établissements financiers qui accordent des crédits aux petites entreprises, et en étendant la gamme de services auxquels ces entreprises peuvent avoir accès.

La Société aide les petites entreprises par le biais d'un réseau de services de promotion et de mécanismes régionaux qui adaptent leurs services à la demande locale et du programme qu'elle a mis en place conjointement avec l'IDA pour promouvoir le développement des micro, petites et moyennes entreprises en Afrique subsaharienne ; par des programmes visant à créer des liens économiques entre les bénéficiaires de gros investissements de la SFI et les entreprises et collectivités locales pour que celles-ci profitent également des avantages des financements de la Société ; par l'Initiative pour le renforcement de l'entreprise locale (voir encadré) ; et par d'autres opérations financées par des bailleurs de fonds.



KENJI YUHAKU

Assurer une action durable

Les Principes d'Équateur : des normes plus strictes pour le financement sur projet

Par le biais des Principes d'Équateur, la SFI collabore avec l'ensemble du secteur financier afin de répondre à la demande de fournisseurs de capital plus responsables sur le plan social. Lancés en juin 2003, ces principes, qui sont fondés sur les normes et procédures de la SFI, sont un ensemble de directives environnementales et sociales facultatives qui peuvent être appliquées dans le cadre du financement sur projet. Selon les estimations, ces principes sont actuellement appliqués dans environ 80 % des opérations de financement sur projet dans le monde entier. À ce jour, 32 établissements financiers les ont adoptés. Parmi ces derniers figure un nombre croissant d'institutions des marchés émergents et notamment, depuis 2005, quatre banques brésiliennes. La SFI fournit son appui à la formation des cadres des banques responsables de l'application des principes d'Équateur ; en retour, celles-ci ont participé à l'examen de la politique de la Société en tant que parties prenantes.

Le développement du secteur privé n'appuie la mission de la SFI que s'il s'inscrit dans la durée, c'est-à-dire s'il contribue de manière positive et durable à l'économie et, ce faisant, réduit la pauvreté et améliore les conditions de vie.

En associant les questions environnementales et sociales et le gouvernement d'entreprise aux facteurs financiers et économiques, la SFI cherche à faire en sorte que son intervention produise des avantages à long terme pour les populations, les régions et les secteurs qui en ont le plus besoin. Elle peut aussi collaborer plus étroitement avec ses clients, réduire le risque associé aux investissements privés pour tous les intervenants, et renforcer les liens entre les entreprises et les collectivités au sein desquelles elles opèrent. La SFI mène l'action pour rendre le développement du secteur privé plus durable non seulement pour les raisons précédentes mais aussi pour les avantages économiques qui en découlent. L'expérience qu'elle a acquise en matière de développement durable est, à son tour, la raison principale pour laquelle des clients, qui pourraient se financer auprès d'autres sources, préfèrent travailler avec elle.

La Société fait preuve de la diligence voulue sur le plan environnemental et social et en matière de gouvernement d'entreprise dans le cadre de ses opérations d'investissement. Inscire l'action menée dans la durée est également l'objectif d'une grande partie de ses services d'assistance technique et de conseil, comme en témoigne le présent rapport. La SFI se soucie en outre de donner à son personnel clé la formation poussée nécessaire. À ce jour, 555 agents ont participé à son Programme de formation pour une action durable, qui a été dispensé aussi bien dans les bureaux régionaux de la SFI qu'à Washington, en présence de clients, de partenaires et d'autres parties prenantes. La Société collabore par ailleurs avec la communauté internationale à nombre d'initiatives importantes, notamment les objectifs de développement pour le Millénaire (voir p. 16).

Au cours de l'exercice 05, la SFI a accru les ressources dont elle dispose pour mesurer tant son impact sur le développement que les répercussions environnementales et sociales de ses opérations. Ces questions sont traitées en détail dans la publication *Sustainability Report* que la Société consacre chaque année à cette question. (Voir aussi la section relative au Groupe d'évaluation des opérations, p. 68).

Révision des politiques et directives de la SFI

Les normes sociales et environnementales de la SFI ont un grand impact sur le secteur privé par le biais, d'une part, de l'intervention de la Société auprès de ses clients et, d'autre part, de l'adoption généralisée des Principes d'Équateur par de grandes banques commerciales (voir encadré). Pour que ces normes restent pertinentes sur des marchés en rapide évolution, la Société a décidé de procéder durant l'exercice à l'examen intégré de ses Principes de sauvegarde, de sa Politique d'information et de ses Directives en matière d'environnement, de santé et de sécurité.

Dans le cadre de cet examen, de vastes consultations ont été tenues avec des parties prenantes dans le monde entier, notamment les gouvernements, les clients et les partenaires de la SFI, ainsi que des représentants de la société civile. En juillet 2005, la version révisée de l'intégralité des politiques et directives de la Société a été présentée à la direction de la SFI, avant d'être soumise au Conseil pour examen. La nouvelle politique pour une action durable sur le plan social et environnemental et les normes de performance doivent entrer en vigueur en 2006. De plus amples informations sont fournies sur le site web www.ifc.org/policyreview.

La SFI contre le sida

Le programme de la SFI contre le sida collabore avec les sociétés clientes pour accroître leur participation à la lutte contre le VIH/SIDA. Il aide ces sociétés à analyser les risques que le syndrome fait courir à leur entreprise et fournit des directives sur la manière de concevoir et d'exécuter des programmes d'éducation, de prévention et de soins axés sur les employés et les communautés voisines.

Durant l'exercice 05, la SFI a commencé à fournir une assistance technique stratégique en Asie du Sud, où les entreprises indiennes versent des fonds de contrepartie à hauteur de la contribution qu'elles reçoivent de la SFI par le biais de son Service de promotion du civisme des entreprises. Les deux premières sociétés concernées, Ambuja Cement Foundation et Appollo Tyres, ont déjà entrepris d'accroître la portée de leurs programmes d'information et de prévention du VIH/SIDA sur les lieux de travail et au sein de la communauté. Elles renforcent aussi les capacités dont disposent leurs centres de santé pour traiter les maladies sexuellement transmissibles, et pour prévenir et dépister les infections par VIH des routiers de longue distance. Le partenariat avec des entreprises africaines, notamment en ce qui concerne les activités de formation à l'intention des petites entreprises, continue d'être un élément essentiel du programme (voir encadré, p. 32). De plus amples informations sont fournies sur le site www.ifc.org/ifcagainstaids.



VLASSIS TIGKARAKIS

Un impact notable dans le secteur des industries extractives

En association avec la Banque mondiale et la MIGA, la SFI a commencé à mettre en œuvre un ensemble de propositions visant à améliorer la gouvernance, la participation communautaire et la gestion des recettes tirées de l'exploitation de pétrole, de gaz et de ressources minières dans le cadre des projets dans lesquels elle investit. Son action s'inscrit dans le droit fil du récent Examen du secteur des industries extractives qui regroupe des évaluations indépendantes de l'intervention du Groupe de la Banque mondiale dans ce secteur ; durant l'exercice 05, le Conseil a approuvé la réponse de la direction de la SFI, de la Banque mondiale et de la MIGA. Le Groupe de la Banque mondiale a entrepris de mettre en place un Groupe consultatif sur les industries extractives qui s'appuiera sur l'expérience de représentants éminents de différents groupes de parties prenantes pour assurer une fonction de conseil et de réflexion sur les principaux problèmes qui se posent dans ce secteur. Dans le cadre de son engagement global en faveur du développement durable, le Groupe de la Banque investira par ailleurs davantage dans le gaz naturel et les énergies renouvelables, ainsi que dans des projets encourageant l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Le marché du carbone : pour préparer l'avenir

La SFI aide les pays en développement à participer au marché des émissions de carbone qui connaît une expansion rapide. Elle met à profit son expérience et son savoir en matière d'évaluation et de financement de projets du secteur privé dans les pays en développement pour aider à réduire le risque associé à la réduction des émissions dans le cadre des mécanismes d'échange flexibles mis en place en vertu du Protocole de Kyoto. Par exemple, cette année, la participation de la SFI au capital de AgCert International permettra à plus de 500 fermes d'élevage d'Amérique latine de procéder à la récupération du méthane provenant des déchets animaliers et à son élimination et, ce faisant, générera des recettes par le biais des crédits d'émissions de carbone. La Société a également commencé à collaborer avec des partenaires du secteur privé pour concevoir, lancer et gérer des produits financiers adaptés à ce marché dans le but d'engager des fonds pour son propre compte dans le cadre de ces transactions. En outre, la SFI gère deux mécanismes d'achat de crédits d'émissions pour le compte des Pays-Bas. Au cours de l'exercice 05, ces mécanismes ont permis de conclure des accords d'achat de crédits d'émissions avec deux clients : Brascan Energetica au Brésil, qui construit et exploite des centrales hydroélectriques au fil de l'eau pour substituer cette source d'énergie aux combustibles fossiles ; et Balrampur Chini Mills Limited, l'un des plus grands producteurs indiens de sucre, qui a réalisé, avec l'aide de la SFI, deux projets de centrales mixtes utilisant la bagasse pour réduire la dépendance envers les combustibles fossiles. Ces accords doivent générer globalement 4,5 millions de crédits d'émissions de carbone ; la valeur de contrat est estimée à plus de 25 millions de dollars.



MAX YACOUB



La Banque ACLEDA reçoit le Prix du meilleur client de la SFI

La SFI attribue chaque année son Prix du meilleur client à l'entreprise qui a obtenu des résultats remarquables tout en contribuant de manière notable au développement durable, conformément à la mission de la SFI. Cette année, ce prix a été accordé à ACLEDA Bank Plc., une grande banque privée au service des micro et petites entreprises au Cambodge.

Avec l'aide de la SFI, ACLEDA, qui était au départ une organisation non gouvernementale axée sur le développement rural, s'est transformée en banque commerciale de premier rang. En 1998, l'Association des agences cambodgiennes pour le développement local (ACLEDA), qui avait été constituée en 1993, a amorcé sa transformation en banque à part entière avec l'aide du Service de promotion et de développement du secteur privé dans la vallée du Mékong, le Programme des Nations Unies pour le développement et d'autres organismes d'aide internationaux. La SFI a investi dans ACLEDA en 2000 et en 2004 ; dans le cadre de ces opérations, elle a pris une prise de participation au capital d'ACLEDA, mobilisé des fonds d'autres investisseurs et fourni des financements pour développer les activités de prêt de la banque aux microentreprises. ACLEDA a parfaitement réussi sa transformation : elle est aujourd'hui la deuxième banque du Cambodge en termes de part des prêts en cours. Sa rentabilité est telle qu'elle a pu dépasser ses objectifs opérationnels et qu'elle compte au nombre des institutions de microfinance les plus performantes du monde entier.

Grâce à ses 136 agences, ACLEDA fournit ses services à plus de 130 000 emprunteurs et opère dans des régions généralement non desservies par les établissements du secteur formel. Environ 66 % de ses clients sont des femmes. Dans le cadre des efforts qu'elle déploie pour améliorer les conditions de vie dans le pays, elle a lancé un instrument de prêt pour financer l'implantation de petites centrales électriques dans des zones isolées et elle a investi dans l'infrastructure des communications pour pouvoir effectuer des transferts de fonds entre ses agences rurales. ACLEDA applique les meilleures pratiques en vigueur en matière de formation et de rémunération du personnel dans cette branche d'activité, et s'appuie sur le savoir-faire de la SFI pour instaurer une gestion respectueuse de l'environnement.

Le succès d'ACLEDA prouve qu'il est intéressant, du point de vue commercial, de proposer des services financiers à des entrepreneurs à faible revenu dans les marchés émergents. La banque est un modèle à suivre par les institutions de ce type dans le monde entier.



REPRODUCTION AUTORISÉE - ACLEDA (3)





JOHN KELLS



SANJIVA SENANAYAKE



SANJIVA SENANAYAKE

Un appui aux interventions du secteur privé dans l'océan Indien à la suite du tsunami

Le tsunami de décembre 2004 a ravagé plusieurs économies d'Asie de l'Est et du Sud. La SFI a immédiatement mis en place un programme de dons de contrepartie à l'intention de certaines sociétés partenaires en Indonésie, aux Maldives, au Sri Lanka et en Thaïlande. En affectant des sommes égales aux dépenses liées au tsunami de ces entreprises, la Société a permis à ces dernières d'accroître leur participation aux efforts de secours. Le programme a contribué à éliminer les goulets d'étranglement qui faisaient obstacles aux opérations de secours au niveau des infrastructures et des activités de distribution, et a assuré des services de santé, d'alimentation en électricité, de communications et d'approvisionnement en eau potable. La SFI a engagé 1,4 million de dollars au titre de onze projets couvrant les systèmes de traitement de l'eau et la mise en place d'installations scolaires provisoires en Indonésie ; l'approvisionnement en nourriture et en eau, les fournitures d'urgence, et la réparation ou la reconstruction de logements aux Maldives ; la logistique portuaire et aéroportuaire, les camps de secours et les services de télécommunications en situation d'urgence au Sri Lanka ; et le nettoyage et la reconstruction de bâtiments et de bateaux en Thaïlande.

La SFI a aussi lancé un mécanisme de financement spécial pour appuyer la relance du tourisme aux Maldives, au Sri Lanka et en Thaïlande. Elle a organisé des séminaires et des consultations portant sur les questions d'assurances aux Maldives et au Sri Lanka et elle a affecté un montant de 150 000 dollars prélevé sur son propre fonds de réserve à un programme géré par National Development Bank Group au Sri Lanka pour réparer ou remplacer les bateaux et les matériels de pêche détruits par le tsunami.

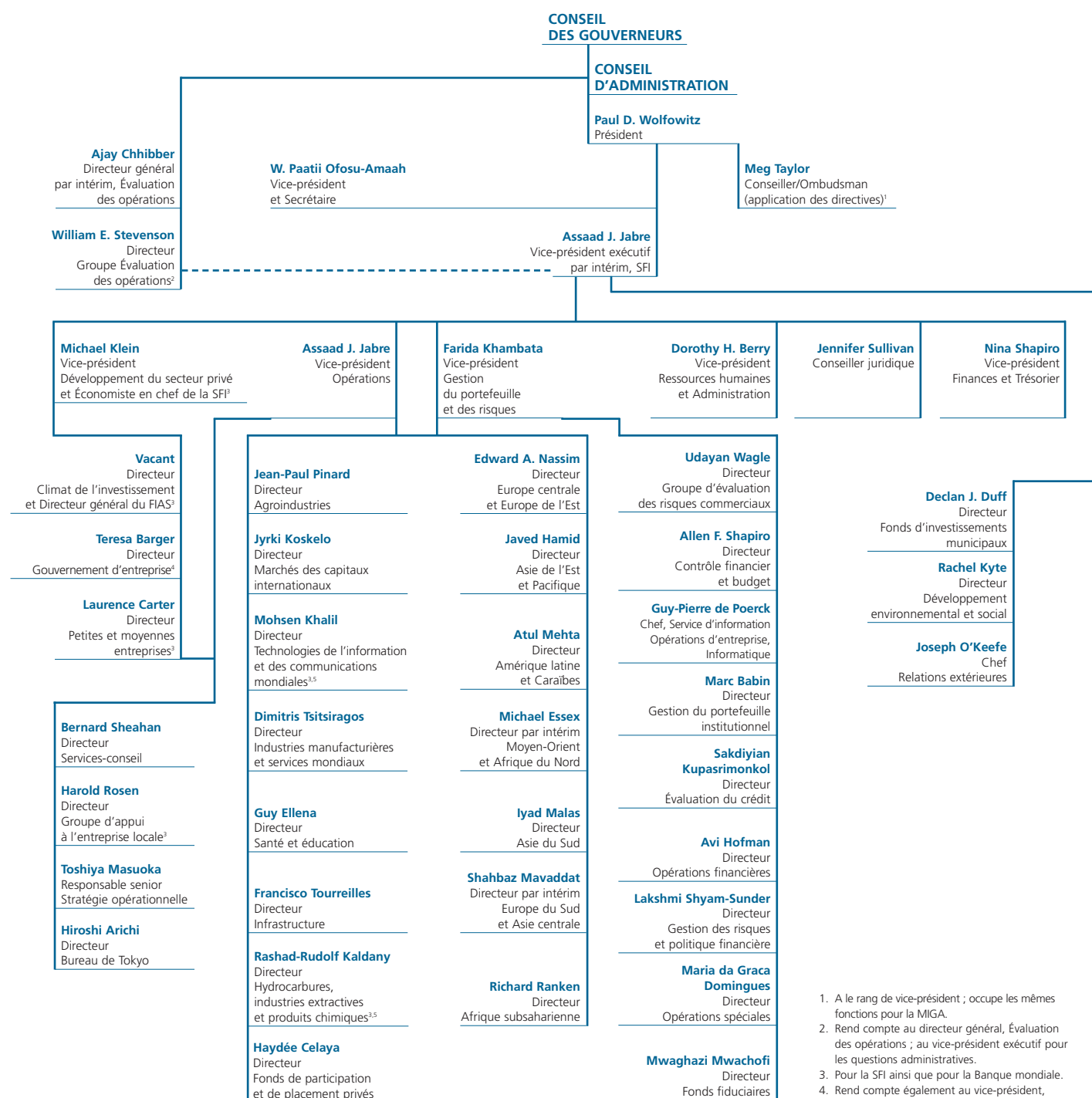
La Société financière internationale a été la première organisation multilatérale créée principalement dans le but de promouvoir l'entreprise privée. Aujourd'hui, elle est encore l'une des rares institutions multilatérales à partager entièrement les risques commerciaux avec des investisseurs privés dans les marchés émergents. L'idée de créer une institution pour promouvoir l'investissement privé dans les pays pauvres — et ce faisant jouer un rôle complémentaire à celui joué par la Banque mondiale dans le cadre de ses prêts aux autorités nationales des pays — avait été évoquée en 1944, lors de la fondation de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Au cours de l'été 1956, les premiers prêts de la SFI, au titre de projets dans l'industrie manufacturière au Brésil et au Mexique, ont placé le Groupe de la Banque mondiale sur la bonne voie pour faire de cette vision une réalité.

Cinquante ans plus tard, la SFI demeure la plus grande source multilatérale de financement sous forme de prêts et de participations des projets du secteur privé dans les pays en développement, et a même inventé l'expression « marché émergent » pour les pays qui sont ses clients. Elle est un investisseur crucial pour plus de 3 300 entreprises, elle facilite la constitution de partenariats pour des opérations d'investissements commerciaux et d'assistance technique ; et elle s'est faite le champion des meilleures pratiques internationales en mettant l'expérience qu'elle a accumulée dans le monde entier au service des entreprises et des organismes publics qui collaborent avec elles. La Société a joué un rôle mobilisateur en montrant que les pays en développement et en transition offrent des opportunités d'investissement fiables et durables. En 2006, elle célébrera ses réalisations en se montrant plus que jamais déterminée à fournir les produits et services novateurs dont ses clients ont besoin, et à accroître son impact sur le développement.

50
ANS
1956-2006

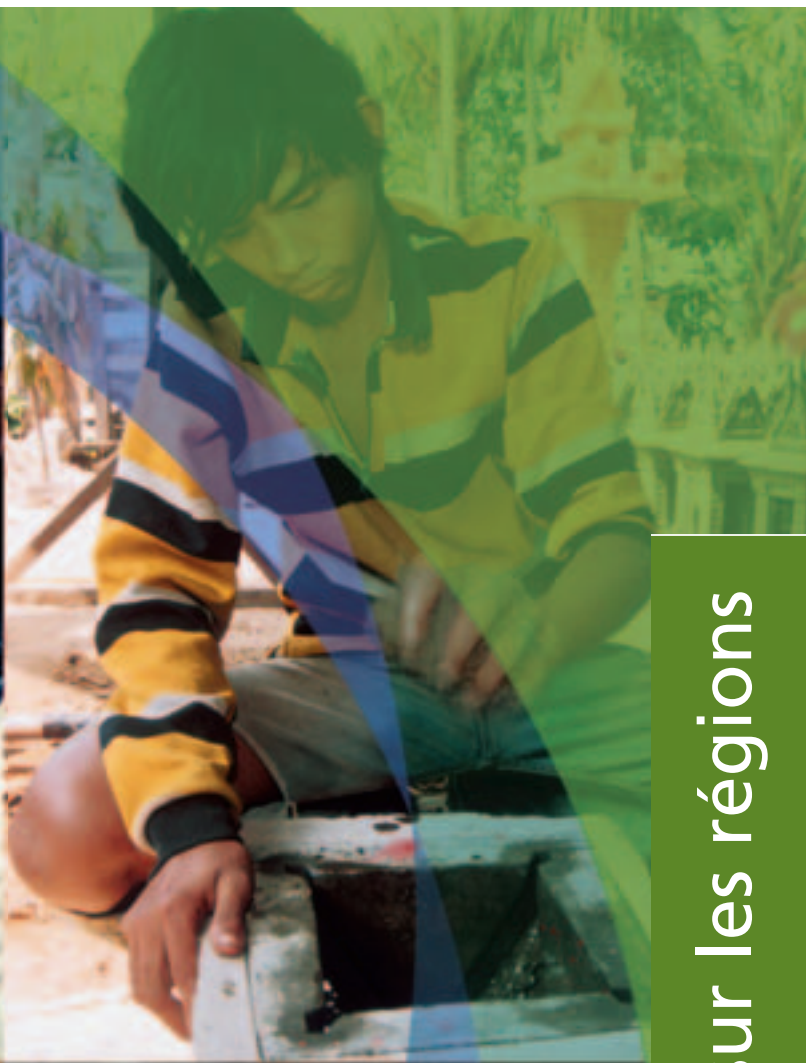
Organigramme de la SFI

La SFI emploie plus de 2 400 personnes représentant plus de 120 nationalités. Par suite de la décentralisation stratégique de ses opérations, 45 % de ses effectifs opèrent à partir de bureaux extérieurs répartis dans environ 70 pays. Pour se rapprocher de leurs clients et adapter leurs stratégies et services aux pays dans lesquels ils opèrent, les départements régionaux ont ouvert des centres au Caire, à Hong Kong, à Istanbul, à Johannesburg, à Moscou, à New Delhi et à Rio de Janeiro. Chacun de ces centres met à profit les connaissances spécialisées acquises dans le monde entier par les différents départements des industries qui sont basés à Washington.



1. A le rang de vice-président ; occupe les mêmes fonctions pour la MIGA.
2. Rend compte au directeur général, Évaluation des opérations ; au vice-président exécutif pour les questions administratives.
3. Pour la SFI ainsi que pour la Banque mondiale.
4. Rend compte également au vice-président, Gestion du portefeuille et des risques.
5. Rend également compte au vice-président, Infrastructure, Banque mondiale.

Pour plus de détails sur l'organigramme et la direction de la SFI, voir le volume 2 (en anglais).



Rapport sur les régions



TED POLLETT

Afrique subsaharienne

Financement des projets et portefeuille

(millions de dollars)

	Ex. 03	Ex. 04*	Ex. 05**
Financements engagés pour le compte de la SFI	140	405	445
Prêts	93	242	357
Participations	28	81	36
Garanties et gestion des risques	20	82	52
Syndications de prêts signées	26	0	0
TOTAL, ENGAGEMENTS SIGNÉS	167	405	445
Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI	1 448	1 608	1 698
Prêts	974	1 010	1 185
Participations	414	461	336
Garanties et gestion des risques	60	137	177
Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers (participations à des prêts)	254	225	194
TOTAL, PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS	1 702	1 832	1 892

Les prêts comprennent les instruments de quasi-participation de type prêt. Les participations comprennent les instruments de quasi-participation de type participation.

* Y compris la part des projets officiellement classés projets mondiaux de LNM Holdings Investment qui concernent la région.

** Y compris la part des projets officiellement classés projets mondiaux de BAPTFF qui concernent la région.

Pays bénéficiaires des plus gros engagements de la SFI

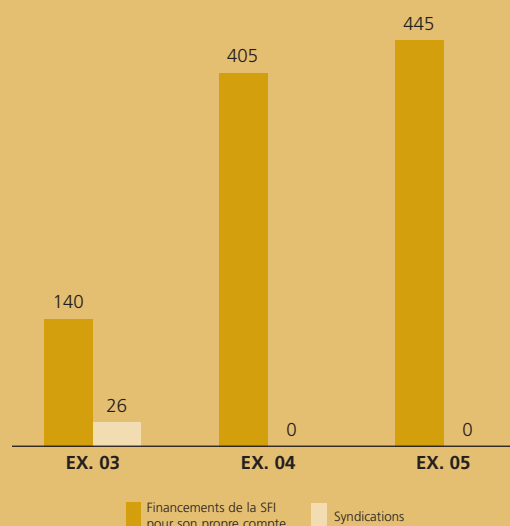
Portefeuille d'engagements de la SFI pour son propre compte au 30 juin 2005*
(millions de dollars)

Nigéria	419
Afrique du Sud	191
Mozambique	139
Cameroun	121
Kenya	115

*Non compris les parts des projets régionaux et mondiaux concernant ces différents pays.

Engagements

(millions de dollars)



Engagements au titre de projets et pays

	EX. 03	EX. 04	EX. 05
Nombre de projets	21	25	30*
Nombre de pays	13	12	14

* Y compris les investissements de BAPTFF.

AFRIQUE DU SUD, ANGOLA, BÉNIN, BOTSWANA, BURKINA FASO, BURUNDI, CAMEROUN, CAP-VERT, COMORES, CÔTE D'IVOIRE, DJIBOUTI, ÉRYTHRÉE, ÉTHIOPIE, GABON, GAMBIE, GHANA, GUINÉE, GUINÉE-BISSAU, GUINÉE ÉQUATORIALE, KENYA, LESOTHO, LIBÉRIA, MADAGASCAR, MALAWI, MALI, MAURICE, MAURITANIE, MOZAMBIQUE, NAMIBIE, NIGER, NIGÉRIA, OUGANDA, REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO, RÉPUBLIQUE DU CONGO, RWANDA, SÉNÉGAL, SEYCHELLES, SIERRA LEONE, SOMALIE, SOUDAN, SWAZILAND, TANZANIE, TCHAD, TOGO, ZAMBIE, ZIMBABWE

De nouvelles opportunités pour le secteur privé

Le taux de croissance en Afrique s'est établi à 4,4 % durant l'année civile 2004, contre 3,1 % en 2003. La région a bénéficié de la reprise de l'économie mondiale, de la hausse des cours des produits de base, du renforcement de la stabilité macroéconomique et de l'évolution de la situation dans différents pays. Ce taux est néanmoins resté inférieur à l'objectif de 7 % jugé nécessaire pour atteindre les objectifs de développement pour le Millénaire d'ici 2015. L'Afrique doit surmonter des obstacles considérables pour assurer le développement du secteur privé et est en butte, notamment, à un climat de l'investissement peu porteur, à l'insuffisance des infrastructures, au VIH/SIDA, à des conflits, et à la pénurie de capital humain.

La SFI s'efforce de promouvoir le développement de l'Afrique par le biais d'une nouvelle stratégie de plus large portée lancée durant l'exercice 04. Les investissements engagés pour l'exercice 05 se sont établis à 445 millions de dollars ; c'est la première fois que la Société investit plus de 400 millions de dollars dans la région pendant deux exercices consécutifs. La stratégie de la SFI vise principalement à élargir la portée du programme pour cibler les entreprises de taille plus réduite qui constituent l'essentiel du secteur privé en Afrique. Dans le cas des projets de plus grande envergure, elle vise à accroître l'appui fourni durant les étapes formatives de la conception des projets, pour élargir sensiblement la portée de son action au-delà de la fourniture de financement. Afin d'améliorer le climat global de l'investissement, la SFI s'efforce également d'axer les connaissances qu'elle a acquises au plan mondial ainsi que son expertise locale sur la réduction des obstacles aux investissements que rencontre le secteur privé.

Cette stratégie implique un accroissement de l'assistance technique. La SFI a donc conçu un programme qui s'appuie sur les travaux du Service de promotion et de développement des investissements en Afrique mais en élargit la portée pour promouvoir le

développement du secteur privé. Ce nouveau Partenariat pour l'entreprise privée en Afrique a été approuvé par les administrateurs de la SFI en mars 2005 et la Société financera, dans un premier temps, les dépenses relatives au personnel cadre ainsi que les frais d'exploitation. Le PEP-Afrique a déjà mobilisé 9,5 millions de dollars auprès de bailleurs de fond et lancé cinq nouveaux programmes d'assistance technique pluriannuels : un programme de portée régionale pour appuyer le crédit-bail en Afrique de l'Est ; un programme parallèle de crédit-bail au Ghana, s'inscrivant dans le cadre de l'initiative pour les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) menées conjointement avec l'Association internationale de développement de la Banque mondiale ; un programme pour améliorer la réglementation de l'activité économique et commerciale au Burkina Faso ; un programme de promotion des exportations axé sur les entreprises de petite taille à Madagascar ; et une initiative pour le développement de l'entrepreneuriat, qui permettra de poursuivre certaines activités de développement des petites et moyennes entreprises ayant donné de bons résultats dans le cadre de l'APDF.

Dans le cadre de ses activités d'assistance aux entreprises de petite taille, la SFI a ouvert, durant l'exercice, un deuxième Centre de solutions pour les PME au Kenya. L'initiative MPME menée avec l'IDA finance des activités au Ghana, au Kenya, au Mali et en Ouganda. Toujours dans le cadre de cette initiative, la SFI a investi 1,9 million de dollars dans ACCION Nigeria pour lancer une nouvelle banque commerciale de microfinance (voir encadré) ; cette opération sera complétée par l'octroi de fonds au titre de l'assistance technique dans le cadre d'un crédit de l'IDA.

Par ailleurs, la SFI a investi dans une nouvelle banque de microfinance en République démocratique du Congo. À la demande du gouvernement de ce pays et de la Banque mondiale, la SFI a également lancé l'initiative en faveur des PME au Mozambique. Ce programme offre,



ABIGAIL TAMAKLOE

dans le cadre d'une opération pilote, un financement sous forme de capital-risque intégré à une assistance technique aux entreprises sélectionnées.

La SFI a porté une attention particulière à l'identification de nouvelles possibilités d'investissements dans la région. Cet effort s'est traduit par la fourniture de produits financiers novateurs à des écoles ghanéennes (voir encadré page 17). La Société a également accordé un financement à une nouvelle cimenterie au Nigéria, qui représente l'investissement privé le plus important réalisé dans le pays en dehors du secteur pétrolier depuis plusieurs années (voir encadré). Afin de faciliter l'élargissement du processus d'habilitation économique en Afrique du Sud, la SFI a engagé 30 millions de dollars en faveur de FirstRand Empowerment Trust (voir encadré).

La SFI n'épargne aucun effort pour conforter ses rapports avec ses clients actuels. Par exemple, elle a investi 35 millions de dollars dans MTN Nigeria, qui est le principal prestataire de services de télécommunications du pays et dans lequel elle avait déjà investi 100 millions de dollars au cours de l'exercice précédent. La Société a également de nouveau investi dans Celtel, qui est un prestataire

de services de téléphonie cellulaire régional ; dans Development Finance Company of Uganda ; dans la Banque nationale de l'industrie à Madagascar ; dans Garanty Trust Bank et Diamond Bank au Nigéria ; et dans la Générale de banque de Mauritanie. Les investissements réalisés au profit de clients antérieurs ont atteint, toutes sommes confondues, 158 millions de dollars durant l'exercice 05.

La SFI s'efforce également d'aider les pays sortant d'un conflit. Après avoir effectué un premier investissement en Angola, la Société a, durant l'exercice, investi dans NOSSA Seguros, compagnie d'assurance qui aidera à accroître l'efficacité et à élargir la gamme des produits du secteur angolais des assurances.

Une grande attention a également été portée aux investissements du secteur privé dans les infrastructures. La Société a investi dans Scancom, qui est un prestataire de services de téléphonie cellulaire au Ghana ; elle a aussi entrepris plusieurs missions de services-conseil portant sur les infrastructures et elle a conclu sa mission de services-conseil pour le port de Tamatawe à Madagascar par la mise en place d'une concession privée fructueuse.

Nigéria : pour aider les plus petites entreprises à obtenir des financements



Le manque d'accès à des financements compromet gravement le développement du secteur des micro et petites entreprises au Nigéria. Dans ce pays, 85 % des entreprises ne peuvent obtenir que des crédits à court terme. La SFI aide le Gouvernement nigérian à s'attaquer à ce problème. Les banques commerciales du pays sont maintenant dans l'obligation d'affecter 10 % de leurs bénéfices avant impôt au financement de prises de participation au capital d'entreprises de taille limitée. La SFI facilite ce processus par le biais de Micro Finance Institution (MFI), qui vient d'être créée aux fins de financer les micro et petites entreprises.

MFI a été dotée d'un capital initial de 5 millions de dollars, et bénéficie des connaissances techniques et gestionnelles d'ACCION International. La SFI a pris une participation à son capital aux côtés de plusieurs grandes banques nigérianes et d'ACCION qui est le principal investisseur. Le financement de l'assistance technique est assuré par le biais du Programme conjoint de la SFI et de l'IDA pour les micro, petites et moyennes entreprises. Cet investissement est le premier réalisé par la SFI dans le cadre de ce programme.

Par suite du caractère spécialisé de ses activités, MFI pourra rationaliser ses procédures d'évaluation du crédit et mettre en place des systèmes adaptés de gestion de l'information et de suivi des microprêts. Ses activités de financement devraient devenir extrêmement efficaces en relativement peu de temps.

Nigéria : un appui à une branche d'activité jouant un rôle déterminant dans le développement

La SFI a accordé un financement de 75 millions de dollars aux fins de la construction et de l'exploitation d'une nouvelle cimenterie d'une capacité de 4,4 millions de tonnes par an à Obajana, dans l'Etat de Kogi. Ce projet, l'un des plus gros de la SFI dans le pays, voire dans la région, est exécuté par un important conglomerat nigérian, Dangote Industries Limited, et comblera un manque à produire sur le marché national du ciment. Alors que, maintenant, plus de 75 % de la consommation annuelle de 10,6 millions de tonnes est importé, le projet utilisera les ressources en calcaire, en gypse et en gaz naturel dont dispose le Nigéria pour produire du ciment à un prix compétitif. L'accroissement de l'offre de ciment encouragera les investissements dans les infrastructures ainsi que dans le secteur de la construction industrielle, commerciale et résidentielle. Les besoins en la matière sont criants dans cette nation de 134 millions d'habitants.

Le projet créera des emplois et relèvera le niveau de vie dans une partie du Nigéria où les activités industrielles sont limitées. Il créera également indirectement des emplois par l'intermédiaire des entreprises des secteurs formel et informel qui fournissent leurs produits et services à la cimenterie et à ses employés. La SFI aide Dangote Industries à renforcer ses capacités d'exécution de programmes de développement de proximité dans des domaines tels que l'approvisionnement en eau, le développement de la petite entreprise, l'acquisition de compétences, et la santé, notamment pour lutter contre le VIH/SIDA et le paludisme.



Afrique du Sud : l'habilitation de groupes de populations dans le cadre du secteur financier

En 2003, le secteur financier sud-africain a publié une charte disposant qu'un quart des intérêts des institutions financières devrait, d'ici 2010, être utilisé en faveur de segments de la population sud-africaine défavorisés dans le passé. Pour appuyer ce programme d'habilitation, la SFI a approuvé un prêt mezzanine sur cinq ans en rand d'un montant équivalant à 30 millions de dollars en faveur de FirstRand Empowerment Trust pour financer son acquisition de 6,5 % des actions ordinaires d'une grande banque, FirstRand Limited. Ce projet s'inscrit dans le cadre du réaménagement des activités que doit opérer la banque pour respecter les clauses de la charte ; les actions ainsi acquises seront détenues dans un compte de fiducie au profit de quatre groupes d'habilitation économique de la population noire.

Le projet facilite le transfert de la propriété d'une grande institution financière, ainsi que des avantages économiques connexes, à des partenaires diversifiés jouissant d'une solide réputation. Après un temps, les flux de financement en direction de groupes d'habilitation augmenteront par suite du service de la dette relative au compte de fiducie ; les ressources financières des groupes concernés s'accroîtront et une partie du capital et du contrôle de FirstRand reviendra à des actionnaires noirs. Les membres des groupes d'habilitation bénéficieront également de services de formation professionnelle et de formations axées sur les cadres et le personnel de direction, auront accès à des postes de direction au sein de l'institution, bénéficieront de services financiers, recevront des financements au titre des activités d'habilitation et pourront procéder à des opérations de passation de marchés et de sous-traitance avec des entreprises appartenant à des Noirs. Cette transaction devrait servir de référence pour les projets de transformation à venir dans le secteur financier sud-africain et contribuer à élargir les opportunités offertes aux Sud-africains noirs.



Une aide aux entreprises pour faire face aux défis posés par le VIH/SIDA

Dans le cadre du programme de la SFI contre le sida, la Société s'efforce, avec les entreprises qui sont ses clientes en Afrique, d'accroître les efforts déployés pour lutter contre le VIH/SIDA. Cette année, MTN Nigeria a bénéficié de conseils aux fins de la formulation d'une politique relative au sida, de la réalisation d'une enquête spécialisée, de l'offre d'une éducation par les pairs, et de la fourniture d'un traitement antirétroviral à ses employés et aux personnes qui sont à leur charge. Au Kenya, Magadi Soda a également commencé à fournir ce type de traitement. La SFI contre le sida continuera de renforcer le programme interne de cette compagnie et formulera des propositions de financement pour étendre ce type d'activité à la communauté. La SFI contre le sida s'efforce également avec la société sud-africaine Hernic Gerrochrome à donner corps à un programme d'éducation et de prévention contre le VIH/SIDA. Au Nigéria, la Société a prêté assistance à Dangota Group en vue de l'élaboration d'une politique de lutte contre le sida, de la formulation d'une stratégie d'intervention et de l'identification d'organisations non gouvernementales avec lesquelles le groupe pourrait travailler en partenariat à la réalisation d'un programme qui couvrira toutes ses opérations. En collaboration avec PEP-Afrique, le programme a entrepris de mettre au point des instruments qui aideront les entreprises de taille réduite opérant en de nombreuses parties du continent à gérer les risques commerciaux associés au VIH/SIDA. Durant l'exercice, la SFI contre le sida a également affecté des ressources à plein-temps à Johannesburg pour appuyer ses activités dans la région.



ABIGAIL TAMARLOE



AUZE LIN

Kenya : de meilleures conditions de vie pour les agriculteurs les plus pauvres

Durant l'exercice, la SFI a prêté 178 000 dollars à Honey Care Africa Limited, petite entreprise kenyane soucieuse des intérêts de la collectivité qui vend des ruches aux fermiers du pays pratiquant une agriculture de subsistance et achète le miel qu'ils produisent à des prix garantis. Les débouchés offerts par Honey Care pour le miel produit au Kenya permettent d'accroître les revenus dans des zones rurales où les opportunités économiques sont limitées. Honey Care, grâce à laquelle les apiculteurs arrivent généralement à doubler leurs revenus, assure également la formation ainsi que les matériels et l'appui technique requis aux agriculteurs. Nombre de ceux-ci sont des femmes qui, pour la plupart, gagnent moins d'un dollar par jour. Jusqu'à présent, l'entreprise a offert des opportunités économiques durables à plus de 2 500 agriculteurs pauvres dans les zones rurales du Kenya. Par le biais de l'Initiative en faveur du renforcement des entreprises locales, la SFI aide également Honey Care à porter ses capacités de transformation aux normes internationales, à renforcer ses systèmes informatiques de gestion et à relever le niveau des services de vulgarisation qu'elle offre aux apiculteurs, aux centres de collecte et aux installations de distribution. Ce faisant, la compagnie pourra étendre son rayon d'action au Kenya, aider un plus grand nombre d'agriculteurs et se positionner sur les marchés d'exportation.

REPRODUCTION AUTORISÉE : CELTEL



REPRODUCTION AUTORISÉE : CELTEL

Afrique : la réussite d'une entreprise encourage des investissements interrégionaux

Dans le cadre de sa collaboration avec CelTel International B.V., société de télécommunication opérant dans toute l'Afrique subsaharienne, la SFI a pu constater que la région commence à présenter de l'attrait pour les investisseurs étrangers. La Société a investi à plusieurs reprises dans CelTel depuis 1994, pour aider celle-ci à développer des réseaux de téléphonie mobile couvrant plus d'une douzaine de pays. Outre qu'elle offre des services de communication cellulaire moderne à des prix abordables aux consommateurs africains, la compagnie est un modèle de bonne gouvernance et de participation communautaire — que la SFI a donné en exemple en 2004 lors de l'attribution de son premier Prix du meilleur client. Durant l'exercice, les excellents résultats de la compagnie ont incité Mobile Telephone Corporation of Kuwait à acquérir CelTel pour un montant de 3,34 milliards de dollars. Cette transaction est un exemple majeur des investissements interrégionaux, ou encore « Sud-Sud » que la SFI s'efforce de promouvoir entre pays en développement. Elle témoigne également de l'évolution des perceptions qu'ont les investisseurs de l'Afrique subsaharienne. La nouvelle compagnie a l'intention d'appuyer la poursuite d'une croissance soutenue dans la région, et la SFI continuera de nommer l'un des membres de son conseil d'administration.



OU YANGJIE

Asie de l'Est et Pacifique

Financement des projets et portefeuille

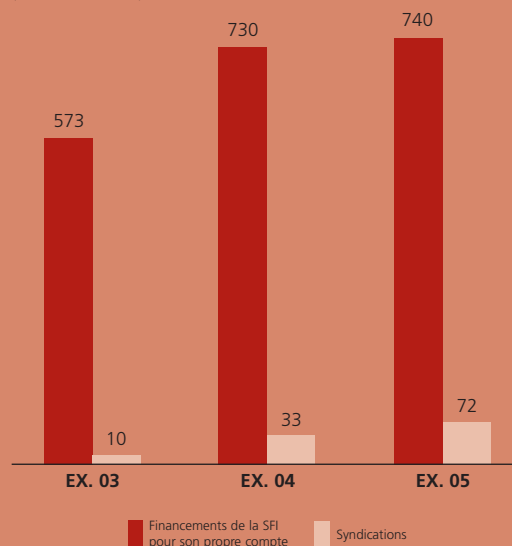
(millions de dollars)

	Ex. 03	Ex. 04	Ex. 05
Financements engagés pour le compte de la SFI	573	730	740
Prêts	135	427	520
Participations	178	239	195
Garanties et gestion des risques	260	64	25
Syndications de prêts signées	10	33	72
TOTAL, ENGAGEMENTS SIGNÉS	583	763	811
Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI	2 791	2 897	2 940
Prêts	1 354	1 503	1 572
Participations	850	961	910
Garanties et gestion des risques	587	433	458
Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers (participations à des prêts)	1 138	907	821
TOTAL, PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS	3 929	3 804	3 761

Les prêts comprennent les instruments de quasi-participation de type prêt. Les participations comprennent les instruments de quasi-participation de type participation.

Engagements

(millions de dollars)



Pays bénéficiaires des plus gros engagements de la SFI

Portefeuille d'engagements de la SFI pour son propre compte au 30 juin 2005*
(millions de dollars)

Chine	999
Indonésie	494
Philippines	480
Thaïlande	336
Corée, République de	155

*Non compris les parts des projets régionaux et mondiaux concernant ces différents pays.

Engagements au titre de projets et pays

	EX. 03	EX. 04	EX. 05
Nombre de projets	31	40	40
Nombre de pays	7	7	11

CAMBODGE, CHINE, ÉTATS FÉDÉRÉS DE MICRONÉSIE, FIDJI, ÎLES MARSHALL, ÎLES SALOMON, INDONÉSIE, KIRIBATI, MALAISIE, MONGOLIE, MYANMAR, PALAOS, PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE, PHILIPPINES, RÉPUBLIQUE DE CORÉE, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO, SAMOA, THAÏLANDE, TIMOR-LESTE, TONGA, VANUATU, VIET NAM

La demande intérieure et le commerce nourrissent l'essor économique

L'essor de la Région Asie de l'Est et Pacifique, qui a enregistré un taux de croissance de 8,5 % en 2004, a été porté par la vigoureuse demande intérieure et l'expansion du commerce en Chine. La Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et le Viet Nam, suivis de près par l'Indonésie, ont également connu une robuste expansion. Celle-ci tient fondamentalement aux réformes associées à l'adhésion à l'OMC, à un climat plus favorable aux capitaux étrangers, et aux efforts menés pour recapitaliser et réorganiser le secteur financier dans les pays les plus touchés par la crise financière de 1997.

Pour maintenir cet élan, les économies de la région devront toutefois étendre et diversifier leurs systèmes financiers, renforcer leur gouvernement d'entreprise et suivre d'autres pratiques commerciales responsables, et améliorer le cadre des investissements privés dans l'infrastructure. Les programmes d'investissement et d'assistance technique de la SFI dans la région sont axés principalement sur ces domaines qui doivent faire en priorité l'objet de réformes.

La SFI poursuit une action visant à établir de nouvelles banques, plus solides, en Asie de l'Est, en particulier dans les économies en transition. Au Cambodge, la Société a consenti un prêt pour aider Canadia Bank à développer ses opérations de prêt et elle fournit à celle-ci une assistance technique pour piloter la gestion des risques ainsi que d'autres bonnes pratiques dans le pays. Au Viet Nam, la SFI a accru sa participation au capital de Sacombank dans le cadre du soutien qu'elle offre actuellement à cette dernière pour renforcer sa base de capital et ses capacités institutionnelles. En Chine, elle appuie l'expansion stratégique et la modernisation de Bank of Beijing par le biais de sa prise de participation au capital de cette institution (voir encadré).

La SFI continue également d'encourager l'expansion et le renforcement des circuits financiers dans le cadre de son assistance technique et de ses investissements dans des institutions financières non bancaires. Aux Philippines, elle a aidé National Housing Mortgage Finance Corporation à effectuer la première enchère de créances immobilières improductives jamais réalisée dans le pays ; ce type d'opération est un mécanisme modèle de liquidation de créances improductives et contribue à créer un marché pour ces dernières. En Thaïlande, la Société a consenti un prêt à Siam Industrial Credit Public Company Limited, société de financement qui privilégie les services financiers à la petite

clientèle et l'octroi de financements aux conditions du marché aux petites et moyennes entreprises. Ce prêt servira principalement à financer les opérations de crédit-bail de la compagnie qui sont en pleine expansion. En Indonésie, la SFI a accordé son premier prêt libellé en rupiah à Austindo Nusantara Jaya Finance qui est une société de financement indépendante. Le prêt aidera celle-ci à développer ses activités de crédit-bail, à diversifier sa base de financement, et à assurer une meilleure correspondance entre les monnaies en lesquelles sont libellés ses actifs et ses engagements. Afin de promouvoir le développement du marché des fonds propres privés en Chine, la SFI a investi à hauteur de 5 millions de dollars dans BioVeda China Fund, par l'intermédiaire duquel les investisseurs institutionnels fourniront des capitaux aux entreprises chinoises qui se développent dans les secteurs de la biotechnologie et des sciences de la vie. En Malaisie, la SFI est devenue la première institution supranationale à procéder à une émission obligataire sur la base des principes de financement islamiques ; l'émission d'un montant de 500 millions de ringgits (soit la contre-valeur de 132 millions de dollars) permet de développer les circuits du marché financier intérieur malais.

L'expansion des infrastructures privées, notamment dans le cadre de privatisations, est une autre priorité de l'action de la SFI en Asie de l'Est. Durant l'exercice, la SFI a facilité l'expansion de Minsheng Shipping, qui opère sur le fleuve Yangtze (Chine) (voir encadré). Aux Philippines, la Société a consenti un crédit d'entreprise à long terme en monnaie nationale à une compagnie de distribution d'électricité, CEPALCO, pour financer son programme d'investissement (voir encadré page 15). Toujours aux Philippines, la SFI a accordé un prêt de 22 millions de dollars à un consortium d'actionnaires nationaux pour permettre l'informatisation et la connexion des différents bureaux du Land Registration Authority sur l'ensemble du territoire (voir encadré).

La SFI continue de promouvoir l'expansion des entreprises des pays de la région qui deviennent des concurrents sur les marchés régionaux et internationaux. Cet effort est particulièrement soutenu en Chine, où le programme de la Société pour le secteur manufacturier s'est sensiblement développé durant l'exercice 05. La SFI a consenti un prêt à Feglin, l'un des plus gros producteurs de panneaux de fibres de densité moyenne du pays, et a pris une participation à son capital aux fins de la construction et de l'exploitation d'une

Philippines : l'enregistrement foncier se fait désormais dans le cadre du secteur privé

Les droits de propriété peuvent servir de base à la croissance économique et au développement à condition, toutefois, qu'ils soient établis de manière officielle, par exemple par la délivrance de titres de propriété et l'enregistrement foncier. Ces procédures revêtent une importance cruciale pour les pauvres qui peuvent avoir des actifs — logements de première nécessité, entreprises informelles — mais n'en détiennent pas officiellement les droits de propriété. Sans titres de propriété, il est difficile d'utiliser les actifs en nantissement ou de lever des fonds pour financer de petites entreprises. Il peut également être impossible aux entrepreneurs d'opérer dans le cadre de l'économie formelle puisqu'il leur est difficile, et peut-être même interdit, d'avoir accès aux services d'utilité collective.

Aux Philippines, la SFI aide le gouvernement à résoudre ce problème. Ce pays, qui a montré l'exemple dans le domaine de la privatisation, a accordé des concessions pour la fourniture de différents services d'utilité collective et certains services publics. Afin de répondre aux besoins pressants d'enregistrement foncier et de délivrance de titres de propriété, il a attribué une concession à une société privée philippine, Land Registration Systems Inc., qui doit informatiser et connecter les 162 bureaux de l'administration philippine d'enregistrement foncier. La base de données et l'infrastructure de réseau mises en place grâce à cette privatisation permettront d'accroître l'efficacité de l'administration ainsi que la sécurité, la qualité et l'accessibilité des informations sur les titres fonciers. Elles amélioreront également le processus de délivrance des extraits cadastraux.

La SFI a consenti un prêt de 22 millions de dollars et a eu recours à un instrument de quasi-participation à hauteur de 2,7 millions de dollars pour appuyer cette privatisation qui devrait donner un message positif au marché et prouver la viabilité des concessions de services aux responsables d'autres pays. Le projet appuie également les efforts déployés par la Banque mondiale pour promouvoir l'élargissement de la portée des réformes institutionnelles dans le domaine de l'administration foncière.



OU YANGTZE

Chine : l'intérieur du pays s'ouvre aux échanges

En un peu plus de 20 ans, la Chine est devenue l'une des grandes nations commerçantes du monde. Les avantages de la croissance n'ayant toutefois guère été ressentis dans les régions intérieures du pays, le Gouvernement chinois s'efforce d'accélérer le développement économique de ces dernières. La SFI appuie cet objectif, notamment par le biais du Service de promotion et de développement des investissements en Chine qui est financé par des bailleurs de fonds et dont l'assistance technique vise à améliorer le climat des affaires et à mettre en place des services de financement et d'appui aux entreprises de petite taille opérant dans la province de Sichuan, dans le sud-ouest du pays.

Les investissements de plus grande envergure de la SFI ont également un impact notable. Minsheng Shipping, qui est établi à Chongqing, est l'une des plus importantes sociétés de transport opérant sur le fleuve Yangtze, qui est la principale artère reliant l'intérieur de la Chine à la côte. Minsheng exploite près de 70 navires sur le fleuve, y compris des lignes de porte-conteneurs, des péniches, des remorqueurs, et des bâtiments spécialisés dans le transroulage (couramment appelés « ro-ro », de l'anglais « Roll-On-Roll-Off »). Minsheng exploite également six navires porte-conteneurs océaniques, qui font essentiellement la liaison entre la Chine et le Japon.

Afin d'assurer à ses clients des services plus efficaces, Minsheng développe ses activités fluviales de porte-conteneurs et de transroulage au détriment des services de péniche et de remorquage. La SFI a investi 15 millions de dollars pour aider la compagnie à acquérir 20 nouveaux navires d'ici 2007. Ce faisant, elle aidera Minsheng à optimiser la composition de sa flotte, à accroître l'efficacité de ses opérations et à tirer profit de l'augmentation de la demande de transports sur le fleuve Yangtze.

Chine : il importe de moderniser les opérations bancaires et d'attirer des investissements étrangers

Les problèmes auxquels se heurtent les banques chinoises en général — un volume élevé de créances improductives, une base de capital très limitée, un mode de gestion et une gouvernance ayant besoin d'être renforcés — sont encore plus aigus pour les grandes banques commerciales que la Chine a créées en regroupant quelques 2 000 coopératives de crédit opérant dans des villes importantes ou de taille moyenne. Ces institutions sont également lourdement tributaires des administrations locales et ne peuvent poursuivre leurs opérations que dans les limites de leur circonscription urbaine. La SFI aide Bank of Beijing à développer ses opérations dans ce contexte difficile.

Peu après la fondation de Bank of Beijing en 1996, la SFI a accordé à cette banque une assistance technique pour lui permettre d'améliorer sa gestion du risque de crédit et de formuler des stratégies pour l'ensemble de ses activités. La banque considère depuis lors la SFI comme un proche partenaire, et consulte la Société dans le cadre des efforts qu'elle poursuit pour améliorer la qualité de sa gestion et de ses actifs ; elle a également récemment demandé à la Société de lui fournir des conseils sur la sélection d'un investisseur stratégique international. Les organismes de réglementation chinoise encouragent la participation de la SFI, car ils estiment que le développement de cette importante banque commerciale de Beijing, la deuxième du pays en importance, pourrait avoir un important effet de démonstration sur la réforme du secteur financier dans toute la Chine.

Durant l'exercice 05, la SFI a pris une participation au capital de Bank of Beijing à hauteur de 479 millions de renmibis (environ 58 millions de dollars). La banque néerlandaise ING Bank prend actuellement une participation tout juste inférieure au plafond de 20 % du capital qu'un investisseur étranger est autorisé à investir dans une banque chinoise ; conjointement, ces deux investissements atteindront le maximum de 25 % fixé par les organismes de réglementation bancaire chinois pour la part des capitaux détenus par des actionnaires étrangers dans une banque du pays. Ce financement marque le début d'une alliance stratégique de vaste portée. ING fournira un appui technique et administratif à Bank of Beijing, pour l'aider à développer ses activités de banque de détail, former son personnel, et pourvoir les postes de direction. Bank of Beijing, quant à elle, utilisera le solide réseau d'agences qu'elle a établi dans les 12 arrondissements de la ville pour promouvoir les opérations d'assurance des coentreprises d'ING en Chine.



WANG QINGXIAN

fabrique de panneaux de fibres et de produits connexes à valeur ajoutée. Le projet permettra également d'établir une forêt d'arbres à croissance rapide sur plus de 13 000 ha et, ce faisant, accroîtra la viabilité écologique de la compagnie. Fenglin pourra contribuer dans une plus large mesure à la satisfaction de la demande des fabriques de meubles et des entreprises de construction chinoises, tout en stimulant l'activité économique dans l'une des régions les plus pauvres du sud de la Chine. La SFI a également investi dans North Andre ce qui permettra à cet important producteur de jus de pomme de la province de Shandong d'avoir les fonds de roulement et les capitaux empruntés à long terme nécessaires pour mener à bien son projet d'expansion et, partant, profitera aux milliers d'agriculteurs qui fournissent ses usines de traitement. Aux Philippines, la Société continue de collaborer avec Manila Water pour appuyer l'élaboration d'une méthode de gestion mieux intégrée et durable des opérations de ce concessionnaire qui dessert la partie est de Manille.

La SFI a également contribué au renforcement des capacités des entreprises privées et des organismes de réglementation, et les montants qu'elle consacre à l'assistance technique dans la région ont plus que doublé, pour atteindre 20 millions de dollars, au cours des deux derniers exercices. Cette assistance, qui pour l'essentiel est assuré par quatre Services régionaux, constitue la principale activité de la SFI dans certaines économies plus isolées et de taille plus limitée. Au Samoa, le Service de promotion pour l'entreprise dans le Pacifique contribue au développement du secteur du capital-risque, à la privatisation des infrastructures et à la promotion du tourisme. Au Laos, le Service de promotion et de développement des investissements dans la vallée du Mékong a mis en place un forum pour promouvoir les partenariats public-privé aux fins de l'amélioration du cadre des affaires. Les Services de la SFI opérant dans les régions moins développées de la Chine et de l'Indonésie s'efforcent de forger des partenariats au niveau des chaînes d'approvisionnement qui ont un impact positif sur l'environnement (voir encadré). Durant l'exercice écoulé, la SFI a également évalué les possibilités d'investissements du secteur privé au Timor-Leste et a collaboré à la préparation d'un plan d'activité stratégique avec une nouvelle institution de microfinance en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Asie de l'Est : des partenariats novateurs permettent de faire face aux problèmes environnementaux

Les services d'assistance technique de la SFI ont entrepris de forger des liens avec des organisations de la société civile pour aider les entreprises et les entrepreneurs du secteur privé à contribuer davantage à un développement durable. Les actions des services d'appui et de promotion de la Société dans l'est de l'Indonésie et dans les régions intérieures de la Chine offrent des exemples de démarches à la fois propices aux entreprises et respectueuses de l'environnement.

En Indonésie, PENSA-SFI, en collaboration avec le Fonds mondial pour la nature et Nature Conservancy, a mis en place un programme de chaîne d'approvisionnement durable ; ce programme offre des débouchés sur le marché pouvant se substituer aux activités illégales d'abattage des arbres et aux autres pratiques qui ont pour effet d'appauvrir les forêts tropicales. Un programme pilote encourage l'utilisation d'acacia, qui est une essence à croissance rapide, au lieu de teck dans la fabrication de meubles. Aux fins d'évaluer les débouchés des produits en acacias, le programme a exposé des échantillons provenant de cinq fabriques lors d'un salon du meuble organisé à Singapour en mars 2005. Les commandes initiales ont dépassé 40 000 dollars, et les demandes d'informations continuent d'arriver. Une entreprise a signé un contrat d'exclusivité pour la vente de lits sur le marché britannique, tandis qu'une autre a reçu une commande de 900 éléments en acacia et bambou.

Le Service de promotion et de développement des investissements en Chine a, lui-même, forgé un partenariat novateur avec le Fonds mondial pour la nature (WWF), qui contribue à la protection d'habitats naturels essentiels dans le nord du Sichuan. Ce projet, lancé par WWF, aidera les agriculteurs de la région de Minshan à adopter des pratiques agricoles durables et à abandonner l'abattage illégal d'arbres et le braconnage de singes et de daims menacés d'extinction dans des habitats où vivent également des pandas. La SFI fournit des services de conseil et des ressources complémentaires pour mettre en place des opérations pilotes pouvant être poursuivies dans des zones comptant plus de 500 villages. La Société contribue notamment à l'identification de produits qui peuvent avoir un impact local positif et offrir des perspectives commerciales satisfaisantes. Par exemple, elle a apporté son soutien à une entreprise qui achète du miel, des noix, des champignons et des épices aux communautés locales. Ce faisant, elle a contribué à attirer le spécialiste mondial de la vente au détail, Carrefour, qui garantit ses prix et place ces produits sur ses rayons dans son point de vente de Chengdu. Le programme de la SFI contribue à réduire les coûts le long de cette chaîne d'approvisionnement et à accroître la qualité des produits pour les porter aux normes d'un commerce international exigeant. Le projet fournit une nouvelle source de revenu aux agriculteurs locaux, et Carrefour profite de l'opération en forgeant des liens avec les communautés et en offrant des produits chinois uniques aux consommateurs locaux.

WANG QINGXIAN





ANASTASIA GEKIS

Asie du Sud

Financement des projets et portefeuille

(millions de dollars)

	Ex. 03	Ex. 04	Ex. 05
Financements engagés pour le compte de la SFI	386	405	443
Prêts	355	379	384
Participations	28	18	57
Garanties et gestion des risques	3	9	2
Syndications de prêts signées	37	109	200
TOTAL, ENGAGEMENTS SIGNÉS	422	514	643
Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI	1 447	1 518	1 634
Prêts	929	1 101	1 326
Participations	345	265	214
Garanties et gestion des risques	172	152	93
Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers (participations à des prêts)	140	237	416
TOTAL, PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS	1 587	1 755	2 050

Les prêts comprennent les instruments de quasi-participation de type prêt. Les participations comprennent les instruments de quasi-participation de type participation.

Pays bénéficiaires des plus gros engagements de la SFI

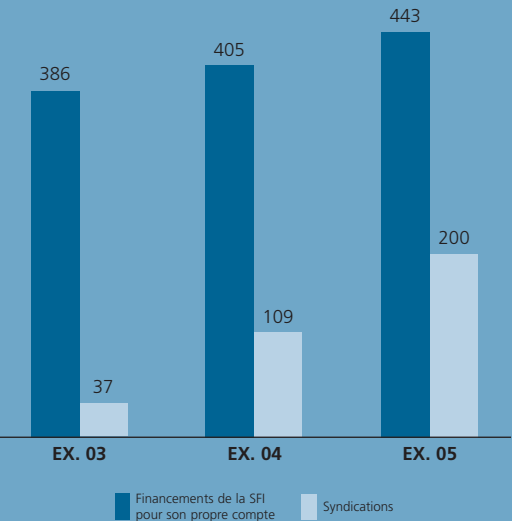
Portefeuille d'engagements de la SFI pour son propre compte au 30 juin 2005*
(millions de dollars)

Inde	1 268
Bangladesh	111
Sri Lanka	102
Maldives	55
Népal	47
Bhoutan	10

*Non compris les parts des projets régionaux et mondiaux concernant ces différents pays.

Engagements

(millions de dollars)



Engagements au titre de projets et pays

	EX. 03	EX. 04	EX. 05
Nombre de projets	18	19	20
Nombre de pays	4	5	2

Certains chiffres se rapportant à des exercices antérieurs ont été révisés. Tous les montants en dollars ont été arrondis.

Le renforcement de la compétitivité internationale

L'Asie du Sud est restée, durant l'exercice 05, l'une des régions du monde affichant la croissance la plus rapide, notamment en Inde où elle a été particulièrement soutenue. De nombreuses entreprises de la région s'efforcent de devenir compétitives sur les marchés mondiaux et poursuivent de nouvelles opportunités d'investissement en Asie du Sud et dans d'autres régions. La SFI encourage une croissance durable du secteur privé à la fois par le biais de ses investissements dans des projets ayant un fort impact au plan du développement et par celui de son assistance technique. Cette dernière aide les sociétés clientes à accroître leur viabilité ; elle aide également les entreprises de taille plus limitée à renforcer leurs opérations et appuie les programmes de développement de proximité. Durant l'exercice, la SFI a engagé des investissements à hauteur de 443 millions de dollars pour son propre compte et de 200 millions de dollars dans le cadre de syndicats.

Les investissements réalisés par la SFI dans des entreprises manufacturières indiennes montrent de quelle manière elle contribue à l'établissement d'un secteur privé compétitif au plan international. Le prêt qu'elle a consenti à Tata Steel aidera cette dernière à financer son expansion en Asie de l'Est, tout en accroissant sa capacité de production et sa productivité en Inde. Le deuxième investissement de la Société dans Apollo Tyres aidera cette dernière à accroître sa production de pneus d'autobus et de camions. En prenant une participation au capital du fabricant d'emballages Cosmo Films, la SFI aide ce client avec lequel elle a déjà travaillé, à renforcer la structure de son capital et conforte ses perspectives de croissance. DCM Shiram Consolidated, société de produits chimiques diversifiés, a eu recours à un investissement de la SFI pour imposer des normes environnementales plus rigoureuses dans l'une de ses usines, créer de nouvelles capacités de production et intégrer la production d'électricité, et pour contribuer à l'expansion du réseau rural de magasins de détail de produits agricoles de la compagnie. La SFI a également effectué trois prises de participation pour appuyer l'industrie biotechnologique qui commence à se

développer en Inde (voir encadré) ; elle a consenti un prêt et pris une participation au capital d'Andhra Pradesh Paper Mills, qui est en importance la quatrième fabrique de papier et de pâte à papier indienne ; elle a de nouveau investi dans United Riceland Limited, l'un des principaux riziers indiens, et Rain Calcining Limited, producteur de coke de pétrole ; et elle a consenti un prêt à SRF Limited, fabricant de câbles de nylon pour pneus et de réactifs gazeux. Dans le but de fournir un appui à l'industrie indienne des technologies de l'information, la SFI a accordé un prêt à KPIT Cummins Infosystems Limited, entreprise de sous-traitance de services de technologies de l'information spécialisée dans les industries manufacturières et les services financiers, pour l'aider à poursuivre sa stratégie de croissance et d'acquisitions.

La SFI aide également les pays d'Asie du Sud à continuer de développer leurs activités dans le secteur du tourisme, domaine dont les besoins sont devenus particulièrement pressants depuis les ravages causés par un tsunami dans l'océan Indien en décembre 2004. Dans le cadre de l'appui général fourni par la SFI aux efforts de secours et de relance, la Société a mis en place un mécanisme de prêt aux entreprises de tourisme touchées par le tsunami. Une entreprise maldivienne a déjà reçu un appui par le biais de ce mécanisme, qui facilitera aussi la reprise du secteur du tourisme au Sri Lanka et en Thaïlande (voir encadré page 25).

La SFI accorde à l'infrastructure une haute priorité dans le cadre des activités de financement et d'assistance technique qu'elle poursuit dans la région en raison de l'importance cruciale que celles-ci revêtent pour le maintien de la croissance et la réduction de la pauvreté. La Société contribue à élargir l'accès à l'électricité, à l'eau et aux services de télécommunications dans le cadre de ses investissements et de ses services de conseil portant sur les partenariats public-privé. Durant l'exercice 05, elle a consenti un prêt à AD Hydro Power Limited et pris une participation à son capital pour mettre en place une des premières centrales hydroélectriques financées sur une base commerciale en Asie (voir encadré). Grâce à un investissement de la SFI,



NEERAJ JAIN

Bangladesh : un consortium facilite l'expansion des entreprises de petite taille

Il importe, pour améliorer la compétitivité et les résultats des petites et moyennes entreprises, d'élargir leur accès aux services aux entreprises. Le Service de promotion de l'entreprise en Asie du Sud (SEDF) aide des prestataires de services au Bangladesh à offrir une aide plus complète et viable aux petites et moyennes entreprises. C'est ainsi que, par exemple, un consortium pour les services d'aide aux entreprises a été constitué en 2003 au moyen d'un investissement initial de 8 500 dollars par un groupe de consultants bangladeshis. Le SEDF a aidé les membres du consortium à coordonner et à intégrer leurs capacités de sorte que celui-ci peut maintenant offrir une large gamme de services de formation en gestion et de consultations aux entreprises de petite taille du pays. Au nombre des services offerts figurent l'analyse des prix de la volaille, des aliments pour animaux, des produits de pépinières et de semences, l'évaluation des besoins de formation des entreprises opérant dans le cadre de certaines chaînes d'approvisionnement, une étude diagnostic de la chambre du commerce et de l'industrie de Dacca, et la publication d'une série d'études de cas. Le consortium tire maintenant des revenus de ses activités de formation et de conseil. Le SEDF maintiendra son appui au consortium pour l'aider à mettre en place des services de guichet unique aux fins du renforcement des capacités de gestion des entreprises de petite taille dans tout le Bangladesh.

Sealion Sparkle pourra étendre la portée de ses services de gestion portuaire en Inde et à l'étranger (voir encadré). La Société a également pris une participation au capital de Ramky Group (Inde) pour l'aider à développer la plus grande entreprise privée indienne de gestion des déchets solides. Enfin, la SFI a signé un contrat de mission de services-conseil avec la ville de Bangalore pour ouvrir ses opérations d'approvisionnement en eau et de traitement des déchets solides au secteur privé.

La SFI fournit également un appui indirect à l'infrastructure, par le biais du prêt qu'elle a consenti à Infrastructure Development Finance Company Limited, qui fournit des services de conseil et investit dans la conception de projets pour les grands secteurs de l'infrastructure indienne. Toujours dans le secteur financier, le prêt de la Société à Kotak Mahindra Bank aidera celle-ci à accroître ses opérations de financement axées sur les entreprises de taille réduite, en particulier celles qui travaillent essentiellement pour l'exportation.

Par le biais de son assistance technique, le Service de promotion de l'entreprise en Asie du Sud élargit la portée de l'action de la SFI au Bangladesh, au Bhoutan et au Népal ainsi que dans le nord-est de l'Inde. Le SEDF, qui est opérationnel depuis 2002, s'efforce d'améliorer le cadre des affaires, de renforcer les prestataires de services aux entreprises, et d'élargir la gamme des services financiers proposés aux entreprises de taille limitée. Il a ainsi fourni un appui à la constitution d'un consortium ayant pour mission d'aider les entreprises de petite taille à élargir leur accès aux services axés sur les entreprises (voir encadré). Toujours durant l'exercice 05, la SFI contre le sida a lancé un programme axé sur les entreprises clientes d'Asie du Sud (voir p. 23).



NEERAJ JAIN

Inde : des investissements dans les industries biotechnologiques et pharmaceutiques

Les industries biotechnologiques et pharmaceutiques pourraient devenir l'un des principaux pôles de croissance de l'économie indienne. La SFI a effectué trois investissements durant l'exercice 05 pour aider ces industries naissantes. Le premier a consisté en une prise de participation au capital d'APIDC Biotechnology Fund qui, lui-même, investira sous forme de participations ou d'instruments connexes dans des entreprises de sciences de la vie établies depuis peu ou démarrant leurs opérations dans des domaines tels que les soins de santé, la découverte de médicaments, l'agriculture, l'industrie laitière, et les applications environnementales et industrielles. Ce faisant, la SFI permettra au fonds de prendre des participations minoritaires notables dans des entreprises indiennes. APIDC a pour objectif de constituer un portefeuille de 20 à 25 entreprises dont les opérations se chiffrent en moyenne à 1,5 million de dollars. La SFI a également procédé à son premier investissement direct dans une société de biotechnologie, Bharat Biotech India Limited ; cette entreprise, qui est installée à Hyderabad, met au point, fabrique, distribue et commercialise des vaccins et des produits biopharmaceutiques. La participation de la SFI à son capital lui permettra d'accroître ses opérations de développement et de fabrication de nouveaux produits et d'améliorer ses efforts de commercialisation et de vente. En sa qualité de premier investisseur institutionnel international dans Bharat Biotech, la SFI aidera cette compagnie à mettre en place un bon gouvernement d'entreprise, à assurer la présentation en temps voulu de rapports financiers et à pratiquer une gestion financière rationnelle. La SFI a également pris une participation au capital de Dabur Pharma, qui est une des grandes sociétés pharmaceutiques indiennes. Cet investissement aidera la compagnie à agrandir et à moderniser ses installations de production pour se conformer aux normes réglementaires imposées aux États-Unis et dans l'Union européenne, à obtenir des organes réglementaires de ces derniers l'autorisation de vendre sur leurs marchés des produits génériques utilisés dans la lutte contre le cancer, et à renforcer ses pratiques de gouvernement d'entreprise.

Inde : un appui pour soutenir la concurrence dans le domaine des services portuaires

La SFI contribue à accroître l'efficacité, la productivité et la sécurité des opérations portuaires en Inde dans un contexte défini par l'intensification de la concurrence que se font les ports du pays et les efforts déployés par les sociétés indiennes pour devenir plus compétitives sur les marchés mondiaux. Ocean Sparkle Limited, qui est l'une des premières sociétés privées indiennes à offrir toute la gamme des services portuaires, possède et gère l'une des plus grandes flottes privées de remorqueurs portuaires du pays et fournit des services, notamment de gestion, à huit grands ports indiens. Pour renforcer ses capacités financières et techniques, et accroître son aptitude à soumissionner pour obtenir des contrats de gestion portuaire plus importants, Ocean Sparkle a formé une coentreprise avec Port of Singapore-Marine Limited, qui est une filiale de l'autorité portuaire de Singapour. Le consortium a obtenu trois importants contrats de services de gestion portuaire en Inde et est en quête d'autres marchés, en Inde et à l'étranger. Le prêt de 4,9 millions de dollars consenti par la SFI au consortium Sealion Sparkle contribuera à financer ces plans d'expansion intérieure et extérieure et appuiera le développement global d'infrastructures essentielles à la croissance de l'Inde.

Inde : un investissement pionnier dans une source d'énergie plus propre

La SFI a effectué un investissement global de 49 millions de dollars sous forme d'un prêt et d'une participation au capital d'AD Hydro Power Limited dans l'Himalaya au nord de l'Inde. Ce projet est l'une des premières centrales hydroélectriques du monde en développement financées à des conditions commerciales, le secteur privé assumant le risque de marché. Le financement de la SFI appuie la construction, l'exploitation et l'entretien d'une centrale hydroélectrique au fil de l'eau de 192 MW et d'une ligne de transport de 220 kV longue de 185 km. La centrale aidera à satisfaire la demande croissante d'électricité et à atténuer les pénuries en période de pointe dans la région. La centrale sera essentiellement construite par des entrepreneurs et des fournisseurs indiens ; les activités qu'elle générera créeront des emplois de courte durée ainsi que des emplois permanents, et procureront des recettes importantes à l'État et aux administrations nationales sous forme de redevances et de taxes. La centrale, qui exploite une source d'énergie renouvelable, contribuera à réduire le recours à l'électricité thermique et, partant, la production de gaz à effet de serre et les émissions de particules. Le projet encourage la génération d'électricité hydraulique par le secteur privé, ainsi que la participation de ce dernier aux opérations du secteur de l'électricité indien. Pour que les communautés locales tirent profit de l'investissement, la SFI assurera une assistance technique pour promouvoir la protection des forêts et de la faune sauvage, l'établissement de liens avec des petites entreprises locales et le développement d'un tourisme durable dans la région..



REPRODUCTION AUTORISÉE : SEALION SPARKLE



KENJI YUJAKU



BRYCE MEEKER

Europe et Asie centrale

Financement des projets et portefeuille

(millions de dollars)

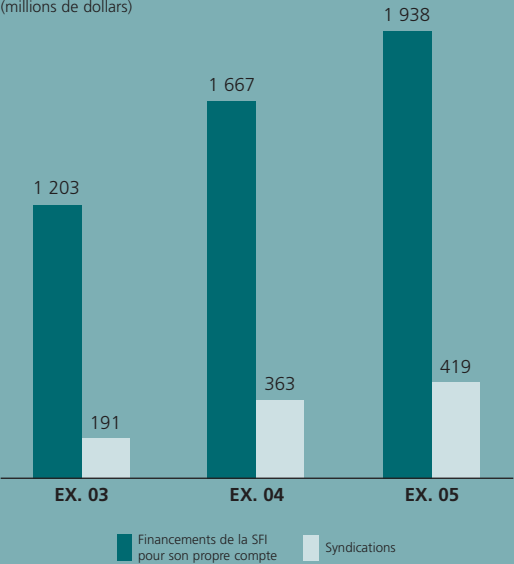
	Ex. 03	Ex. 04*	Ex. 05**
Financements engagés pour le compte de la SFI	1 203	1 667	1 938
Prêts	1 058	1 374	1 751
Participations	50	292	187
Garanties et gestion des risques	95	1	0
Syndications de prêts signées	191	363	419
TOTAL, ENGAGEMENTS SIGNÉS	1 394	2 030	2 357
Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI	3 575	4 548	5 423
Prêts	2 899	3 768	4 602
Participations	521	667	719
Garanties et gestion des risques	156	113	102
Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers (participations à des prêts)	785	935	1 008
TOTAL, PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS	4 360	5 482	6 431

Les prêts comprennent les instruments de quasi-participation de type prêt. Les participations comprennent les instruments de quasi-participation de type participation.
 * Y compris l'oléoduc BTC et la part des projets officiellement classés projets mondiaux de LNM Holdings qui concernent la région.

** Y compris la part du projet officiellement classé projet mondial de Melrose Facility qui concerne la région. Le portefeuille d'engagements comprend les engagements au titre de l'oléoduc BTC qui est officiellement classé projet mondial.

Engagements

(millions de dollars)



Pays bénéficiaires des plus gros engagements de la SFI

Portefeuille d'engagements de la SFI pour son propre compte au 30 juin 2005*
 (millions de dollars)

Fédération de Russie	1 432
Turquie	981
Roumanie	409
Ukraine	265
Bulgarie	253

*Non compris les parts des projets régionaux et mondiaux concernant ces différents pays.

Engagements au titre de projets et pays

	EX. 03	EX. 04	EX. 05
Nombre de projets	60	65*	67
Nombre de pays	18	17	15

* Y compris l'oléoduc BTC.

Certains chiffres se rapportant à des exercices antérieurs ont été révisés. Tous les montants en dollars ont été arrondis.

ALBANIE, ARMÉNIE, AZERBAÏDJAN, BÉLARUS, BOSNIE-HERZÉGOVINE, BULGARIE, CROATIE, ESTONIE, EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE, FÉDÉRATION DE RUSSIE, GÉORGIE, HONGRIE, KAZAKHSTAN, LETTONIE, LITUANIE, MOLDOVA, OUZBÉKISTAN, POLOGNE, RÉPUBLIQUE KIRGHIZE, RÉPUBLIQUE SLOVAQUE, RÉPUBLIQUE TCHÈQUE, ROUMANIE, SERBIE-ET-MONTÉNÉGRO, SLOVÉNIE, TADJIKISTAN, TURKMÉNISTAN, TURQUIE, UKRAINE

Des investissements croissants et un impact plus vaste

La croissance en Europe et Asie centrale, qui s'était effectuée au rythme de 7,2 % en 2004, est restée soutenue. La SFI poursuit dans cette région des activités couvrant de nombreux secteurs mais principalement le secteur financier dans le cadre duquel ses investissements, sa connaissance approfondie du montage d'opérations et les conseils qu'elle fournit aux entreprises et aux gouvernements contribuent à l'établissement de marchés financiers et à l'élargissement de l'accès aux capitaux. Durant l'exercice 05, la Société a également continué d'étendre ses efforts d'assistance technique, notamment dans l'Europe du Sud-Est.

Europe du Sud et Asie centrale

Une région en pleine transformation offrant des opportunités très diverses

L'Europe du Sud et l'Asie centrale forment une région diverse sur le plan économique, puisque les revenus par habitant vont de 200 dollars par an au Tadjikistan à 6 500 dollars en Croatie. La plupart des pays font actuellement la transition entre une économie contrôlée par l'État et une économie de marché libre, ou bien sortent d'un conflit. Mais beaucoup d'entre eux se transforment rapidement ; leur secteur privé se développe, de nouvelles entreprises locales se créent et leur économie commence à davantage attirer les investisseurs étrangers. Durant l'exercice, l'Europe du Sud-Est et la Turquie ont affiché une forte croissance économique. L'Asie centrale et l'Azerbaïdjan ont obtenu, pour l'essentiel, des résultats satisfaisants. Le développement économique de la région nécessitera d'importants investissements pour accélérer l'expansion, créer des emplois et faciliter l'intégration aux marchés mondiaux. Durant l'exercice 05, les nouveaux engagements de la SFI dans la région se sont chiffrés à 811 millions de dollars, contre 842 millions de dollars pour l'exercice 04, et les montants mobilisés dans le cadre de syndications à 174 millions de dollars.

La SFI a participé à la restructuration et à la privatisation du secteur financier dans la plupart des pays de la région. Durant l'exercice, elle a maintenu son appui aux banques privées qui, à leur tour, ont contribué à élargir l'accès aux capitaux des sociétés privées et des petites entreprises locales. La SFI favorise également la constitution d'institutions financières non bancaires, en particulier dans le domaine du financement du logement et du crédit-bail. Au Kazakhstan, elle a investi dans la première société de crédit-bail commerciale du pays, Bank Turan Alem Leasing (voir

l'encadré p. 19). Dans le cadre de cette opération, la SFI a pris une participation de 10 % au capital de l'entreprise et elle a aidé à attirer des partenaires stratégiques et techniques étrangers ; grâce à son intervention, de nouvelles normes de gouvernement d'entreprise ont été adoptées, qui ont permis d'attirer l'attention d'autres investisseurs sur le Kazakhstan. En Turquie, la SFI a fourni un appui sous forme de prêts et de participations à l'entreprise de leasing automobile Intercity, conformément à sa stratégie d'appui aux clients et aux entrepreneurs novateurs (voir encadré). La SFI a accordé un soutien à TSKB, importante institution de financement à terme, pour accroître les volumes de capitaux pouvant être mis à la disposition des entreprises turques. En Azerbaïdjan, en Bosnie-Herzégovine, en Croatie, en Roumanie et au Tadjikistan, la Société a procédé à des investissements dans des institutions financières, qu'elle a souvent accompagnés de services d'assistance technique afin de renforcer les capacités de ces établissements. La SFI a engagé 108 millions de dollars dans le secteur bancaire de la Serbie-et-Monténégro durant l'exercice.

En ce qui concerne le secteur manufacturier et les services, conformément à sa stratégie de promotion d'investissement « Sud-Sud » la Société a aidé un promoteur libanais à investir dans le ciment en Albanie ; la production locale de ciment à un prix compétitif permettra de réduire la mesure dont l'Albanie dépend des importations (voir encadré). Dans le cadre d'une autre opération d'investissement interrégional, la SFI a collaboré avec une entreprise turque, Arcelik, à la construction d'une nouvelle usine en Russie qui confortera la compétitivité sur les marchés mondiaux de ce fabricant de gros appareils ménagers. En Bulgarie et en Croatie, la SFI a investi dans des points de vente au détail qui pratiquent des prix intéressants et dans des hypermarchés ; ces opérations devraient permettre d'améliorer la distribution de marchandises fabriquées localement et proposées à bas prix aux consommateurs intérieurs.

Dans les secteurs sociaux, la SFI a appuyé deux projets en Turquie, où la situation se prête bien à la fourniture de services d'éducation et de santé par le secteur privé. La Société aide un important prestataire de services de santé à ouvrir deux hôpitaux, l'un à Istanbul, qui sera spécialisé dans le traitement du cancer et la neurochirurgie, et l'autre qui répondra aux besoins de santé généraux à Bursa. Dans le domaine de l'éducation, la SFI a consenti son premier prêt en liras turques en faveur d'un établissement scolaire allant du jardin d'enfants à la fin du secondaire ; cet établissement,



REPRODUCTION AUTORISÉE : FUSHE KRUIJE

Albanie : un investissement est effectué pour la première fois dans le secteur industriel privatisé

Durant l'exercice, la SFI a consenti un prêt de 30 millions de dollars aux fins de la rénovation et de l'agrandissement de la cimenterie albanaise Fushe Kruje, qui installera une nouvelle chaîne de production et portera sa capacité à 1,3 million de tonnes par an. Ce projet, qui est un bon exemple d'investissement interrégional « Sud-Sud » est parrainé par Seament Holding, qui est un important négociant en ciment basé au Liban. Il permettra de mettre en place la seule cimenterie moderne présente sur un marché où le ciment consommé chaque année (soit 1,5 million de tonnes) est actuellement pour les deux tiers du ciment importé. La cimenterie, qui se trouve à proximité d'importantes sources d'argile et de calcaire bon marché et dont les frais d'équipement seront minimes, devrait produire du clinker et du ciment à un coût qui sera approximativement moitié moins élevé que celui des importations.

Ce projet, dont le coût total est évalué à 130 millions de dollars, est le premier investissement réalisé dans le secteur industriel albanais depuis sa privatisation. Il apporte à l'Albanie des technologies de production moderne et des compétences opérationnelles tout en offrant des salaires intéressants à 400 salariés dans une région où les possibilités d'emplois sont rares. Fushe Kruje s'appuiera sur les études approfondies consacrées aux questions environnementales par la SFI et sur ses activités de supervision pour porter ses pratiques de gestion environnementale et sociale au niveau des meilleures pratiques internationales. Les salariés bénéficieront également d'un programme de sécurité plus systématique.

La SFI a contribué de manière cruciale à la mise au point du plan de financement, qui s'est avéré difficile à établir en raison de l'ampleur du projet et du manque de sources de financement intérieures et extérieures. La participation de la Société a rassuré d'autres institutions financières et les a incité à participer au projet. Celui-ci permettra d'établir la faisabilité du financement sur projet en Albanie et à encourager d'autres investissements directs étrangers dans le pays.

qui offre également un enseignement technique, pourra ainsi étendre la portée de ses services, notamment dans le domaine des technologies de l'information et des logiciels.

Dans le secteur des infrastructures, la SFI aide les pays souhaitant adhérer à l'Union européenne à privatiser leurs services d'utilité collective. En Roumanie, la Société a monté une opération financière en faveur d'une société de distribution de gaz récemment privatisée, DistrigazSud. La fourniture de services d'infrastructure par le secteur privé, en particulier dans le cadre de partenariats public-privé, prendra de plus en plus d'importance, notamment en Europe du Sud-Est, et la SFI s'efforcera d'appuyer les opportunités qui se dessinent dans ce domaine.

La SFI continue d'accorder la priorité aux marchés pionniers d'Asie centrale, où de nombreux obstacles limitent encore considérablement les possibilités d'investissements. Par l'intermédiaire du Partenariat pour l'entreprise privée, qui est financé par des bailleurs de fonds, elle fait bénéficier cette région de son assistance technique qu'elle oriente en particulier sur les petites et moyennes entreprises. En vue d'inscrire les progrès accomplis dans la durée, des programmes régionaux et nationaux ont été mis en place dans les domaines du crédit-bail, du financement du logement et du financement hypothécaire, de la microfinance, du gouvernement d'entreprise, et de l'établissement de chaînes d'approvisionnement entre les petites et les



Tadjikistan : un appui est accordé aux entreprises de petite taille pour promouvoir leur expansion

Le Tadjikistan, qui est l'un des pays les plus pauvres de l'ex-Union soviétique, devra développer son secteur privé pour pouvoir relever les niveaux de vie. Étant donné l'ampleur limitée des possibilités d'investissements, la SFI fournit à ce pays une assistance technique dans le but d'améliorer le climat de l'investissement et appuie des programmes très novateurs pour attirer les rares capitaux disponibles vers les petites et moyennes entreprises. Durant l'exercice 05, la SFI a donné suite aux conclusions d'une enquête menée auprès d'entreprises de taille limitée durant l'exercice précédent avec l'appui de la Suisse. Cette enquête a identifié les principaux obstacles réglementaires auxquelles sont confrontés les entrepreneurs, tels que la complexité des procédures



Les conseils de la SFI à Banca Comercială Română (Roumanie) en matière de gouvernement d'entreprise ont permis à cette banque d'améliorer sa notation de crédit durant l'exercice.

grandes entreprises. Une importante initiative vient être lancée dans le domaine du crédit-bail, qui permet à certains intermédiaires financiers de quatre pays d'Asie centrale de bénéficier de services d'assistance technique et de capitaux d'investissement.

Durant l'exercice, la SFI a également engagé une action dans le cadre d'une nouvelle initiative, le Partenariat pour l'entreprise privée en Europe du Sud-Est, qui poursuivra les activités d'assistance technique de la Société dans les pays de la région et en élargira la portée. Elle ciblera principalement les entreprises de taille limitée, les questions environnementales et l'infrastructure. Durant l'exercice, la SFI a collaboré avec la Serbie-et-Monténégro à l'élaboration d'un cadre législatif en vue de la mise en place d'un secteur du crédit-bail. Dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Société a lancé un programme pour aider les grandes entreprises de recyclage d'acier à collaborer avec de petites entreprises employant plus de 5 000 Roms. En Bosnie-Herzégovine, elle a mis en place de nouveaux mécanismes de règlement des différends commerciaux qui permettent aux entreprises de régler leurs problèmes de fonds de roulement et de liquidité plus rapidement et à moindre frais.

Les efforts déployés par la SFI ont eu un impact positif mais de graves problèmes continuent de se poser. Pour pouvoir s'y attaquer de manière efficace, la Société continuera de rechercher des programmes novateurs s'inscrivant dans le droit-fil des priorités nationales.

Serbie-et-Monténégro : une grande banque bénéficie d'un appui aux fins de sa privatisation

La SFI a pris une participation au capital de Podgoricka Banka, qui est la plus grande banque du Monténégro, afin d'aider les pouvoirs publics à mener à bien sa privatisation. Podgoricka Banka, qui a été fondée en 1906, a été l'une des premières institutions bancaires de la région. Seule banque relativement importante du Monténégro, elle compte 230 employés, a des agences sur tout le territoire de la République et son capital continue d'appartenir en majorité à l'État.

La SFI lui a également accordé un nouveau prêt à moyen et long terme de 5 millions d'euros pour accroître la portée de ses services et lui permettre, pour la première fois, d'accorder des prêts à long terme. La Société lui assurera aussi une assistance technique pour renforcer ses capacités de gestion dans la perspective de sa privatisation : un conseiller résident fournira un appui à la direction tandis que des spécialistes aideront le personnel à maîtriser certaines fonctions bancaires. L'investissement et l'assistance technique de la SFI permettront d'améliorer les résultats de Podgoricka Banka, ainsi que son gouvernement d'entreprise, sa position sur le marché et l'intérêt qu'elle peut présenter pour d'éventuels investisseurs stratégiques. La restructuration de cette banque et l'appui de la SFI devraient avoir un important impact sur l'économie monténégrine, dans la mesure où ils contribueront à attirer des investissements étrangers directs et à sensiblement améliorer les perspectives de privatisation de l'établissement.

d'octroi de licences et une pléthore d'inspections. La SFI a réuni les parties prenantes en vue de forger un consensus en la matière, a constitué d'étroits partenariats avec plusieurs grands organismes d'inspection et a aidé le corps législatif à préparer un nouveau texte de loi régissant les inspections d'entreprises.

Durant l'exercice, la SFI a également investi dans First Microfinance Bank of Tajikistan, qui est le fruit d'un projet de services-conseil et d'investissement réalisé en collaboration avec Aga Khan Development Network et la banque de développement allemande KfW. Ce nouvel établissement bancaire accorde des crédits et offre des instruments d'épargne au micro et petites entreprises et compte déjà plus de 7 000 clients. La SFI a lancé un vaste programme d'assistance technique pour aider la banque à moderniser ses opérations, former son personnel et étendre ses services à un plus grand nombre de clients, et notamment aux femmes. Ces efforts devraient contribuer à assurer la viabilité financière de la banque dans un délai de quatre ans.





PEP

Un modèle d'assistance technique à suivre

Le Partenariat pour l'entreprise privée est le programme d'assistance technique de la SFI dans l'ex-Union soviétique. Il est financé conjointement par la SFI, qui lui a affecté un budget annuel de 4,6 millions de dollars jusqu'à la fin de l'exercice 06, et par des pays bailleurs de fonds qui lui ont consacré au total 73 millions de dollars depuis sa fondation, en 2000, jusqu'à la fin de l'exercice 05. Le Partenariat exécute des programmes qui ont pour objet d'établir des marchés des capitaux, introduire des entreprises locales dans les chaînes d'approvisionnement et de distribution des grandes sociétés, améliorer les pratiques de gouvernement d'entreprise, et renforcer les services d'appui aux entreprises ainsi que le cadre réglementaire applicable aux petites entreprises. Ces activités contribuent à promouvoir l'objectif du partenariat, qui est de développer et de renforcer le secteur privé et d'assurer la croissance économique de la région. L'assistance technique du partenariat a facilité des investissements d'un montant de 493 millions de dollars, dont 100 millions de dollars de la SFI. Étant donné le succès obtenu par cette formule, la SFI peut la prendre comme modèle pour les nouveaux partenariats qu'elle s'efforce de promouvoir en Afrique subsaharienne, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ainsi que dans l'Europe du Sud-Est.

Géorgie et Turquie : le leasing automobile est le moteur de l'expansion des entreprises

Dans toute l'Europe et l'Asie centrale, la SFI encourage les entreprises en expansion à faire du crédit-bail leur principale source de financement. En Géorgie, par exemple, le Partenariat pour l'entreprise privée a collaboré avec le gouvernement à l'amélioration de la législation du crédit-bail, a évalué le marché pour déterminer les secteurs qui avaient le plus besoin de ce type de produit, et a fourni des services de formation et de conseil aux entreprises pour leur faire comprendre les avantages qu'il présente. Durant l'exercice, la SFI a prêté trois millions de dollars à TBC Leasing, qui est l'une des premières sociétés de crédit-bail de Géorgie, pour lui permettre de répondre à la demande relative à ce nouveau produit financier.

Clauss, petite entreprise en expansion dont les 42 employés livrent des boissons et des produits alimentaires dans tout Tbilisi, est l'une des bénéficiaires de ces efforts. En deux ans, elle est sortie de sa phase de démarrage pour s'imposer comme leader sur le marché des services de distribution. Pour assurer son expansion, la compagnie a eu besoin d'un plus grand nombre de camionnettes — mais a constaté qu'il était plus intéressant pour elle de passer des contrats de leasing que d'acheter les véhicules. Le crédit-bail ne nécessite pas de garantie ou la présentation d'antécédents en matière de crédit et les échéances sont généralement plus longues que celles des prêts bancaires. Grâce à TBC Leasing, Clauss a pu se procurer six nouvelles camionnettes Ford Transit, ce qui lui a permis d'accroître ses ventes de 45 % et de créer 12 emplois supplémentaires.

En Turquie, la SFI a effectué un montage financier de 45 millions de dollars en faveur d'Intercity, entreprise indépendante qui fournit des services de leasing de voitures, de camionnettes et de camions au secteur privé. Ces véhicules aident toute une gamme de clients commerciaux à poursuivre leurs activités de démarchage, de gestion des stocks et de transports et livraisons de marchandises. Fondée en 1992 par un entrepreneur local, Intercity est devenue la plus importante société de leasing automobile et de gestion de parc automobile et affiche un chiffre d'affaires annuel de 20 millions de dollars. Elle possède 20 % du marché, emploie 90 personnes et gère plus de 6 000 véhicules.

En fournissant à Intercity des financements sous forme de participations et de crédits à long terme, la SFI aide une entreprise dynamique à devenir une partie prenante plus importante en Turquie. Le projet permet de remédier à la pénurie de financement à moyen terme dont souffre l'industrie turque du leasing automobile et encourage le développement des activités de location-exploitation. L'appui de la SFI devrait encourager d'autres intermédiaires financiers turcs à considérer les activités de location-exploitation comme un nouveau moyen de financement.



REPRODUCTION AUTORISÉE : CLAUS



REPRODUCTION AUTORISÉE : CLAUS



TED POLLETT

L'Europe centrale et l'Europe de l'Est

Un appui pour saisir les opportunités croissantes de la région

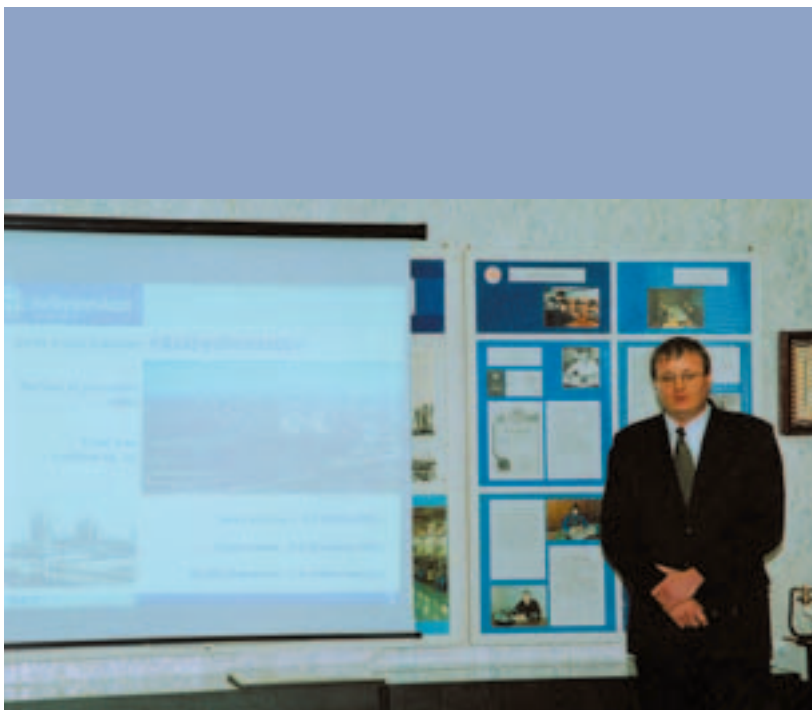
Les engagements de la SFI en Europe centrale et en Europe de l'Est ont dépassé 1,1 milliard de dollars et ont été complétés par un volume de prêts syndiqués de 245 millions de dollars, soit un niveau record qui témoigne de la poursuite de la croissance de la région et de l'élargissement des possibilités d'investissements. La majorité des financements ont été accordés à la Russie, dans laquelle la SFI a investi plus de 832 millions de dollars au titre de 21 projets, en particulier dans le secteur financier et les infrastructures. L'augmentation la plus forte a été observée pour l'Ukraine, dont le rythme de croissance soutenu et la volonté de réforme ont permis à la Société de quadrupler son volume d'investissement pour le porter à 255 millions de dollars. L'assistance technique a continué de jouer un rôle important dans les pays de l'ex-Union soviétique, et a contribué au développement des institutions financières, à l'amélioration du cadre des affaires pour les entreprises de taille réduite, au renforcement du gouvernement d'entreprise et au ciblage des industries stratégiques par le biais du renforcement des chaînes d'approvisionnement et de l'accès au marché.

Les carences de l'infrastructure continuent d'opposer un obstacle à la croissance de l'activité économique de la région, mais le secteur privé participe à la recherche d'une solution à ce problème. Durant l'exercice, les projets de la SFI à l'appui de l'infrastructure des transports en Russie ont donné lieu à deux investissements dans la construction de navires de marchandises, l'un en faveur de Volga Shipping et l'autre de Northwest Shipping Company, ainsi qu'à des investissements dans l'accroissement des capacités de deux sociétés de transport ferroviaire, Eurosibtrans et Russkiy Mir. En Ukraine, la SFI a fourni un appui à deux compagnies de distribution d'électricité privées (voir encadré).

L'accès aux capitaux demeure problématique, en particulier pour les entreprises de taille limitée. La SFI a continué d'accorder des financements et de partager son savoir-faire pour renforcer les institutions financières locales, y compris l'une des principales sociétés de crédit-bail de Géorgie (voir encadré). Au Bélarus, la Société a consenti un prêt à Belgazprombank dont les opérations seront renforcées dans le cadre d'opérations d'assistance technique concertées financées par la Suède. En Ukraine, la SFI a accordé 35 millions de dollars à Aval Bank, qui est l'une des plus grandes banques du pays appartenant à des intérêts locaux. En Russie, la SFI a fourni son appui à Sibakadembank pour lui permettre de poursuivre son expansion en Sibérie. Elle a aussi accordé un prêt non privilégié et un prêt lié au rouble à une entreprise avec laquelle elle avait déjà traité, Center-Invest dans l'oblast de Rostov, qui ont permis aux petites entreprises clientes de cette banque d'obtenir des financements à long terme en roubles. La SFI a accordé un prêt à Moscow Credit Bank et a maintenu son appui à Russian Standard Bank au moyen d'un prêt de 20 millions de dollars lié au rouble. Elle a également axé son action sur les emprunteurs de plus petite envergure en consentant des crédits liés au rouble à Russian Women's Microfinance Network. La Société a mis à profit sa longue expérience des services de conseil en matière de gouvernement d'entreprise pour lancer des projets concernant des banques russes et ukrainiennes.

La SFI a complété ses activités auprès de banques locales en fournissant un appui à deux clients d'envergure mondiale qui s'efforcent de mettre en place des services bancaires et de crédit-bail dans toute l'Europe de l'Est. Raffaisen International développera le réseau de ses filiales au Bélarus, en Russie et en Serbie-et-Monténégro, tandis que la Société Générale acheminera les financements de la SFI vers ses filiales en Russie et en Ukraine.

Le financement du logement est une autre priorité de la Société. Les efforts qu'elle déploie en Russie à cet effet revêtent la forme de lignes de crédit hypothécaire, d'un programme de



REPRODUCTION AUTORISÉE - KIJAZ

Russie : les entreprises qui améliorent leur gouvernement d'entreprise attirent des investissements

Kulbushevazot Joint Stock Company, qui est basée dans la région de Samara à environ 1 000 km au sud-est de Moscou, fabrique des produits chimiques pour l'industrie des fibres artificielles ainsi que des plastiques techniques et est, en outre, l'un des principaux producteurs russes d'engrais nitrique. Elle jouit d'une bonne réputation sur le marché et parmi la population de la région dans laquelle elle est implantée.

En 2002, la direction de la compagnie a suivi un programme de gouvernement d'entreprise organisé par le Partenariat pour l'entreprise privée de la SFI à l'aide de financements des Pays-Bas et de la Suisse et elle a compris que, pour attirer des capitaux étrangers à long terme d'un coût compétitif, il lui faudrait mettre en place un gouvernement d'entreprise suivant les meilleures pratiques mondiales. Grâce aux conseils de la SFI, la direction et les actionnaires de Kulbushevazot ont formulé un plan pour améliorer les pratiques du gouvernement d'entreprise dans toute la compagnie.

Ces efforts ont fait de Kulbushevazot un chef de file régional en matière de gouvernement d'entreprise tout en lui permettant de préparer le terrain à un resserrement de ses liens avec la SFI. Pour aider la compagnie à se préparer à obtenir des financements sur les marchés mondiaux, la SFI a prêté assistance à un audit environnemental, qui a débouché sur l'élaboration d'un système de gestion intégrée des questions sanitaires, environnementales et sécuritaires que la compagnie est en train de mettre en place. Durant l'exercice, la SFI a accordé un prêt d'entreprise de 15 millions de dollars à Kulbushevazot pour lui permettre de refinancer une obligation en monnaie nationale et de financer son programme de dépenses d'équipement. Plusieurs banques internationales opérant en Russie ont également fait savoir qu'elles envisageaient de collaborer avec la compagnie.

La concrétisation des aspirations de la nation russe

La Russie, qui compte 144 millions d'habitants, pourrait devenir le plus gros marché européen du financement hypothécaire. Le développement d'un tel marché pourrait permettre de relever les niveaux de vie tout en aidant les Russes à réaliser leur rêve en leur permettant de devenir propriétaire de leur logement. Au cours des quelques dernières années, la SFI a investi à ce titre jusqu'à 245 millions de dollars et est devenue la principale source de financement du logement du pays. Elle a accordé des lignes de crédit aux principales institutions en ce domaine — notamment Credit Bank of Moscow durant l'exercice 05 — qui permettent à un marché naissant de se constituer sur la base des pratiques modernes.

Durant l'exercice, la SFI a également lancé un projet d'assistance technique pour contribuer à la poursuite du développement du marché hypothécaire primaire russe. Elle collaborera étroitement avec jusqu'à cinq banques russes pour les aider à adopter les meilleures pratiques internationales dans les domaines de la préparation des dossiers de financement hypothécaire, de l'octroi de garanties et des activités de services, après quoi elle leur ouvrira des lignes de crédit. La SFI formera également d'autres banques et prestataires de services liés au financement hypothécaire et fournira des conseils aux organismes publics.

Pour accroître le volume des financements d'un coût abordable dont peuvent disposer les institutions financières pour accorder des hypothèques, la SFI encourage les opérations de titrisation dans le cadre d'un partenariat forgé avec les intervenants sur le marché et le Parlement russe. La Société a conduit un groupe de travail technique qui a identifié les principaux obstacles juridiques aux transactions de titrisation et a formulé des recommandations pour les surmonter. Le Service fédéral des marchés des capitaux, qui est un organisme public en Russie, a entrepris de préparer des textes de loi sur la base de ces recommandations et bénéficie à cette fin d'un appui supplémentaire du groupe de travail.





FABIANA FELD

services de conseil financé par les Pays-Bas et par la Suisse pour aider le développement d'un marché hypothécaire primaire, et de travaux poursuivis en collaboration avec le Gouvernement russe dans le domaine des opérations de titrisation (voir encadré). En Lettonie, la SFI a structuré et lancé sur le marché la première opération transfrontière de cession d'effets adossés à des créances hypothécaires, pour accroître le volume des financements qui peut être mis à la disposition des emprunteurs finaux de la région. Cette opération a créé un précédent dans la région et il est très probable qu'elle sera répétée dans d'autres pays. Au Bélarus, la SFI a organisé à la demande de National Bank un séminaire portant sur le financement hypothécaire ; celui-ci a permis, notamment, de dresser un tableau de ce type de financement dans le monde entier et d'examiner les meilleures pratiques internationales.

Cette année, la SFI a fourni un appui sous forme de participations à des entreprises locales en investissant dans trois fonds : Russian Partners, qui est un fonds de capital-risque ; Quadriga Capital, fonds de participation privé qui investit dans des entreprises de taille moyenne à Saint-Petersbourg et à Nijni Novgorod ; et Barin Vostok Private Equity Fund, qui travaille avec les entreprises russes. La Société a par ailleurs prêté huit millions de dollars à ABOLmed pour financer la production d'antibiotiques à Novossibirsk. La SFI a conjugué ses efforts à ceux d'investisseurs étrangers pour soutenir le traitement de l'une des principales ressources naturelles de la Russie — les produits ligneux — en effectuant deux investissements dans la fabrication de panneaux de particules.

L'agroindustrie, qui est un important secteur de l'économie ukrainienne, continue de bénéficier en priorité des investissements et des services de conseil dans ce pays. La SFI a effectué un deuxième investissement de 80 millions de dollars dans la principale entreprise de volaille ukrainienne, Mironovsky, pour l'aider à développer ses opérations et à abaisser ses coûts. La SFI aidera Mironovsky à améliorer son gouvernement d'entreprise, à se préparer à une introduction en bourse et à renforcer encore plus son programme de sécurité alimentaire. Abstraction faite de cet important investissement, la SFI a porté son attention sur les secteurs maraîcher, fruitier et laitier ukrainiens en entreprenant de nouveaux projets de services-conseil financés par la Suède et l'Autriche. Grâce à ces projets, durant les trois prochains exercices, la SFI fournira des services de conseil et de formation à des exploitations agricoles de taille petite à moyenne pour leur permettre d'accroître leur efficacité et leur capacité à satisfaire à la demande croissante de produits de haute qualité émanant des usines de traitement alimentaire.

Ukraine : pour recharger le secteur de l'électricité

L'Ukraine est, de toutes les économies d'Europe de l'Est, celle qui a enregistré la croissance la plus rapide en 2004 mais son infrastructure vieillissante l'empêchera de maintenir ce rythme de croissance. Les difficultés rencontrées dans le secteur de l'électricité, par exemple, tiennent notamment à la détérioration des centrales électriques et des lignes de transport, au manque de fiabilité de l'alimentation, aux importantes pertes le long des lignes de transport, au non-paiement des factures et à l'insuffisance des investissements. La SFI s'emploie à contribuer au redressement de ce secteur.

En 2001, l'Ukraine a privatisé plusieurs compagnies de distribution d'électricité et les pouvoirs publics poursuivent la réforme et la privatisation du secteur. Durant l'exercice écoulé, la SFI a investi dans deux de ces sociétés de distribution, Kyivoblenergo et Rivneenergo. Celles-ci, dont le capital appartient en majorité à AES Corporation, alimentent 1,4 million de personnes dans les régions de Kiev et de Rivne, et couvrent à elles deux une superficie de près de 50 000 km². Le prêt de 45 millions de dollars de la SFI à Kyivoblenergo et à Rivneenergo permettra à celles-ci de réduire les déperditions d'électricité, de rénover les matériels et d'accroître la capacité de leur réseau dans les régions en rapide expansion. Les deux compagnies amélioreront également la gestion de leurs opérations en investissant dans des systèmes de communication et des technologies de l'information modernes. L'investissement permettra d'assurer une alimentation en électricité plus fiable et un meilleur service à trois millions de personnes, et il devrait contribuer à alimenter la poursuite de la croissance en Ukraine.



JOUNI EERIKAINEN

Amérique latine et Caraïbes

Financement des projets et portefeuille

(millions de dollars)

	Ex. 03	Ex. 04	Ex. 05
Financements engagés pour le compte de la SFI	1 258	1 218	1 398
Prêts	1 147	1 119	1 221
Participations	63	60	75
Garanties et gestion des risques	47	39	103
Syndications de prêts signées	918	374	385
TOTAL, ENGAGEMENTS SIGNÉS	2 176	1 593	1 783
Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI	6 145	6 076	6 125
Prêts	4 963	5 033	5 113
Participations	1 099	928	799
Garanties et gestion des risques	82	115	213
Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers (participations à des prêts)	3 447	2 504	2 179
TOTAL, PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS	9 592	8 580	8 305

Les prêts comprennent les instruments de quasi-participation de type prêt. Les participations comprennent les instruments de quasi-participation de type participation.

Pays bénéficiaires des plus gros engagements de la SFI

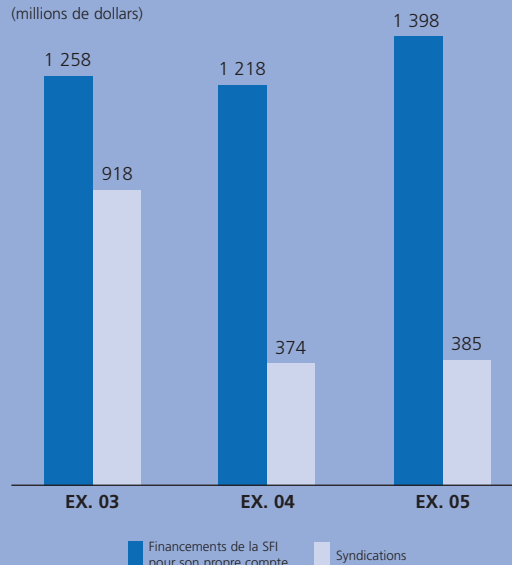
Portefeuille d'engagements de la SFI pour son propre compte au 30 juin 2005* (millions de dollars)

Brésil	1 398
Mexique	1 104
Argentine	731
Colombie	387
Pérou	320

*Non compris les parts des projets régionaux et mondiaux concernant ces différents pays.

Engagements

(millions de dollars)



Engagements au titre de projets et pays

	EX. 03	EX. 04	EX. 05
Nombre de projets	53	45	54
Nombre de pays	16	16	17

Certains chiffres se rapportant à des exercices antérieurs ont été révisés. Tous les montants en dollars ont été arrondis.

ANTIGUA-ET-BARBUDA, ARGENTINE, BAHAMAS, BARBADE, BELIZE, BOLIVIE, BRÉSIL, CHILI, COLOMBIE, COSTA RICA, DOMINIQUE, EL SALVADOR, ÉQUATEUR, GRENAD, GUATEMALA, GUYANA, HAÏTI, HONDURAS, JAMAÏQUE, MEXIQUE, NICARAGUA, PANAMA, PARAGUAY, PÉROU, REPÚBLICA BOLIVARIANA DE VENEZUELA, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, SAINTE-LUCIE, SAINT-KITTS-ET-NEVIS, TRINITÉ-ET-TOBAGO, URUGUAY

La région connaît une reprise économique malgré de graves problèmes

Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes connaissent une véritable reprise après des années de crise. En 2004, la croissance a progressé au rythme de 6 % — soit un taux nettement plus élevé que celui de 1,9 % enregistré l'année précédente — et elle est restée soutenue jusqu'en 2005 grâce à l'essor des exportations de produits de base vers la Chine, à la croissance de l'économie américaine et à une gestion solide des finances publiques et de la dette qui a permis de réduire les risques-pays. Toutefois, la région reste en butte à de graves problèmes. Elle est moins attrayante que les autres marchés émergents si l'on considère le climat de l'investissement, les secteurs financiers nationaux, l'infrastructure et la tension sociale. Ces facteurs ont entravé le développement d'un secteur privé plurisectoriel, et les couches défavorisées de la population attendent encore de jouir des avantages de la croissance. La SFI qui, ces dernières années, avait fait face à la crise dans la région en procédant à des interventions anticycliques — en appuyant des projets générateurs de recettes d'exportation en Argentine, par exemple, et en contribuant à relancer le financement du commerce extérieur au Brésil — recentre ses activités sur la fourniture de financements à long terme et donne la préférence aux projets qui ont un plus large impact sur l'inclusion sociale et économique. Pendant toute cette période, la Société a privilégié la compétitivité et la fourniture d'un appui aux branches d'activité à forte croissance, et a aidé les entreprises de la région à devenir des acteurs planétaires.

Au cours de l'exercice 05, la SFI a engagé 1,4 milliard de dollars dans la région, dont 385 millions au titre de syndications, en privilégiant les secteurs ayant un grand impact sur la réduction de la pauvreté et la compétitivité économique. Elle a continué de trouver des moyens créatifs d'optimiser son impact, en établissant des partenariats avec des clients, des organisations non gouvernementales, des bailleurs de fonds, les autorités de pays d'accueil et les populations locales, et aussi en collaborant plus étroitement avec les autres institutions du Groupe de la Banque mondiale. La Société a pu atteindre des branches d'activité laissées pour compte, à savoir les logements sociaux et les micro, petites et moyennes entreprises, ainsi que des segments de population mal servis comme les populations autochtones. Elle a aussi aidé les entreprises à répondre aux nombreux défis posés par la mondialisation, c'est-à-dire la nécessité d'élargir les circuits des marchés financiers locaux,

d'améliorer le gouvernement d'entreprise, de devenir plus compétitif sur les marchés mondiaux, de prendre en compte les questions environnementales (voir encadré).

L'assistance technique est un élément fondamental du travail de la SFI dans la région. Elle a recours au Mécanisme d'appui au PME de la Région LAC, à ses missions de services-conseil en privatisation, et à ses équipes spécialisées dans le développement des entreprises de taille limitée. Ces activités, dont de nombreuses sont financées par les bailleurs de fonds, permettent de simplifier la réglementation des entreprises (voir encadré), d'améliorer l'accès aux marchés, d'accroître le civisme des entreprises, et de renforcer la compétitivité des petites entreprises. Au Brésil, en Colombie et au Pérou, la SFI collabore avec la Banque mondiale pour donner suite à certaines conclusions du rapport *Doing Business*, qui indique précisément comment améliorer le cadre des affaires. La SFI appuie aussi par une assistance technique ses investissements dans des secteurs stratégiques, à savoir les hydrocarbures, les industries extractives et l'agroindustrie, autant de domaines dans lesquels elle peut faire profiter ses clients de son expertise unique. La Société fournit actuellement des services de conseil dans le cadre de plusieurs opérations de privatisation, notamment au Brésil et au Panama.

Les carences des infrastructures continuent d'entraver la croissance dans toute la région. L'insuffisance des investissements dans ce secteur fait obstacle à l'activité économique et, dans nombre de pays, les pauvres n'ont pas accès aux services d'utilité collective de base. Cette année, la SFI a financé trois opérations dans le secteur de l'énergie pour un montant total de 96 millions de dollars en mettant l'accent sur les sources d'énergie respectueuses de l'environnement et sur la réduction des émissions nuisibles. Consciente des goulets d'étranglement et des coûts élevés auxquels doivent faire face les exportateurs de la région, la SFI a investi aussi dans les transports et la logistique. Elle a mené des projets concernant des ports au Brésil et au Panama, des aéroports en République dominicaine, et une société de logistique au Pérou. Par suite de ses investissements dans deux compagnies aériennes régionales d'Amérique centrale, Copa et Taca, elle contribue à l'intégration régionale et à la compétitivité économique. Elle a aussi prêté 15 millions de dollars au titre d'un projet de télécommunications au Paraguay.



REPRODUCTION AUTORISÉE - NEWMONT

La SFI aide également ses clients à comprendre les relations de cause à effet entre viabilité et croissance. De nombreuses entreprises tirent des avantages commerciaux des mesures qu'elles prennent pour rendre leurs pratiques écologiquement rationnelles, améliorer leur gouvernement d'entreprise et porter attention au développement social et économique des communautés dans lesquelles elles sont implantées. Dans les secteurs clés, la SFI appuie ses investissements financiers par une aide pour mobiliser les populations locales et renforcer leurs capacités afin que les recettes budgétaires soient employées efficacement, comme en témoigne le projet Yanacocha au Pérou (voir encadré). Dans le cadre de ce projet, notamment, la SFI répond aux problèmes et défis particuliers que posent les projets dans les industries extractives au regard de sa

détermination à promouvoir un développement durable à tous les niveaux. Cette année, la Société a aussi financé deux projets d'hydrocarbures en Bolivie et au Venezuela.

La SFI introduit des produits financiers novateurs dans les marchés financiers locaux et ce faisant ouvre à ses clients de nouvelles sources de financement à long terme tout en les aidant à éviter le risque de change. Ce type d'opération lui permet d'avoir un impact dans les secteurs sociaux : durant l'exercice, elle a accordé une garantie partielle au titre d'une émission d'obligations à sept ans libellées en dollars des États-Unis et en soles péruviens en faveur de Universidad San Martín de Porres, qui est un grand établissement d'enseignement supérieur péruvien. En outre, la SFI utilise les marchés de swaps locaux pour monter des opérations de prêt direct et de couverture en monnaie nationale. Elle collabore



REPRODUCTION AUTORISÉE - EMBRAER

Des sociétés latino-américaines se positionnent sur les marchés mondiaux

La SFI travaille avec les entreprises de premier plan des grands pays de la région lorsqu'elle peut les aider à devenir plus compétitives sur les marchés mondiaux. Elle les aide à obtenir des financements à long terme, leur fournit des services de conseil en matière de gouvernement d'entreprise et de comportement sur le plan environnemental, et encourage les entreprises à investir dans d'autres économies émergentes. Par le biais de toutes ces activités, la SFI cherche à avoir un impact plus important sur le développement.

Empresa Brasileira de Aeronáutica (Embraer), entreprise brésilienne cotée à la bourse de New York, compte parmi les plus grands avionneurs du monde et est la deuxième société exportatrice du Brésil. Toutefois, en raison du risque-pays que le Brésil est jugé poser, Embraer — comme les autres emprunteurs brésiliens de premier rang — a un accès limité sur le marché international à des financements sur cinq ans et plus. Cette situation freine la croissance d'un secteur dont le cycle de vie des produits peut atteindre dix ans. Le montage financier de la SFI, qui se chiffre à 180 millions de dollars, dont 145 millions sous forme de prêts à long terme des banques participantes, finance la dernière phase du programme de lancement de la nouvelle série 170/190 d'avions de transport de passagers d'Embraer. Ce financement permettra à l'entreprise de consolider sa position sur la scène internationale et de diversifier sa base de financement.

La SFI aide aussi Embraer à réduire ses émissions de composés volatils et à intégrer les normes internationales d'établissement de rapports dans son système interne de contrôle financier. Outre l'échéance de référence du financement, les études et analyses approfondies réalisées par la SFI et les relations durables qu'elle entretient avec Embraer aident cette dernière à se positionner sur les marchés mondiaux des titres d'emprunt.

Cette année, la SFI a également consenti un prêt de 50 millions de dollars à Carvajal, l'une des plus grandes multinationales colombiennes appartenant à des intérêts privés. Carvajal, qui est une entreprise citoyenne, poursuit dans 17 pays d'Amérique latine des activités dans différents domaines tels que la papeterie, les fournitures scolaires et de bureau, les emballages en matière plastique et l'édition. Le prêt de la SFI appuie la poursuite de l'expansion de Carvajal dans la région et aide l'entreprise à améliorer son efficacité et ses normes environnementales.



MATTHIAS HEDINGER

Un engagement durable en faveur de la microfinance

Le portefeuille d'investissements de la SFI dans la microfinance couvre, dans la Région Amérique latine et Caraïbes, des pays aussi divers que la Bolivie, El Salvador, Haïti, le Mexique, le Nicaragua et le Pérou. Il s'agit notamment d'investissements clés dans des fonds spécialisés gérés par des intérêts privés opérant au niveau régional. La SFI axe surtout son intervention sur des activités et des transactions qui établissent des liens réels entre les institutions de microfinance, les marchés des capitaux et les marchés financiers, et elle travaille avec les investisseurs et les fonds du secteur privé dont les activités concernent principalement la microfinance. La SFI répond aussi à la demande des institutions de microfinance qui souhaitent bénéficier de montages financiers novateurs, par exemple des émissions obligataires et des titrisations, qui leur permettent d'atteindre de nouveaux groupes d'investisseurs comme les fonds de pension locaux.

Durant l'exercice, la SFI a investi 430 millions de dollars dans trois opérations de microfinance au Brésil, au Chili et au Mexique. Par la mise en place de montages et d'instruments créatifs, de partenariats avec des institutions bilatérales et multilatérales, et avec des ONG, la SFI atteint des entrepreneurs appartenant à des groupes généralement exclus de l'économie formelle tels que les femmes, les populations autochtones et les ruraux.

L'investissement dans la société mexicaine *Financiera Compartamos* en est un important exemple. Avec l'aide de la SFI, *Compartamos* a clos une transaction sur obligations qui améliore considérablement son accès aux financements des investisseurs institutionnels. Quelque 300 000 petites entreprises mexicaines, en grande majorité dirigées par des femmes, dépendent des microcrédits de *Compartamos*, qui est enregistré au Mexique en tant que *sofo*, c'est-à-dire en tant qu'institution financière n'acceptant pas de dépôts. La capacité de la société à se procurer des ressources sur les marchés est déterminante pour son expansion. En juillet 2004, *Compartamos* a émis des obligations à cinq ans en pesos mexicains pour un montant équivalent à 15 millions de dollars. La SFI a accordé une garantie partielle au titre de cette émission qui a couvert 34 % du principal non remboursé. Grâce à cette garantie, l'émission — qui a été déclarée la Meilleure émission obligataire structurée de l'année par la revue *LatinFinance* — a été bien notée par Standard and Poor's et par Fitch.

Les Caraïbes : ce qui est bon à la fois pour l'environnement et pour l'entreprise

La SFI contribue à garantir que les projets qui ont d'importantes retombées positives sur l'environnement sont aussi commercialement viables dans les marchés émergents. Conformément à l'engagement de la SFI d'augmenter ses financements au titre des énergies renouvelables, l'institution a accordé 23 millions de dollars à *Consorcio Energetico Punta Cana-Macao SA*, qui est une petite compagnie privée de services d'utilité collective hors-réseau desservant les circonscriptions de Bavaro et de Punta Cana en République dominicaine. Le projet comprend la construction, l'exploitation et l'entretien d'une centrale éolienne de 8,25 mégawatts à Cabo Engano. En faisant appel à une ressource durable et propre pour produire de l'électricité au lieu d'utiliser des combustibles fossiles, la centrale évitera de produire 17 000 tonnes de carbone par an pendant les 20 ans que couvrira le projet. Ce projet devrait démontrer la viabilité de l'énergie éolienne dans de nombreux marchés émergents.

La SFI aide aussi *Trinidad Cement Limited*, la seule cimenterie intégrée des Caraïbes anglophones, à développer et moderniser sa filiale jamaïcaine. La SFI, qui a prêté 35 millions de dollars à la cimenterie, a également aidé celle-ci à lever des ressources locales, notamment dans le cadre d'une émission obligataire en dollars de Trinité-et-Tobago et d'une syndication. Ce financement permettra à l'entreprise d'obtenir de meilleurs résultats au plan environnemental puisque l'amélioration de ses processus de production devrait réduire ses émissions de carbone de plus de 100 000 tonnes par an. Ces réductions devraient, par ailleurs, lui permettre d'obtenir des crédits d'émission de carbone dans le cadre du mécanisme établi par la SFI et les Pays-Bas pour l'achat de crédits d'émission de carbone (*IFC-Netherlands Carbon Facility*).



REPRODUCTION AUTORISÉE : TCL



REPRODUCTION AUTORISÉE : NEWMONT (3)



étroitement avec les contreparties du marché en Amérique latine pour allonger les échéances et accroître la liquidité de ces produits de swaps.

Au cours de l'exercice 05, la SFI a engagé 622 millions de dollars au titre de 21 projets dans le secteur financier concernant notamment le financement des micro, petites et moyennes entreprises (voir encadré) ; le financement du logement (voir encadré, p. 13) ; les restructurations financières ; et les services bancaires régionaux. Dans le cadre de ses activités axées sur le développement des marchés financiers locaux et des possibilités de financement des entreprises locales, la SFI a accordé une garantie à Corporacion Drokasa S.A., au Pérou, au titre d'une émission obligataire ; la participation de la Société a permis à l'obligation d'obtenir une notation AAA. Dans le cadre d'une autre transaction novatrice, le montage financier effectué pour

une cimenterie a donné lieu à une émission obligataire qui a levé l'équivalent de 50 millions de dollars à Trinité-et-Tobago (voir encadré). Une ligne de crédit accordée à Banco Real, au Brésil, lui permet de cibler précisément certains de ses financements sur les sociétés qui améliorent leur viabilité environnementale (voir encadré).

La SFI a engagé 217 millions de dollars au titre de cinq projets à l'appui du financement du logement pour les familles à faible revenu, ainsi que l'élargissement des circuits des marchés financiers locaux. Elle a aussi recours à l'assistance technique pour améliorer l'accès au financement du logement : par le biais d'un programme financé par le Canada et l'Italie, la SFI s'efforce d'intégrer les marchés hypothécaires primaires en Amérique centrale et d'aider Fondo Mivivienda, au Pérou, à créer un marché intérieur de reprise d'hypothèques.

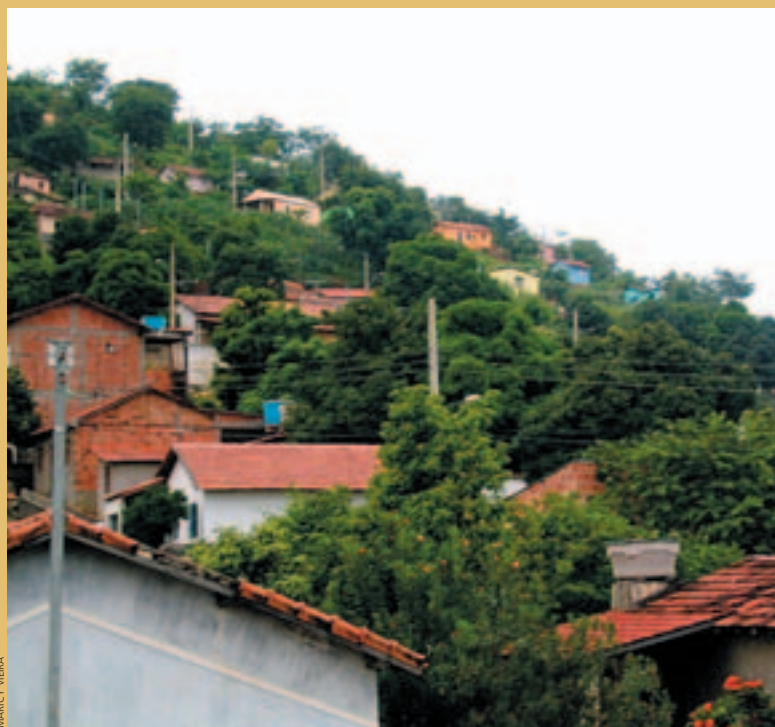
Pérou : une répartition plus large des avantages générés par les industries extractives

La SFI aide les entreprises du secteur minier à améliorer leurs résultats au plan social et environnemental pour répartir plus largement les avantages qu'elles procurent parmi les populations locales. Outre ses financements, la SFI assure des services de formation et d'assistance technique pour forger des liens plus étroits entre ces entreprises et non seulement les communautés au sein desquelles elles sont implantées mais aussi les entreprises de taille limitée qui peuvent leur fournir des biens et des services. Le but est de promouvoir un développement économique durable dans les régions voisines des projets miniers dans lesquels la Société investit. Au Pérou par exemple, la SFI et la Banque mondiale renforcent les capacités des municipalités locales pour leur donner les moyens de gérer les recettes générées par la mine de Yanacocha, et contribuent à la diffusion d'informations sur la mine pour accroître la transparence et la responsabilité de l'entreprise. Par l'entremise d'ONG et de prestataires de services locaux, la SFI a aidé les petites et moyennes entreprises à améliorer leurs compétences en gestion et leur accès au financement, dans certains cas, en élargissant le champ de leurs activités en tant que fournisseurs de la mine. La SFI a encouragé la mine de Yanacocha à créer une fondation pour entreprendre des programmes de développement de proximité de plus grande envergure dans les domaines des soins de santé, de l'éducation, de l'agriculture, de la foresterie et de la microfinance. Par ailleurs, Yanacocha appuie directement un vaste programme de développement rural à l'intention des populations qui vivent près de la mine.



Brésil : un partenariat de longue durée favorise la viabilité

La SFI a engagé 115 millions de dollars au titre d'une ligne de crédit en faveur de ABN AMRO Banco Real du Brésil qui doit rétrocéder ces ressources sous forme de prêts à long terme au titre d'activités durables. Ce financement est destiné aux entreprises exécutant des projets liés à l'environnement ainsi qu'aux petites et moyennes entreprises dont les activités visent le changement climatique, le déclin de la biodiversité, la dégradation des sols et les polluants organiques persistants. Client de longue date de la SFI, ABN AMRO est l'une des premières institutions à avoir adopté les Principes d'Équateur, normes facultatives basées sur les directives environnementales et sociales de la SFI. Et maintenant, Banco Real, sa filiale brésilienne, est la première institution financière au monde qui utilise les ressources qu'elle peut se procurer grâce à une importante ligne de crédit de la SFI pour favoriser concrètement une action durable au plan environnemental. Grâce à cet investissement, Banco Real peut cibler ses opérations sur les entreprises familiales de taille moyenne au Brésil. La ligne de crédit de la SFI devrait encourager ces entreprises à mener un large éventail de réformes pour promouvoir une action durable.



MARICY VIEIRA

Des efforts de simplification des formalités d'enregistrement des entreprises

Les administrations locales sont le premier point de contact pour beaucoup d'entreprises et la charge administrative qu'elles imposent est souvent très lourde. Par conséquent, le Mécanisme d'appui aux PME de la Région LAC s'efforce de simplifier les démarches réglementaires, notamment pour enregistrer les entreprises au niveau municipal. Parti d'un projet pilote à La Paz (capitale de la Bolivie), le programme de simplification du Mécanisme est devenu, deux ans après, un programme régional, ce qui lui permet de suivre une démarche unifiée et de faire profiter toute la région des compétences spécialisées nationales, tout en adaptant l'assistance offerte aux besoins précis du client. Le Mécanisme a permis de simplifier les formalités administratives en Bolivie, au Honduras et au Nicaragua, et oriente maintenant ses efforts vers le Brésil et le Pérou. En facilitant l'enregistrement des entreprises, ces réformes encouragent un plus grand nombre d'entreprises à faire les démarches nécessaires. Outre qu'elles augmentent les recettes municipales, les formalités simplifiées permettent de faire entrer davantage de micro, petites et moyennes entreprises dans l'économie formelle et, donc, de faciliter l'accès au financement des entreprises désireuses d'aller de l'avant.



REPRODUCTION AUTORISÉE : MERLON EGYPT

Moyen-Orient et Afrique du Nord

Financement des projets et portefeuille

(millions de dollars)

	Ex. 03	Ex. 04*	Ex. 05**
Financements engagés pour le compte de la SFI	287	236	315
Prêts	164	186	257
Participations	0	13	20
Garanties et gestion des risques	123	37	38
Syndications de prêts signées	0	0	0
TOTAL, ENGAGEMENTS SIGNÉS	287	236	315
Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI	1 337	1 144	1 210
Prêts	803	840	926
Participations	253	191	161
Garanties et gestion des risques	281	113	123
Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers (participations à des prêts)	837	739	664
TOTAL, PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS	2 174	1 882	1 874

Les prêts comprennent les instruments de quasi-participation de type prêt. Les participations comprennent les instruments de quasi-participation de type participation.

* Y compris la part régionale des projets officiellement classés « projets mondiaux » de LNM Holdings.

** Y compris les parts régionales des projets officiellement classés « projets mondiaux » de BAPTF et Melrose Facility.

Pays bénéficiaires des plus gros engagements de la SFI

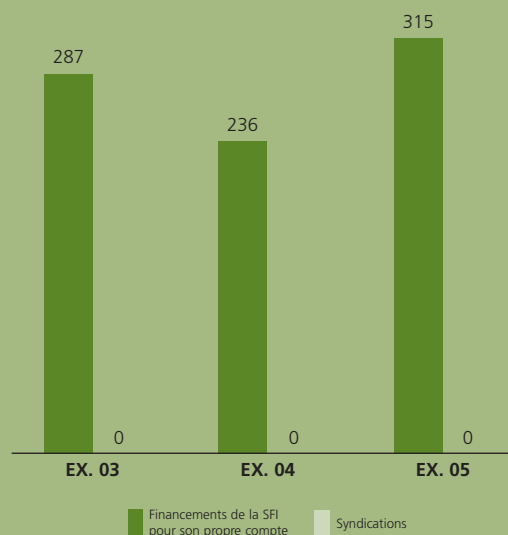
Portefeuille d'engagements de la SFI pour son propre compte au 30 juin 2005* (millions de dollars)

Pakistan	315
Égypte	297
Oman	105
Maroc	80
Algérie	72

*Non compris les parts des projets régionaux et mondiaux concernant ces différents pays.

Engagements

(millions de dollars)



Engagements au titre de projets et pays

	EX. 03	EX. 04	EX. 05
Nombre de projets	17	18*	21**
Nombre de pays	6	7	8

* Y compris LNM Holdings.

** Y compris Melrose Facility.

Le renforcement des capacités du secteur privé

Au cours de l'exercice 05, la SFI a considérablement changé sa manière d'opérer au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Depuis le lancement du Partenariat pour l'entreprise privée au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (PEP-MENA), elle est en mesure de fournir une vaste gamme de services d'assistance technique à travers toute la région, en sus de ses opérations de financement habituelles. Elle a également accru sa présence sur le terrain en ouvrant des bureaux en Jordanie, dans les Émirats arabes unis et dans la République du Yémen.

La stratégie de la SFI consiste à s'attaquer aux grands défis que doit relever la région, tels que la création d'emplois et l'augmentation de l'investissement, afin d'accélérer la croissance et de créer des économies plus ouvertes. La Société s'intéresse particulièrement aux secteurs à fort potentiel de développement, tels que le logement et les entreprises de taille limitée, et elle a ciblé environ 40 % de ses engagements pour l'exercice 05 sur ces secteurs. Pour atteindre ses objectifs et introduire les meilleures pratiques dans la région, elle a recours à l'assistance technique, séparément ou en conjonction avec des investissements à long terme.

Le programme d'investissements de la Société est largement réparti et couvre notamment le secteur financier, les industries manufacturières, les hydrocarbures, l'éducation, l'agroindustrie et l'infrastructure. Les activités qu'elle poursuit dans des pays présentant des risques élevés tels que l'Afghanistan et l'Iraq portent avant tout sur le secteur financier et d'autres domaines essentiels au développement du secteur privé. Le bureau de la SFI à Dubaï aide à mobiliser des financements privés dans les pays à excédent de capitaux du golfe Persique pour en faire bénéficier les pays de la région et du reste du monde en quête d'investissements étrangers directs.

Lancé officiellement en octobre 2004 et financé essentiellement par les bailleurs de fonds, le PEP-MENA cible ses activités sur le secteur financier, les petites et moyennes entreprises, la mise en place d'un cadre des affaires propice, les partenariats public-privé, et la privatisation ou la restructuration des entreprises d'État (voir encadré). En s'appuyant sur des initiatives antérieures visant à appuyer les entreprises de taille limitée de la

région, ce partenariat a mis en route des programmes dans de nombreux pays, aussi bien dans des économies pionnières que dans des économies plus développées, et il examine les possibilités d'étendre son action à d'autres pays de la région.

Au cours de l'exercice 05, la SFI a investi 315 millions de dollars pour son propre compte dans 21 projets couvrant toute une gamme de secteurs. Dans le secteur financier, la Société a appuyé le financement du logement, notamment en Arabie saoudite (voir encadré) et à Oman ; d'autres investissements ont porté sur les petites et moyennes entreprises, les assurances et les services bancaires. La SFI a investi 45 millions de dollars dans Alliance Housing Bank d'Oman, qui est la première institution de ce type dans les pays du Golfe ; cet investissement sera accompagné d'une assistance technique du PEP-MENA axé sur le renforcement des capacités. La Société a engagé des capitaux pour la première fois en Iraq, en lançant des projets pionniers dans le secteur financier ; elle est aussi la première entité supranationale à procéder à une émission obligataire au Maroc (voir encadré).

La SFI, qui a accru les efforts qu'elle déploie pour promouvoir le développement de l'entreprise, surtout dans le cadre de ses services-conseil, a intensifié ses activités dans les infrastructures durant l'exercice 05. Elle a accru son investissement dans le secteur portuaire au Pakistan et entrepris des missions de consultation portant sur la distribution d'électricité. D'autres projets de services-conseil ont été consacrés notamment, en Arabie saoudite, à la modernisation d'une aérogare (voir encadré) et, au Maroc, à la première opération d'irrigation réalisée dans le monde dans le cadre d'un partenariat public-privé. Aux fins de ce projet, un consortium privé mené par des intérêts marocains collaborera avec les pouvoirs publics pour approvisionner en eau les agrumiculteurs ; le projet permettra d'abaisser considérablement le tarif de l'eau par rapport au prix que payent actuellement les agrumiculteurs pour obtenir de l'eau de sources souterraines qui se tarissent rapidement.

L'engagement de la SFI dans le secteur bancaire iraquien montre de quelle manière l'assistance technique du PEP-MENA complète le programme d'investissements

Arabie saoudite : la rénovation d'une aérogare d'importance stratégique

La SFI fournit des services-conseil à l'autorité aéronautique saoudienne sur la participation du secteur privé au projet d'agrandissement et de réhabilitation de l'aérogare *Hajj*, à l'Aéroport international King Abdul Aziz à Djedda, qui accueille les pèlerins musulmans se rendant dans la ville sainte de la Mecque pour les pèlerinages du *Hajj* et de l'*Umrah*. Le pèlerinage du *Hajj* dure six semaines et pendant cette période de temps limitée, le trafic aérien est exceptionnellement lourd. Étant donné le nombre de pèlerins qui doivent passer par le terminal et les diverses règles qui doivent être respectées pour le *Hajj*, l'aérogare avait été conçue et construite en 1981 de manière à fonctionner comme un gros village au vu de la gamme des services offerts. Par suite des progrès accomplis dans les transports aériens, le nombre de pèlerins a considérablement augmenté et aurait atteint, selon les estimations, environ 2,5 millions en 2004. Les installations de l'aérogare ne satisfont plus aux besoins et leur capacité d'accueil limitée freine l'essor du pèlerinage même.

Pour améliorer la situation et permettre une expansion future, l'autorité aéronautique a demandé à la SFI de l'aider à obtenir la participation du secteur privé dans le cadre d'un plan « construction-propriété ». Ce projet est la première participation à grande échelle du secteur privé à la construction d'une aérogare au Moyen-Orient. Le Gouvernement saoudien compte faire de l'aérogare du *Hajj* un modèle de la participation du secteur privé pouvant être reproduit dans d'autres aérogares du pays.



TORREK FARHADI

de la SFI. Dans le cadre de cette opération, le PEP-MENA s'est associé à Arab Academy for Banking and Financial Services pour dispenser une formation approfondie aux banquiers irakiens. Ce programme de cinq mois visait les agents fonctionnels et portait essentiellement sur les services bancaires de détail, la gestion des risques, l'évaluation du crédit et d'autres thèmes clés. Il a été suivi d'un séminaire axé sur la stratégie, destiné aux personnels de direction des banques irakiennes. Au cours de l'exercice, la SFI a également engagé son premier investissement dans le secteur bancaire irakien qui consiste en la prise d'une participation, avec National Bank of Kuwait, au capital de Credit Bank of Iraq. Credit Bank était l'un des participants à la formation organisée par le PEP-MENA, et ce financement l'aidera à contribuer à l'effort de reconstruction de l'Iraq. La SFI a aussi

investi dans le premier sous-projet du Mécanisme de financement de la petite entreprise en Iraq, programme financé par les bailleurs de fonds qui permet à la Société de fournir des financements et une assistance technique aux banques locales irakiennes (voir encadré).

Les investissements de la SFI dans le secteur financier iranien durant l'exercice comprennent l'ouverture de lignes de crédit en faveur de deux banques privées iraniennes — Karafarin Bank et Saman Bank — pour permettre à celles-ci de rétrocéder les ressources qu'elles auront ainsi obtenues à des sociétés privées. Par le biais de ce projet et du programme d'assistance technique qui l'accompagne — le premier de cette catégorie mis en place en Iran depuis 25 ans — ces jeunes banques privées pourront avoir connaissance des pratiques

Maroc : une émission obligataire en monnaie nationale qui innove

La SFI s'est engagée, durant l'exercice, dans une voie totalement nouvelle pour la région en procédant à des transactions financières novatrices. Elle est devenue la première entité supranationale à lancer une émission obligataire sur le continent africain ou au Moyen-Orient. L'obligation, libellée en dirhams marocains et lancée sur le marché financier de ce pays permettra de développer ce marché et servira de référence aux futurs émetteurs d'obligations. Des obligations à sept ans ont été émises pour un montant total de un milliard de dirhams (soit l'équivalent d'environ 117 millions de dollars) à l'intention d'investisseurs institutionnels locaux, et l'obligation a été introduite à la cote de la bourse de Casablanca. Plus de 20 investisseurs, dont des compagnies d'assurance, des fonds communs de placement et des fonds de pension, ont acheté les obligations. Le succès de l'opération montre l'envergure des progrès accomplis par le Maroc dans le cadre des réformes structurelles de ses marchés des capitaux. Pendant deux ans, la SFI a travaillé en étroite collaboration avec les autorités marocaines pour mener à bien cette transaction. Les résultats obtenus montrent clairement que la Société peut établir des partenariats efficaces avec les autorités nationales pour appuyer le développement des marchés financiers.





PEP-MENA



REEM HAMDY

PEP-MENA : des impacts plus forts par le biais de l'assistance technique

Le Partenariat pour l'entreprise privée au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, nouveau service d'assistance technique de la SFI, appuie le développement du secteur privé dans tous les pays de la région. Son programme d'activités couvre des domaines aussi vastes que l'assistance au secteur financier, le développement des petites et moyennes entreprises, des services de conseil portant sur la privatisation et sur la mise en place d'un cadre des affaires propice, et la promotion des partenariats public-privé.

Le PEP-MENA augmente l'accès des sociétés de taille limitée au financement par le biais de son programme de services-conseil aux banques commerciales, et poursuit actuellement des missions de ce type en Algérie, en Arabie saoudite, en Égypte, au Maroc et en Tunisie. Le PEP-MENA aide la première société afghane de crédit-bail à normaliser ses procédures de garantie et ses contrôles internes et collabore avec la banque centrale du Yémen à l'examen de la législation nationale applicable au crédit-bail. Le Partenariat effectue une enquête sur les pratiques de gouvernement d'entreprise dans les banques libanaises et a commencé à leur fournir des services-conseil. Il collabore avec le FIAS à une étude dans le but de réduire les obstacles administratifs à la conduite des affaires en Égypte, dans le cadre d'une évaluation du climat de l'investissement effectuée par le Groupe de la Banque mondiale. Ce travail fournira des éléments d'information à d'autres projets d'assistance technique et servira de modèle aux activités qui seront poursuivies dans ce domaine dans d'autres pays.

En Arabie saoudite, en Cisjordanie et Gaza, en Jordanie, à Oman et au Yémen, le Partenariat commence également à mettre en place le programme « Business Edge » de la SFI, qui est un programme de formation à la gestion destiné aux petites et moyennes entreprises. À cette fin, la SFI fournit un appui aux organisations locales offrant des formations en gestion qui répondent aux besoins des entreprises de taille limitée.



KEITH MARTIN

Arabie saoudite : la SFI appuie le financement du logement selon les principes islamiques

La SFI a accordé à Saudi British Bank le premier financement jamais consenti au titre d'un mécanisme basé sur le *murabaha*, qui est un mécanisme financier islamique. Son investissement de 187,5 millions de riyals saoudiens (l'équivalent de 50 millions de dollars) appuiera l'expansion du portefeuille de financement du logement par le mécanisme islamique de la banque. Ce projet occupe une place centrale dans les efforts de la SFI visant à encourager le développement d'un marché viable du financement au logement en Arabie saoudite. La Société vise à jouer un rôle de catalyseur pour le marché hypothécaire primaire et est prête à fournir des services d'assistance technique et de conseil aux autorités locales selon que de besoin. La SFI s'efforcera d'utiliser cette formule novatrice dans toute la région pour élargir l'accès au financement du logement des personnes disposant d'un revenu faible ou moyen. Cette opération est également la première dans le cadre de laquelle la SFI utilise le capital libéré de la Banque mondiale en monnaie nationale pour financer un projet.

relatives aux services bancaires et à la gestion des risques qui font jouer les lois du marché. Le secteur bancaire, comme la majeure partie de l'économie iranienne, est fortement dominé par le secteur public. Les lignes de crédit de la SFI devraient donc avoir un effet d'émulation important en encourageant d'autres institutions financières internationales à investir dans les banques privées du pays.

Toujours en Iran, la SFI a investi dans Karafarin Leasing Company. Pour la Société, la priorité doit être donnée au crédit-bail dans nombre de pays de la région car il est bien adapté au financement d'entreprises de taille limitée et il est compatible avec les principes de financement islamiques ; par ailleurs, la SFI connaît très bien ce domaine et à une vaste expérience en la matière, acquise dans le monde entier. Au cours de l'exercice, ORIX Leasing Pakistan, société de crédit-bail pakistanaise, s'est associée à la SFI et à d'autres partenaires pour procéder à un investissement interrégional au Kazakhstan (voir encadré, p. 19). La SFI a également coparrainé une conférence sur le crédit-bail avec la banque centrale du Yémen.

Conformément à son objectif qui consiste à encourager les investissements privés dans les secteurs de l'éducation et de la santé, la SFI a investi dans Choueifat International School pour financer la construction d'une école à Adma (Liban). Cette nouvelle école sera le fleuron des établissements scolaires d'Intered, société éducative libanaise propriétaire des écoles Choueifat dans toute la région et dans les pays occidentaux.

Iraq : des prêts à l'intention des entreprises de taille limitée

Au cours de l'exercice, la SFI et ses partenaires ont engagé 12 millions de dollars en faveur de Iraq National Bank par le biais du Mécanisme de financement de la petite entreprise en Iraq, qui appuie le développement des micro et petites entreprises du pays par le biais d'intermédiaires financiers locaux.

Outre les 40 millions de dollars émanant de bailleurs de fonds tels que l'Espagne, les États-Unis, le Japon et le Royaume-Uni, le Mécanisme bénéficiera d'une contribution de la SFI à hauteur de 50 millions et rétrocèdera ces ressources à des entreprises de taille limitée. L'assistance technique permettra de renforcer les capacités des banques locales irakiennes pour leur permettre d'opérer sur une base moderne, transparente et financièrement saine, et de développer leurs activités de prêts aux entreprises de taille limitée. En fournissant à ces banques partenaires des capitaux à long terme en vue de leur rétrocession, le Mécanisme contribuera à remettre les entreprises sur pied et à créer des emplois dans le secteur privé.

Iraq National Bank a formé une coentreprise avec Export and Finance Bank ; cette dernière, qui est une banque jordanienne est responsable de la gestion des opérations. Le projet devrait avoir un impact considérable sur le développement et améliorer les conditions de vie des Irakiens en les aidant à se procurer de nouveaux biens d'équipement pour leurs entreprises.



CSRF



Rapport sur les opérations



REPRODUCTION AUTORISÉE - NEWMONT

Les activités d'investissement

Panorama des activités

Durant l'exercice 05, plus de 55 % des nouveaux investissements de la SFI ont été réalisés dans le secteur financier, les infrastructures, les technologies de l'information, la santé et l'éducation. La part des investissements de la SFI pour son propre compte dans les pays à faible revenu ou présentant des risques élevés a atteint près de 28 %.

Montants engagés au titre d'investissements

Durant l'exercice 05, la SFI a signé des engagements portant sur un montant global de 6,45 milliards de dollars, dont 5,37 milliards de dollars pour son propre compte et 1,08 milliard dans le cadre de syndicats ; les chiffres correspondants pour l'exercice 04 sont de 5,63 milliards de dollars dont 4,75 milliards de dollars pour son propre compte et 879 millions de dollars dans le cadre de syndicats. La Société offre à ses clients une large gamme de produits et de services tels que des prêts, des participations, des quasi-participations, des produits de financement structurés et des instruments de gestion des risques, qu'elle finance au moyen de ses propres ressources. Elle permet aussi à des institutions financières internationales de participer à ses opérations de prêt dans le cadre de syndicats. La SFI a signé des engagements pour son propre compte au titre d'accords de prêts (4,54 milliards de dollars, dont des quasi-participations de type prêt), de participations (612 millions de dollars, dont des quasi-participations de type participation), de garanties (216 millions de dollars) et d'instruments de gestion des risques (4 millions de dollars). Si l'on considère le coût total des projets de l'exercice 05, chaque dollar engagé par la Société pour son propre compte a eu pour contrepartie un financement additionnel de 3,38 dollars émanant d'autres sources.

La SFI a engagé des financements au titre de 236 projets répartis dans 67 pays, contre 217 projets dans 65 pays pour l'exercice 04. Son portefeuille d'investissements au 30 juin 2005 comprenait des investissements pour son propre compte (19,3 milliards de dollars) et des prêts syndiqués détenus pour des tiers (5,3 milliards de dollars). Durant l'exercice, 174 entreprises sont entrées dans son portefeuille tandis que 176 autres en sont sorties. Les projets d'investissement sont décrits plus en détail dans les sections consacrées aux différentes régions et apparaissent dans les tableaux descriptifs des projets qui figurent dans le deuxième volume.

Syndications et mobilisation de fonds

Les syndicats de la SFI jouent un rôle prépondérant dans la mobilisation des fonds du secteur privé dans les marchés émergents, où les échéances sont en général courtes et l'accès au marché réservé essentiellement aux entreprises de premier rang des pays à revenu intermédiaire. Par le biais de son programme de prêts B, la SFI peut aider ses clients à trouver des financements plus avantageux et, souvent, conclut des transactions qui font date. Le montant des nouveaux prêts B signés durant l'exercice 05 s'est chiffré à 1,08 milliard de dollars, contre 879 millions pour l'exercice 04. En outre, la SFI a mobilisé 65 millions de dollars pour le marché en cédant des créances générées par des prêts A par le biais du programme de prêts B. Au 30 juin 2005, le portefeuille de syndicats de la SFI représentait 5,3 milliards de dollars au titre de 204 projets.

Au Brésil, Embraer a mobilisé 145 millions de dollars dans le cadre de financements assortis d'échéances allant jusqu'à dix ans, soit la durée la plus longue observée depuis plusieurs années pour un prêt à une entreprise privée installée dans le pays. En Bolivie, la société Transierra a pu lever 100 millions de dollars sur le marché alors que le pays traverse une période d'instabilité politique ; à cette occasion, la SFI a, pour la première fois, conjugué un instrument de prêts B à une assurance couvrant les risques d'expropriation contractée auprès d'un fournisseur privé. La SFI a monté en faveur

Pays bénéficiaires des plus gros engagements de la SFI

Portefeuille de la SFI pour son propre compte
au 30 juin 2005*
(millions de dollars)

Fédération de Russie	1 432
Brésil	1 398
Inde	1 268
Mexique	1 104
Chine	999
Turquie	981
Argentine	731
Indonésie	494
Philippines	480
Nigéria	419

* Non compris la part de projets régionaux et mondiaux revenant aux pays.

Opérations de la SFI

(millions de dollars)

	Ex. 01	Ex. 02	Ex. 03	Ex. 04	Ex. 05
OPÉRATIONS					
Montants engagés au titre d'investissements					
Nombre de projets ¹	201	203	204	217	236
Nombre de pays	73	76	64	64	67
Montant total des engagements signés ²	3 934	3 494	5 037	5 632	6 449
Pour le compte de la SFI ²	2 734	2 957	3 856	4 753	5 373
Pour le compte de tiers	1 201	518	1 181	879	1 076
Montants décaissés au titre d'investissements					
Montant total des décaissements	2 370	2 072	4 468	4 115	4 011
Pour le compte de la SFI	1 535	1 498	2 959	3 152	3 456
Pour le compte de tiers	835	574	1 509	964	555
Portefeuille d'engagements³					
Nombre d'entreprises	1 378	1 402	1 378	1 333	1 314
Montant total du portefeuille d'engagements ²	21 841	21 569	23 379	23 460	24 557
Pour le compte de la SFI ²	14 311	15 049	16 777	17 913	19 274
Pour le compte de tiers	7 530	6 519	6 602	5 546	5 283

1. Inclut les projets au titre desquels un premier engagement a été pris durant l'exercice. Un projet donnant lieu au financement de plus d'une entreprise est considéré donner lieu à un seul engagement.

2. Y compris les garanties au titre de prêts et les instruments de gestion des risques.

3. Le montant total du portefeuille d'engagements et le montant pour le compte de tiers incluent les prêts titrisés. Certaines données se rapportant aux exercices précédents ont été révisées. Tous les chiffres en dollars ont été arrondis.

Bilan résumé

(millions de dollars)

	Ex. 01	Ex. 02	Ex. 03	Ex. 04	Ex. 05
ACTIF					
Portefeuille de liquidités, hors produits dérivés	14 581	16 924	17 004	18 397	22 781
Investissements nets (prêts et participations)	8 696	7 963	9 377	10 279	11 489
Produits dérivés	1 143	1 077	1 734	1 092	1 516
Montants à recevoir et autres actifs	1 750	1 775	3 428	2 593	3 774
Total Actif	26 170	27 739	31 543	32 361	39 560
PASSIF					
Encours des emprunts	15 457	16 581	17 315	16 254	15 359
Produits dérivés	1 768	1 576	1 264	1 549	2 332
Montants à payer et autres exigibilités	2 850	3 278	6 175	6 776	12 071
Total passif	20 075	21 435	24 754	24 579	29 762
CAPITAUX PROPRES					
Capital social	2 360	2 360	2 360	2 361	2 364
Bénéfices non distribués	3 723	3 938	4 425	5 418	7 433
Divers	12	6	4	3	1
Total capitaux propres	6 095	6 304	6 789	7 782	9 798

Compte de résultat résumé

(millions de dollars)

	Ex. 01	Ex. 02	Ex. 03	Ex. 04	Ex. 05
Intérêts et commissions financières au titre des prêts	732*	547*	477	518	660
Produits des dépôts à terme et titres	773*	493*	318	278	533
Frais liés aux emprunts	-961	-438	-226	-141	-309
Produits financiers nets	544	602	569	655	884
Plus-values et moins-values nettes des transactions	87	31	157	-104	-175
Produits nets des participations	26	160	145	658	1 365
Réduction de la/Provision pour pertes au titre des prêts et des garanties	-206	-389	-48	103	261
Charges financières nettes autres que les intérêts	-210	-243	-295	-330	-344
Produits avant dépenses au titre des projets TAAS	241	161	528	982	1 991
Dépenses au titre des projets TAAS	—	—	—	—	-38
Résultat d'exploitation	241	161	528	982	1 953
Plus-values et moins-values sur produits financiers	11	54	-41	11	62
Effet cumulatif des modifications comptables	93	—	—	—	—
Revenu net	345	215	487	993	2 015

*Chiffres reclassés pour assurer la conformité des données à la présentation adoptée pour l'exercice 05.



REPRODUCTION AUTORISÉE : ASIA COMMERCIAL BANK

Financements en monnaie nationale

La SFI procède à des financements en monnaie nationale pour aider ses clients à réduire leur risque de change et à développer les marchés financiers de leurs pays. Elle leur permet de se financer en contractant un endettement en monnaie nationale sous diverses formes par le biais des mécanismes du marché : emprunts en monnaie nationale, opérations de swaps qui permettent aux clients de gérer leurs risques de change en libellant leurs engagements en monnaie nationale, et opérations de renforcement du crédit permettant aux clients d'emprunter en monnaie nationale auprès d'autres sources.

À ce jour, la SFI a décaissé un montant équivalent à plus d'1 milliard de dollars au titre de transactions réalisées en monnaie nationale dans le cadre de 39 prêts et opérations de couverture dans dix monnaies différentes. Au cours de l'exercice 05, la SFI a pris pour la première fois des engagements au titre de prêts en rupiah indonésienne, en peso philippin et en livre turque. Ce type de financement faisant nécessairement appel à un marché de produits dérivés à long terme, la SFI travaille en étroite collaboration avec les contreparties du marché et les organismes de réglementation nationaux pour accroître la disponibilité et la liquidité de ces marchés.

La SFI montre la voie en matière de développement des marchés financiers nationaux. En participant à des opérations de montage de transactions et de renforcement du crédit, la SFI a contribué à introduire de nouvelles classes d'actifs. Ces opérations non seulement ont permis aux clients de la SFI d'obtenir des financements avantageux, à long terme et en monnaie nationale, mais ont aussi eu un effet catalyseur sur l'expansion de nombreux marchés intérieurs. La SFI a conclu 28 transactions de financement structurées faisant intervenir des marchés intérieurs, qui ont généré des engagements d'un montant équivalent à 406 millions de dollars et ont aidé à mobiliser l'équivalent de plus de 2 milliards de dollars.

RICHARD LORD



de Trakya Glass Bulgaria un prêt syndiqué d'un montant de 65 millions de dollars sur six ans dans le cadre du plus gros investissement étranger direct effectué en Bulgarie depuis 1989. En Russie, la SFI a conclu sa première opération de syndication visant une acquisition, qui a permis à Orient-Express Hotels Ltd d'acheter une propriété à Saint-Petersbourg.

Instruments de gestion des risques des clients

La SFI offre des instruments de couverture des risques de taux d'intérêt et de change et des risques liés aux prix des produits de base à ses clients des marchés émergents, qui n'ont généralement pas accès à de tels instruments en raison du risque de crédit ou du risque-pays qu'ils présentent. Dans le cadre de son programme de gestion des risques des clients, la SFI allie son expérience de la gestion des risques à son rôle traditionnel d'intermédiation de crédit. Parce qu'elle peut accepter les risques de crédit à long terme associés à ses clients, la SFI peut jouer le rôle d'intermédiaire entre ces derniers et les marchés des produits dérivés. Les clients, qui peuvent se couvrir au moyen d'instruments de gestion des risques, protègent leurs positions financières. Ces transactions accroissent également la qualité du portefeuille d'investissements de la SFI.


Au cours des 14 années écoulées depuis la mise en place du programme, la SFI s'est engagée au titre de 82 projets de gestion des risques dans 32 pays. Ces transactions ont permis de couvrir un montant notionnel de plus de 2,7 milliards de dollars (l'engagement potentiel ou risque futur de ces transactions ne représente qu'une fraction du montant notionnel). Durant l'exercice 05, la Société s'est engagée au titre de transactions de gestion des risques pour fournir une couverture des risques de taux d'intérêt à Laredo, producteur péruvien de sucre brut ; à Merlon, producteur égyptien d'hydrocarbures ; et à Magadi Soda au Kenya.

Les instruments de gestion des risques proposés par la SFI à ses clients ne peuvent être utilisés par ces derniers qu'à des fins de couverture et non à des fins de spéculation. La Société se couvre de ses propres risques de marché sur ces transactions et suit de très près l'évolution des montants ainsi engagés.

Produits de financement structurés

Durant l'exercice 05, la SFI a continué de monter et d'exécuter des opérations faisant intervenir des produits de financement structurés pour ses clients, notamment sous forme de garanties partielles de crédit et de titrisations. Elle utilise ces instruments dans le cadre de sa stratégie générale qui consiste à renforcer les marchés financiers intérieurs ; à offrir de nouveaux instruments de financement efficaces au plan des coûts, en privilégiant les financements à long terme en monnaie nationale ; et à augmenter les capacités d'investissement dans des classes d'actifs stratégiques, notamment les prêts aux petites entreprises, les prêts hypothécaires et les crédits commerciaux.

Durant l'exercice écoulé, la SFI a investi 218 millions de dollars et mobilisé un montant supplémentaire de 1,1 milliard de dollars dans le cadre de 13 opérations de financement structurées. Parmi les innovations favorablement accueillies dans le monde financier figurent la première opération de titrisation de prêts improductifs en Amérique latine ; la première opération de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels transfrontières de la Région Europe centrale et Europe de l'Est, en Lettonie ; la première émission d'obligations structurées par une institution de microfinance, qui a aussi bénéficié de la première opération directe de garantie partielle de crédit de la SFI, au Mexique (voir encadré, p. 53) ; le premier mécanisme structuré de partage des risques dans le secteur de l'éducation au Ghana (voir encadré, p. 17) ; et la première garantie partielle de crédit en monnaie nationale dans l'agro-industrie au Pérou.



Les activités d'assistance technique et de services-conseil

De nombreux projets d'assistance technique et de services-conseil de la SFI sont décrits dans les sections sur les régions.

La liste détaillée des projets figure dans le deuxième volume.

Panorama des activités

Outre les investissements, la SFI fournit des services d'assistance technique et de services-conseil (TAAS) qui ont pour effet de renforcer les entreprises, les établissements financiers et les entités gouvernementales intervenant dans le secteur privé.

Durant l'exercice 05, près d'un tiers des agents de la SFI, à Washington et dans les bureaux extérieurs, ont poursuivi leurs activités dans le cadre de ces services. La plupart des opérations sont menées par le biais de 24 services de promotion ou mécanismes d'appui gérés par la SFI mais financés par des partenariats qu'elle a constitués avec les gouvernements bailleurs de fonds et d'autres institutions multilatérales. Ces services et mécanismes sont spécialisés par région ou par élément stratégique du développement ; ils jouent un rôle essentiel dans l'exécution des priorités de la SFI qui sont, notamment, un cadre des affaires propice, les entreprises de taille limitée, le gouvernement d'entreprise et un développement durable au plan social et environnemental. Au cours de l'exercice 05, les opérations financées par les bailleurs de fonds ont généré des dépenses à hauteur d'environ 108 millions de dollars. La SFI a apporté plus de 57 millions au titre de financements. Le montant cumulé des contributions à toutes les opérations bénéficiant de financements des bailleurs de fonds et gérées par la SFI s'élevait à 1,11 milliard de dollars à la fin de l'exercice 05. (La liste des services de promotion et mécanismes régionaux se trouve à la page suivante).

La Société améliore et renforce les systèmes qui appuient les projets d'assistance technique et de services-conseil de sorte qu'il est plus facile de partager les connaissances, de mesurer les performances et d'évaluer les résultats.

Les fonds fiduciaires et les financements de la SFI

Outre les mécanismes financés par les bailleurs de fonds, la SFI a établi des fonds fiduciaires avec certains organismes et pays donateurs particuliers. Il peut être fait appel à ces fonds pour financer les services de consultants dotés de compétences financières, juridiques, techniques ou environnementales spécifiques recrutés pour travailler sur des projets particuliers. Certains fonds ne peuvent être utilisés que pour financer les ressortissants du pays donateur qui sont recrutés pour les projets.

Durant l'exercice 05, le montant total des contributions de la communauté des bailleurs de fonds au titre de l'appui au programme des fonds fiduciaires d'assistance technique (TAFT) s'est élevé à 203 millions de dollars, dont 17,8 millions provenaient à ce jour des propres ressources de la Société. Les bailleurs de fonds ont approuvé plus de 1 480 projets d'assistance technique par le biais de ce programme depuis sa



création en 1988. Parmi les projets financés cette année, on peut citer une étude de faisabilité pour le programme Global Home Township en El Salvador, la mise en place de services bancaires aux consommateurs et aux petites entreprises en Mauritanie, et l'assistance fournie à deux nouvelles banques commerciales iraniennes pour renforcer leurs procédures opérationnelles, leur analyse du crédit et leur gestion des risques. Un projet en République démocratique du Congo a eu un impact positif sur le cadre général des affaires en améliorant l'accès des entreprises de petite taille aux financements ainsi qu'aux services d'information et de conseil. D'autres projets financés par le programme sont mentionnés dans les sections consacrées aux régions.

Cette année, la SFI a aussi créé le Mécanisme de financement des services d'assistance technique et de conseil (FMTAAS), qui affecte une partie des bénéfices non distribués de la Société aux financements accordés à l'appui d'opérations financées par les bailleurs de fonds et d'autres projets d'assistance technique et de conseil. Ce mécanisme a contribué à renforcer l'efficacité et la capacité d'adaptation aux stratégies des activités d'assistance technique de la SFI, en particulier dans le cadre des nouvelles initiatives. Il permet également à celle-ci de présenter de manière plus distincte et plus transparente les dépenses de la SFI au titre des investissements et ses dépenses au titre des opérations financées par les bailleurs de fonds mais n'élimine nullement la nécessité d'obtenir un financement des bailleurs de fonds au titre de ces activités. Grâce à la fraction des bénéfices de l'exercice 04 affectés à cette fin, un financement de 225 millions de dollars sur six ans a été approuvé au titre de 46 activités et projets ; les dépenses effectuées durant l'exercice 05 se sont élevées à 63 millions de dollars.

Services et mécanismes de la SFI opérant dans les régions en développement avec des financements des bailleurs de fonds

Outre les services et mécanismes de portée régionale indiqués ci-dessous, la SFI gère des services mondiaux axés sur certains aspects du développement tels que l'investissement étranger, la privatisation et un développement durable sur le plan social et environnemental. Une liste détaillée des opérations financées par les bailleurs de fonds figure dans le deuxième volume du rapport, avant le tableau des Projets d'assistance technique et de services-conseil.

Service de promotion et de développement des investissements en Chine

Province de Sichuan, Chine

Service d'assistance technique pour la Région Amérique latine et Caraïbes

Bolivie, Honduras, Nicaragua, Pérou

Service de promotion et de développement du secteur privé dans la vallée du Mékong

Cambodge, RDP Lao, Viet Nam

Service de promotion de l'entreprise dans le Pacifique

Îles du Pacifique

Partenariat pour l'entreprise privée

Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Fédération de Russie, Géorgie, Kazakhstan, Mongolie, Ouzbékistan, République kirghize, Tadjikistan, Ukraine

Partenariat pour l'entreprise privée en Afrique

Afrique subsaharienne

Partenariat pour l'entreprise privée au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Moyen-Orient et Afrique du Nord plus Afghanistan et Pakistan

Partenariat pour l'entreprise privée en Europe du Sud-est

Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Ex-République yougoslave de Macédoine, Moldova, Roumanie, Serbie-et-Monténégro

Programme d'appui aux PME en Indonésie orientale

Îles orientales d'Indonésie

Service de promotion de l'entreprise en Asie du Sud

Bangladesh, Bhoutan, nord-est de l'Inde, Népal



ELENA CHUZHAVKOVA

Aperçu des projets d'assistance technique et de services-conseil de la SFI

Aide aux entreprises : appui au renforcement des micro, petites et moyennes entreprises et à l'établissement de relations de fournisseur ou de distributeur entre ces entreprises et les grandes sociétés.

Cadre d'affaires propice : suppression des obstacles à l'investissement, amélioration des principes directeurs des pouvoirs publics dans le secteur des PME, renforcement des fournisseurs de services aux entreprises, étude de secteurs particuliers, fourniture de conseils en matière de gouvernement d'entreprise et exécution d'initiatives axées sur la problématique homme-femme.

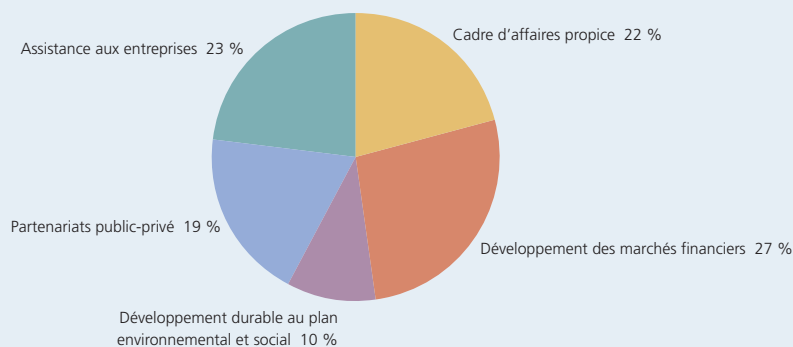
Développement durable au plan environnemental et social : avantages liés à la biodiversité, utilisation rationnelle de l'énergie, lutte contre le VIH/SIDA, énergies renouvelables, santé et sécurité de la population active, développement de proximité et populations autochtones.

Développement des marchés des capitaux : promotion du crédit-bail, de l'affacturage, du financement du logement, des assurances, des services bancaires, de la microfinance et des crédits commerciaux.

Partenariats public-privé : fourniture de services-conseil (essentiellement aux gouvernements) sur la privatisation et la restructuration des entreprises d'État, et sur la participation du secteur privé aux services d'infrastructure afin d'accroître l'accès aux services d'utilité collective (tels que les transports, les services sanitaires et l'alimentation en électricité).

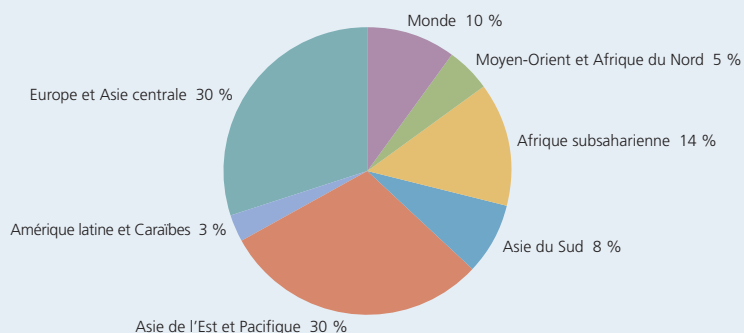
PRINCIPAUX DOMAINES D'INTERVENTION DES PROJETS TAAS

(Pourcentage des fonds approuvés pour des projets en cours, ex. 05)



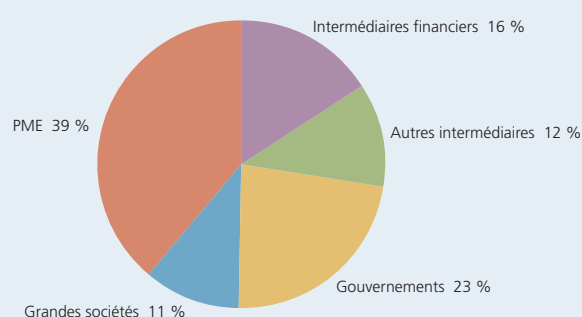
RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES OPÉRATIONS

(Pourcentage des fonds approuvés pour des projets en cours, ex. 05)



BÉNÉFICIAIRES

(Pourcentage de fonds approuvés pour des projets en cours, ex. 05)



Le montant total des financements approuvés au titre de projets TAAS en cours durant l'exercice 05 est de 276 millions.

Les données de ces graphiques ont été collectées à l'aide de nouvelles procédures adoptées par la SFI tout entière au cours de l'exercice 05 ; elles n'ont pas été auditées.

Le Groupe d'évaluation des opérations

Le Groupe d'évaluation des opérations (OEG) évalue de manière indépendante les programmes et les projets d'investissement de la SFI, ainsi que les stratégies, directives et procédures correspondantes. L'OEG rend compte aux administrateurs de la SFI, qui examinent ses évaluations. Le Groupe réalise un grand nombre de ces évaluations avec ses homologues de la Banque mondiale et de la MIGA.

Durant l'exercice 05, les administrateurs de la SFI ont examiné des évaluations des services de promotion et mécanismes d'appui de la SFI ainsi que du climat de l'investissement pour le développement du secteur privé. L'OEG a par ailleurs achevé l'évaluation des opérations de la SFI au Pakistan, en Roumanie, dans les économies en transition et dans le secteur du crédit-bail. Il travaille à l'uniformisation des normes d'évaluation et d'établissements des rapports de façon à ce que les parties prenantes puissent comparer les résultats de différentes banques de développement multilatérales sur la base de normes adaptées et transparentes. Un groupe de travail formé par ces institutions a établi des normes de bonnes pratiques et le système d'évaluation de la SFI est jugé être le plus conforme à ces normes.

Conclusion de l'examen annuel de l'OEG

Tous les ans, les agents de la SFI qui procèdent à des investissements évaluent un échantillon aléatoire représentatif d'investissements ayant atteint leur régime de croisière. L'OEG analyse les résultats des projets et présente ses conclusions dans le cadre de son examen annuel. Cette année, l'examen a visé à déterminer si la SFI s'acquitte ou non de sa mission, c'est-à-dire dans quelle mesure elle encourage les investissements privés durables dans les pays en développement et dans quelle mesure elle contribue à réduire la pauvreté et à améliorer les conditions de vie des populations (voir graphique ci-contre). Il a permis de dégager, notamment, les importantes conclusions présentées ci-après.

Les indicateurs des projets affichent une évolution positive à certains égards

Le pourcentage de projets affichant de bons résultats en ce qui concerne leur impact sur le développement, la rentabilité des investissements et la qualité des travaux de la SFI semble avoir augmenté depuis 2000. Toutefois, comme les résultats au plan environnemental, social, sanitaire et sécuritaire des projets réalisés dans le secteur réel qui ont été évalués ne se sont pas améliorés dans la même mesure que ceux constatés pour d'autres impacts sur le développement, la qualité des résultats de développement a diminué. L'OEG a recommandé à la SFI d'intégrer pleinement les questions de viabilité environnementale et sociale dans les activités de ses départements d'investissements, ce que la direction s'emploie à réaliser.

La SFI a investi davantage, et obtenu de meilleurs résultats, dans ses secteurs stratégiques

Depuis qu'elle a décidé d'en faire des secteurs prioritaires en 1998, la SFI oriente ses ressources vers les marchés des capitaux, l'infrastructure, les technologies de l'information et les secteurs sociaux, et elle a porté à 55 % la part du total de ses engagements qui leur a été consacrée au cours de l'exercice 05. Cette progression est essentiellement imputable aux secteurs de la finance et des assurances. Dans l'ensemble, les projets évalués dans les secteurs stratégiques ont connu des taux de réussite plus élevés que la moyenne pour ce qui est des résultats au plan du développement et au niveau des investissements.

Les engagements récents ont un meilleur profil de risques

Les nouveaux engagements de la SFI ont en général une intensité de risque inférieure à celle des investissements dans l'échantillon des projets approuvés durant la période 1996–1998 qui ont atteint leur rythme de croisière. Cette diminution du risque est due aux conditions en vigueur sur les marchés extérieurs qui ont conduit des entreprises plus prometteuses à s'adresser à la SFI, ainsi qu'aux initiatives prises par la direction en 1998 pour améliorer la qualité des travaux de l'institution.

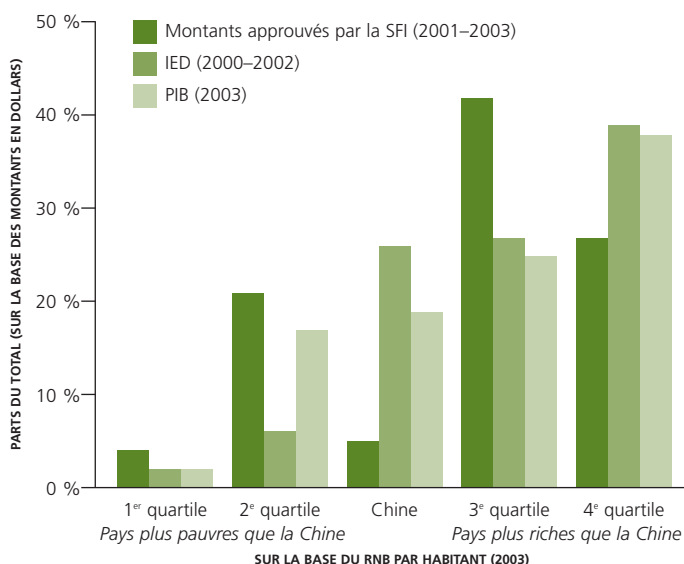
La SFI a poursuivi la stratégie qu'elle a élaborée pour les marchés pionniers

Consciente du besoin d'encourager les flux de capitaux à s'orienter vers des pays présentant des risques élevés ou des secteurs pionniers ou mal financés, la SFI a entrepris de mettre en place une stratégie pour les marchés pionniers en 1998. Depuis lors, elle réussit à attirer des ressources vers des pays où sa valeur ajoutée et son impact sur la pauvreté sont les plus significatifs. La part des investissements de la SFI concentrée dans les pays pauvres est plus élevée que la part du produit intérieur brut mondial et que la part de l'investissement étranger direct total qui leur reviennent (voir graphique ci-dessous).

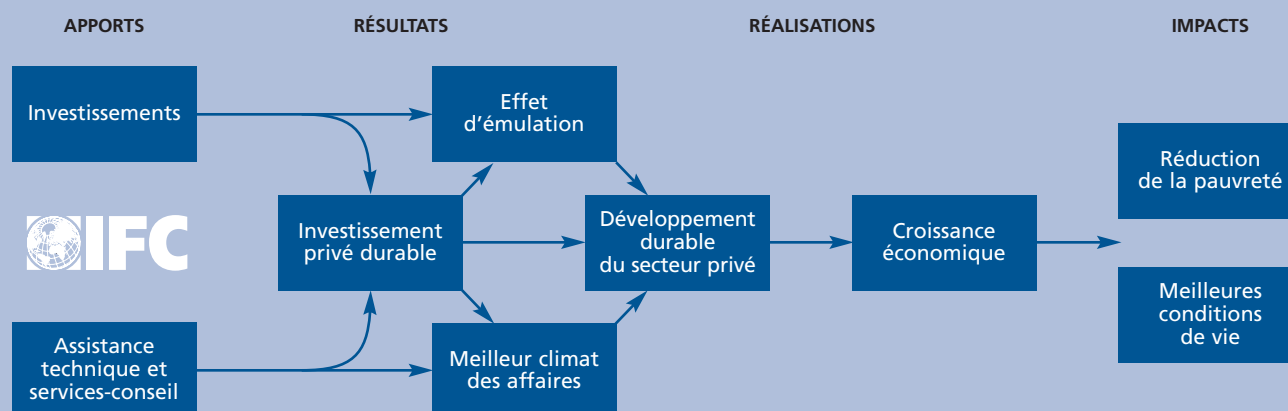
Généralement, les meilleurs résultats au plan du développement et au niveau des investissements sont obtenus par les pays qui ont amélioré leur climat des affaires et peuvent donc être reclassés dans la catégorie des pays présentant des risques moyens ou faibles. Un certain nombre de pays ayant ainsi changé de catégorie, le groupe des pays pionniers (qui présentent des risques élevés ou ont un revenu faible) compte maintenant nettement moins de pays qu'en 1998, a une capacité d'absorption moins importante, et reçoit une part plus réduite des flux de capitaux privés.

Pour de plus amples informations sur l'OEG, consulter le site www.ifc.org/oeg.

LA PART DES INVESTISSEMENTS DE LA SFI REVENANT AUX PAYS PAUVRES EST PLUS ÉLEVÉE QUE LA PART DU PIB ET DE L'IED



Circuits par lesquels les opérations de la SFI contribuent à réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie des populations



Projet dont les résultats au plan du développement sont très insuffisants

Le projet consistait à mettre en place, dans le cadre d'une opération pilote, une délégation de crédit en faveur de sociétés de transformation du bois et de fabricants de meubles d'un pays européen en transition sortant d'un conflit. Ces sociétés faisaient auparavant partie d'un conglomérat d'État ; lorsque celui-ci s'est effondré, elles se sont trouvées privées de tout appui dans les domaines du financement, de la production, de la commercialisation et des ventes.

Succès commercial du projet : *insatisfaisant*. La SFI a fourni une assistance technique aux entreprises pour les aider à renforcer leurs capacités de gestion en vue de leur prochaine privatisation. Cet appui s'est révélé insuffisant pour compenser le manque de compétences spécialisées et les problèmes rencontrés ont encore été aggravés par des conditions du marché défavorables. Toutes les entreprises financées par le biais de cette délégation de crédits se sont donc heurtées à de graves difficultés financières.

Viabilité économique : *insatisfaisante*. Le projet consistait à relancer le secteur national du bois qui avait de tous temps bénéficié de la disponibilité d'ouvriers qualifiés et d'un approvisionnement naturel en bois de haute qualité. Aucune des entreprises n'a pu durablement fournir des emplois, générer des recettes fiscales ou créer une valeur ajoutée. Leur contribution aux efforts de reconstruction à la suite des conflits a été plus limitée que prévue.

Impacts sur l'environnement : *insatisfaisants*. Les opérations des entreprises n'ont pas respecté les normes environnementales requises. Par exemple, un fabricant de meubles s'est avéré polluer l'air ambiant, le sol, les eaux de surface et les eaux souterraines.

Développement du secteur privé : *insatisfaisant*. Aucune entreprise n'a été privatisée en raison du manque d'intérêt des investisseurs intérieurs et étrangers. De surcroît, la délégation de crédits n'a pas atteint l'objectif recherché, qui était de renforcer les compétences spécialisées dont les banques participant à la délégation de crédits auraient besoin pour pouvoir financer à l'avenir l'entreprise privée dans le pays.

Projet dont les résultats au plan du développement sont très satisfaisants

Le projet consistait à installer un nouveau réseau cellulaire numérique dans un pays asiatique afin de fournir une zone de couverture de 55 % et élargir l'accès des populations rurales pauvres aux services de téléphonie. Il visait à fournir une infrastructure viable et abordable dans un pays qui avait l'un des taux de densité téléphonique le plus bas au monde, et où la durée d'attente était de plus de dix ans pour une ligne téléphonique fixe.

Succès commercial du projet : excellent. Le projet connaît un énorme succès commercial. L'implantation a été impressionnante et la société a réagi en apportant des ajustements techniques à son réseau de façon à en doubler la capacité. Quatre ans plus tard, la société a près d'un demi-million d'abonnés, deux fois plus que le nombre prévu.

Viabilité économique : excellente. Le projet a eu des retombées économiques exceptionnelles, notamment par le biais des taxes et redevances qu'il a générées pour l'État, des versements effectués à l'organisme de réglementation dans le cadre du mécanisme de partage des recettes fiscales, des droits de licence, et des redevances versées à une compagnie ferroviaire pour l'utilisation de sa dorsale en fibre optique. Son programme de téléphones de village, qui dessert plus de 50 millions de personnes à travers tout le pays, s'est imposé comme un modèle efficace pour augmenter les connexions en zone rurale.

Impact sur l'environnement : satisfaisant. L'entreprise est déterminée à afficher de bons résultats au plan environnemental, social, sanitaire et sécuritaire, et respecte les directives du Groupe de la Banque mondiale.

Développement du secteur privé : excellent. Grâce au projet, la concurrence a augmenté sur le marché de la téléphonie cellulaire ce qui s'est traduit par une baisse des prix, une plus grande couverture et un service de meilleure qualité pour les consommateurs. Il a également fourni des infrastructures essentielles au développement du secteur privé en général. Son programme de téléphones de village a contribué à créer des microentreprises dans les zones rurales en permettant à des villageoises d'acheter des publiphones sans fil et de gérer leur utilisation.

Le Bureau du conseiller/ombudsman pour l'application des directives

Le Bureau du conseiller/ombudsman pour l'application des directives (CAO), qui a été créé en 1999 et est placé sous l'autorité directe du président du Groupe de la Banque mondiale, offre à la SFI et à la MIGA un mécanisme indépendant pour mieux rendre compte de leurs actions. En sa qualité d'ombudsman, le CAO répond aux plaintes des personnes touchées par un projet ou qui le seront probablement ; en sa qualité de vérificateur, il détermine si les principes de sauvegarde environnementale et sociale sont bien appliqués par la SFI et la MIGA ; et en sa qualité de conseiller, il fournit de manière indépendante au président et aux directions de la SFI et de la MIGA des conseils portant sur des politiques et des problèmes systémiques, y compris ceux qui ressortent des enquêtes de l'ombudsman et de la vérification de l'application des directives.

Durant l'exercice 05, le Bureau du CAO a reçu dix nouvelles plaintes et a poursuivi ses travaux sur les affaires en cours. Des plaintes ont été reçues au titre de projets au Botswana, en

Géorgie, au Guatemala, en Inde et au Kazakhstan. Le CAO s'efforce de remédier aux problèmes indiqués par les plaignants et d'éviter que d'autres ne se posent à l'avenir par le biais de ses activités de médiation, de négociation ou des enquêtes qu'il mène auprès des entités parrainantes des projets, du personnel ou de la direction de la SFI ou de la MIGA, et des personnes touchées. Il a également procédé à une opération de vérification de l'application des directives durant l'exercice.

Le Bureau du CAO diffuse ses directives opérationnelles et autres documents publiés, y compris les rapports d'évaluation des plaintes reçues, sous forme imprimée et sur son site web, à l'adresse www.cao-ombudsman.org. La plupart des informations publiées sur le web sont en anglais, espagnol et français. Les directives sont disponibles dans ces langues ainsi qu'en arabe, chinois, portugais et russe. Les directives ainsi que le site web incluent un modèle de lettre adressée au bureau du CAO pour aider les personnes souhaitant déposer une plainte.

KENJI YUHAKU



Résultats financiers

Le résultat d'exploitation¹ de la SFI pour l'exercice 05 s'est élevé à 1,953 milliard de dollars, soit un montant supérieur aux chiffres de 982 millions et de 528 millions de dollars enregistrés respectivement pour l'exercice 04 et l'exercice 03. Compte tenu de la plus-value de 62 millions de dollars réalisée sur les produits dérivés et les opérations de couverture, le revenu net de la SFI s'établit à 2,015 milliards de dollars pour l'exercice 05, contre 993 millions pour l'exercice précédent. Le résultat d'exploitation de la Société pour l'exercice 05 est égal à la somme du revenu tiré des services aux clients, qui est de 1,759 milliard de dollars (contre 911 millions de dollars pour l'exercice 04) et du revenu tiré des services de trésorerie, qui s'est établi à 194 millions de dollars, net des frais administratifs (soit un montant supérieur à celui de l'exercice 04 qui était de 71 millions de dollars). Globalement, le rendement de l'actif net moyen de la Société est passé de 13,7 % pour l'exercice 04 à 22,6 % pour l'exercice 05.

Le bénéfice généré par les services aux clients a fortement augmenté grâce aux importantes plus-values réalisées dans le cadre de la cession de créances, aux robustes dividendes du portefeuille de participations, à l'augmentation des recettes engendrées par le portefeuille de prêts et à l'effet positif de la libération d'une partie des provisions pour pertes sur prêts durant l'exercice. Le portefeuille de prêts a produit des recettes d'exploitation de 323 millions de dollars pour l'exercice 05 (déduction faite du coût des prêts improductifs, des provisions pour pertes spécifiques, des frais administratifs internes, du coût des emprunts et du coût de la couverture des prêts) contre des recettes de 304 millions de dollars pour l'exercice 04.

Les portefeuilles de participations et de quasi-participations, c'est-à-dire les portefeuilles financés sur l'actif net de la SFI, ont affiché un revenu d'exploitation de 1,4 milliard de dollars pour l'exercice 05, soit un montant nettement supérieur à celui de 585 millions de dollars obtenu pour l'exercice 04. Les plus-values provenant de la cession de titres de participation ont atteint le niveau record de 723 millions de dollars pour l'exercice 05, contre 381 millions pour l'exercice 04.

Les portefeuilles d'actifs liquides ont enregistré des résultats supérieurs aux valeurs de référence pour l'exercice 05 et affichent un rendement positif pour cette période de 12 mois. Résultat de la hausse des rendements des titres du Trésor des États-Unis, le produit des actifs liquides est passé de 71 millions de dollars pour l'exercice 04 à 194 millions de dollars pour l'exercice 05. Ce résultat tient pour 175 millions de dollars à des moins-values réalisées ou non réalisées, contre 104 millions de dollars pour l'exercice 04.

Les nouveaux investissements engagés par la SFI pour son propre compte se sont chiffrés à 5,4 milliards de dollars (y compris un montant de 220 millions de dollars au titre des garanties signées), et les montants supplémentaires signés au titre de syndications à 1,1 milliard de dollars. Le montant total du portefeuille décaissé s'est établi à 12,3 milliards de dollars au 30 juin 2005, soit un niveau très voisin de celui de l'exercice

précédent. Les frais administratifs de la Société ont augmenté de 12 %, passant à 403 millions pour l'exercice 05. Le pourcentage du montant moyen décaissé au titre du portefeuille représenté par les frais administratifs pour l'exercice 05 (3,3 %) a augmenté par rapport aux 3,0 % enregistrés pour l'exercice précédent. Les frais administratifs sont majorés par le montant de certains produits et charges imputables aux programmes remboursables de la Société (33 millions de dollars pour l'exercice 05 contre 34 millions de dollars pour l'exercice 04). Les emprunts de la SFI ont continué de progresser parallèlement à ses activités de prêt. Les nouveaux emprunts sur les marchés internationaux se sont chiffrés, au total, à l'équivalent de 2,0 milliards de dollars pour l'exercice 05.

PRINCIPAUX RÉSULTATS FINANCIERS DE LA SFI

(millions de dollars)

	Ex. 05	Ex. 04
Services aux clients — résultat d'exploitation	1 759	911
Prêts — résultat d'exploitation	323	304
Participations/quasi-participations — résultat d'exploitation	1 425	585
Assistance technique	(8)	(7)
Contributions au titre des mécanismes	(38)	(29)
Commissions institutionnelles et autres	57	58
Services de trésorerie de la SFI — résultat d'exploitation	194	71
Services de trésorerie de la SFI — Actifs liquides	194	71
Résultat d'exploitation de la SFI	1 953	982

Résultats financiers des principaux produits de la SFI

La valeur du portefeuille de prêts décaissés et en cours (abstraction faite des quasi-participations de type prêt), c'est-à-dire des prêts directs, a augmenté de 3 % pour passer à 8,3 milliards de dollars pour l'exercice 05. Le portefeuille de prêts de la SFI a dégagé un revenu d'exploitation de 325 millions de dollars pour l'exercice 05, contre 304 millions de dollars durant l'exercice précédent. La diminution du ratio des intérêts non comptabilisés, l'augmentation des montants en arriéré recouverts au titre des intérêts, l'augmentation sensible du produit des commissions financières et la libération d'une partie des provisions pour pertes spécifiques, sont autant de facteurs qui ont contribué à améliorer les résultats du portefeuille de prêts directs. Le revenu d'exploitation dégagé par ce dernier représente un rendement de 22,7 % du capital utilisé pour l'exercice 05, inchangé par rapport à l'exercice précédent.

La valeur du portefeuille de participations et de quasi-participations (y compris les quasi-participations de type prêt), c'est-à-dire le portefeuille financé par l'actif net de la SFI, a atteint l'encours de 4,0 milliards de dollars pour l'exercice 05. Ce portefeuille a affiché un bénéfice d'exploitation record de 1,4 milliard de dollars pour l'exercice 05 (contre 585 millions de dollars l'exercice précédent) grâce essentiellement aux

1. On entend par résultat d'exploitation le montant obtenu une fois déduites les dépenses au titre de l'assistance technique et des services-conseil (TAAS), mais avant la prise en compte de toute plus-value ou moins-value découlant des produits dérivés et opérations de couverture (SFAS n° 133). Certains montants se rapportant aux exercices antérieurs ont été reclassés conformément à la présentation adoptée pour l'exercice actuel.

importantes plus-values réalisées sur les cessions de titres de participation, aux robustes dividendes et aux changements intervenus au niveau de la valeur comptable des prises de participation. Les plus-values réalisées sur les cessions des titres de participation se sont chiffrées au total à 723 millions de dollars pour l'exercice 05, contre 381 millions pour l'exercice 04. Les dividendes ont également fortement augmenté puisqu'ils sont passés de 207 millions de dollars pour l'exercice 04 à un montant total de 258 millions de dollars pour l'exercice 05, par suite, en partie, de la demande toujours soutenue observée sur les marchés mondiaux de l'énergie et des ressources. Les modifications de la valeur comptable des investissements ont contribué pour 269 millions de dollars au revenu du portefeuille de participations pour l'exercice 05, contre 74 millions pour l'exercice 04. En outre, pour l'exercice 05, des plus-values non réalisées d'un montant de 191 millions de dollars ont été enregistrées pour des investissements comptabilisés par la méthode de la mise en équivalence. Le revenu d'exploitation de ce portefeuille (net des droits de garde et des profits ou pertes associés aux produits dérivés) correspond à un rendement du capital utilisé de 44,5 % pour l'exercice 05, contre 17,6 % pour l'exercice 04.

Le montant des provisions pour pertes, qui avait été réduit une première fois de 103 millions de dollars durant l'exercice 04, a été de nouveau réduit, de 261 millions de dollars, durant l'exercice 05. La dotation à la provision pour pertes sur prêts a été ramenée à 9,9 % du montant des prêts décaissés et en cours à la fin de l'exercice, soit un niveau nettement inférieur à celui de 14,0 % enregistré pour l'exercice 04.

Capital et bénéfices non distribués

L'actif net de la SFI recouvre essentiellement les bénéfices non distribués et le capital libéré. Le capital libéré de la Société s'est chiffré à 2,4 milliards de dollars, soit le même montant que pour l'exercice 04 ; le revenu net étant de 2,0 milliards de dollars, les bénéfices non distribués ont été portés à 7,4 milliards de dollars. À la clôture de l'exercice 05, l'actif net de la Société était de 9,8 milliards de dollars.

Au 30 juin 2005, le ratio d'adéquation du capital de la SFI (c'est-à-dire le rapport entre, d'une part, le capital libéré, les bénéfices non

distribués et les provisions générales ajustées et, d'autre part, les actifs pondérés des risques, inscrits au bilan et hors bilan) était de 50 %. Ce chiffre est bien supérieur au niveau minimum de 30 % requis en application des normes de fonds propres approuvées par le Conseil d'administration en mai 1994. Le ratio d'endettement de la SFI (c'est-à-dire le rapport entre l'encours des emprunts et des garanties et la somme du capital souscrit et des bénéfices non distribués) était de 1,8 à un, soit bien en dessous du maximum autorisé par les Statuts de la Société (qui est de 4,0 à un).

Gestion des opérations de financement

Durant l'exercice 05, la SFI a levé l'équivalent de 2,0 milliards de dollars sur les marchés financiers internationaux. Elle a également racheté un montant de 133 millions de dollars sur l'encours de sa dette dans le cadre de sa stratégie de renforcement de la liquidité de ses émissions obligataires.

La SFI a émis des titres dans six monnaies au cours de l'exercice 05 : dollar des États-Unis, yen japonais, sol péruvien, ringgit malaisien, dirham marocain et rand sud-africain. Le plus gros emprunt de l'exercice a été effectué par le biais d'une émission obligataire planétaire d'un montant d'un milliard de dollars.

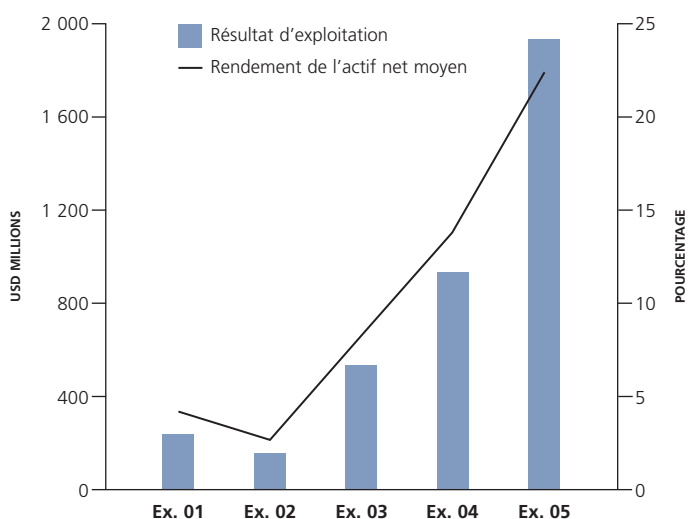
La SFI a levé 50 % du montant total des nouveaux emprunts qu'elle a contractés durant l'exercice 05 par le biais d'une émission planétaire en dollars des États-Unis, 22 % par le biais d'émissions structurées essentiellement au Japon, 2 % en soles péruviens, 6 % en dirhams marocains, 7 % en ringgits malaisiens et 13 % en rands sud-africains. Deux opérations ont fait particulièrement date : l'émission en dirhams marocains car c'est le premier emprunt dans cette monnaie effectué par une entité non-résidente, et l'émission en ringgits malaisiens, qui est le premier emprunt en monnaie nationale par une entité supranationale appliquant les principes financiers islamiques. Tous les emprunts ont été convertis en dollars des États-Unis à taux variable dans le cadre d'opérations de swaps. La plupart des prêts accordés par la SFI sont libellés en dollars des États-Unis et assortis d'un taux variable. Ces swaps de monnaies et de taux d'intérêt, qui ont permis de ramener le coût des emprunts à un taux inférieur au LIBOR, et les revenus dégagés par le programme de rachat de dettes ont contribué à maintenir le coût de financement de la SFI à un faible niveau durant l'exercice 05.

Gestion des liquidités

Le montant total des actifs liquides inscrits au bilan était de 13,3 milliards de dollars au 30 juin 2005 contre 13,0 milliards de dollars pour l'exercice précédent. La majorité des liquidités sont libellées en dollars des États-Unis, les faibles montants restants étant conservés en euros et en yens pour financer des décaissements opérationnels. Le montant total des actifs liquides détenus est déterminé par les contraintes associées à la notation de crédit AAA/Aaa de la SFI et, notamment, le rythme des nouveaux emprunts sur le marché et des décaissements en faveur des clients au titre de nouveaux prêts et participations.

Durant l'exercice 05, les portefeuilles d'actifs liquides de la SFI ont évolué dans un environnement difficile et les gérants internes et externes des portefeuilles ont eu beaucoup de difficulté à obtenir des résultats supérieurs à ceux de leurs valeurs de référence. Les faits les plus marquants du marché ont été le relèvement progressif des taux d'intérêts du Système fédéral de réserve des États-Unis, et la solidité inattendue des taux des échéances longues sur la courbe des

RÉSULTAT D'EXPLOITATION ET RENDEMENT DE L'ACTIF NET MOYEN



rendements. Bien que le taux des fonds fédéraux ait atteint 3,25 % à la fin de l'exercice, le rendement des bons du Trésor des États-Unis à dix ans est tombé de 4,5 % environ à moins de 4 % pendant l'exercice, ce qui a provoqué un aplatissement remarquable de la courbe des rendements. Il faut aussi noter l'envolée des prix du pétrole, la chute du dollar des États-Unis par rapport aux autres grandes monnaies (bien que le dollar ait regagné le terrain perdu à la fin de l'exercice 05), et la relative faiblesse du marché boursier américain. L'économie américaine est demeurée relativement vigoureuse : le chômage a reculé et les activités dans le secteur du logement n'ont montré aucun signe de ralentissement. L'inflation est restée modérée. En Europe, l'activité économique a stagné, le taux de chômage est resté élevé et les dépenses de consommation ont été faibles. Le Japon semble avoir amorcé une reprise modérée et certains signes laissent penser que la Banque du Japon pourrait commencer à durcir sa politique, du moins dans une certaine mesure.

Dans ce contexte, les portefeuilles d'actifs liquides ont dégagé un revenu d'exploitation de 194 millions de dollars, dont 124 millions de dollars au titre des marges bénéficiaires sur les titres adossés et 70 millions de dollars au titre de l'actif net de trésorerie, y compris les intérêts nets des moins-values réalisées et non réalisées. Les chiffres correspondants pour l'exercice 04 sont de 71 millions de dollars, dont 39 millions au titre des marges bénéficiaires sur les titres adossés et 32 millions de dollars au titre des intérêts et des revenus de l'actif net de trésorerie.

Les liquidités de la SFI sont investies conformément aux directives et normes établies dans le cadre de l'Autorisation de placement conférée à la Société par son Conseil d'administration. Cette autorisation précise les instruments et les catégories d'entités admissibles. La SFI est autorisée à placer ses liquidités sous forme d'obligations émises par des États, des administrations publiques, des sociétés ou des banques commerciales ayant une très bonne notation. Dans ce cadre, la direction de la SFI a formulé des directives prudentes pour la gestion des différents types de risques inévitablement associés à un important portefeuille d'obligations diversifiées, en mettant plus particulièrement l'accent sur le risque de marché (taux d'intérêt) et le risque de crédit. Aux fins de la gestion du portefeuille et de l'établissement des rapports, les liquidités de la SFI sont réparties dans cinq portefeuilles distincts et investies dans le monde entier dans des actifs de la plus haute qualité tels que des obligations souveraines et des obligations de sociétés ayant une notation AAA.

Le portefeuille P0 a été conçu de manière à fonctionner comme un compte de caisse pour traiter toutes les opérations courantes de la SFI allant des mouvements de trésorerie au titre des projets (prêts, participations, emprunts sur le marché) aux frais administratifs de la Société. Par ailleurs, le portefeuille gère environ 450 millions de dollars de liquidités pour le compte du portefeuille P2, dans le cadre de la nouvelle référence de ce portefeuille. L'augmentation de la taille du portefeuille P0, avec une durée légèrement plus longue, a permis de tirer profit d'actifs à court terme plus rémunérateurs, à savoir des prêts gagés sur des biens immobiliers ayant une échéance moyenne très courte. Au début de l'exercice 05, la référence du portefeuille

P0 a cessé d'être le taux effectif des fonds du marché interbancaire au jour le jour aux États-Unis et est désormais le LIBID au jour le jour (LIBOR – 12,5 points de base). Même si ce changement n'a pas eu d'effet notable sur les résultats du portefeuille, la nouvelle cible est mieux adaptée aux pratiques du secteur financier pour la comptabilisation des valeurs au jour le jour. Les résultats du portefeuille P0 ont dépassé de 18 points de base ceux du LIBID de référence, avec un taux de rendement de 2,37 % contre 2,09 % pour la référence.

Le portefeuille P1 recouvre les actifs adossés, à savoir le produit des emprunts à taux variable de la SFI, que celle-ci investit dans des placements de haute qualité jusqu'au décaissement des prêts approuvés. La SFI s'efforce ainsi d'obtenir un rendement total supérieur à celui de sa référence — dans ce cas, les dépôts en dollars à trois mois — sans dépasser les limites établies pour les risques de taux d'intérêt et de crédit. Elle a obtenu un rendement total de 2,24 %, soit 7 points de base de plus que le rendement de 2,17 % enregistré pour la référence.

Le portefeuille P2 correspond principalement au capital libéré et aux bénéfices non distribués de la Société. Il est géré activement sur la base du rendement total d'un portefeuille ayant pour valeur de référence l'indice Lehman Brothers U.S. Intermediate Treasury. Le rendement pour l'exercice 05 s'est établi à 3,73 % contre 3,80 % pour la référence.

Le portefeuille P3 comprend des actifs adossés qui figuraient initialement dans le portefeuille P1. Ce portefeuille est géré activement par six gérants externes par rapport à la référence du portefeuille P1. À la clôture de l'exercice 05, la valeur totale des actifs figurant dans le portefeuille P3 était de 1,128 milliard de dollars, soit environ 8 % du portefeuille total d'actifs liquides de la Société. Le portefeuille se compose d'un programme global à revenu fixe (GFI) d'une valeur de 317 millions de dollars, qui est confié à deux gérants, et d'un programme de titres représentatifs d'emprunts hypothécaires (MBS) d'une valeur de 380 millions de dollars, également confié à deux gérants. Le solde de 431 millions est géré par deux autres gérants dans le cadre d'un programme hybride GFI/MBS. Durant l'exercice 05, le portefeuille P3 a affiché un rendement absolu de 2,35 %, soit 0,10 % de plus que la référence.

Le portefeuille P4 représente la partie du portefeuille P2 qui a été confiée à trois gérants externes qui le gèrent activement sur la base de la valeur de référence de l'indice Lehman Brothers U.S. Intermediate Treasury, à l'instar du portefeuille P2. À la fin de l'exercice 05, la valeur des actifs du portefeuille P4 s'élevait au total à 415 millions de dollars, soit 3 % environ de la valeur totale des actifs liquides de la Société. Pour l'exercice 05, le taux de rendement du portefeuille P4 s'est établi à 4,51 % soit 0,65 % de plus que la référence.

Gestion des risques et politique financière

Conformément aux meilleures pratiques en vigueur dans ce domaine d'activité, la gestion des risques et la politique financière sont administrées par un groupe distinct relevant de la vice-présidence Gestion des portefeuilles et des risques. Cette unité est indépendante de tous les groupes procédant à des transactions et est chargée de formuler des recommandations sur les questions de politique financière et la gestion des risques, les méthodes d'évaluation des risques, les limites des

risques, l'allocation et l'évaluation du capital, les directives internes relatives à la politique financière (et la vérification du respect de ces directives), et les questions relatives aux agences de notation. Son champ d'action couvre les transactions, les services de trésorerie et la gestion active des portefeuilles, dans le but d'assurer la cohérence et la compatibilité des politiques et d'offrir un cadre unique à toutes les activités ayant trait aux placements.

Les activités de la SFI sont régies, de manière générale, par une série de politiques financières couvrant les engagements, l'adéquation du capital, le ratio d'endettement, la gestion actif-passif, la liquidité et les produits dérivés. Certaines activités de trésorerie et de gestion du portefeuille font l'objet de directives internes détaillées et spécifiques.

Les directives relatives aux engagements formulées dans le cadre de la politique de la SFI en ce domaine déterminent les montants qui peuvent être engagés dans un pays, un secteur, pour un produit, un débiteur particulier ou un groupe de débiteurs. Outre ces directives, qu'elle applique pour plafonner et suivre les montants engagés dans le cadre de ses activités, la Société poursuit des politiques financières prudentes pour limiter ses risques financiers. Par exemple, le ratio d'adéquation du capital doit être au minimum égal à 30 % de ses actifs pondérés des risques, et le ratio de la dette plus les garanties en cours à l'actif net ne peut pas dépasser 4 à 1 tant que la SFI a un emprunt quelconque en cours auprès de la BIRD. La Société gère par ailleurs avec beaucoup de prudence son actif-passif, ses liquidités et les engagements associés aux produits dérivés comme expliqué ci-après.

Les volumes de financement, les risques de taux d'intérêt et les risques de change sont contrôlés par le biais de la politique d'adossement qui exige que les actifs représentant des prêts soient financés par des engagements présentant les mêmes caractéristiques en termes de taux d'intérêt et de monnaie. Pour satisfaire les clients qui ont besoin d'emprunter en des monnaies autres que le dollar, à des taux fixes ou variables, et pour préserver la souplesse des emprunts et des investissements de liquidités en diverses monnaies sur différentes bases de taux d'intérêt, la SFI a recours à des produits dérivés, essentiellement des swaps de gré à gré, pour transformer ses actifs et engagements en actifs et engagements synthétiques en dollars à taux variable. Les actifs constitués par des participations et des quasi-participations sont financés au moyen de l'actif net et sont plafonnés à 100 % de l'actif net par les politiques en vigueur.

Les asymétries dues aux taux de change et d'intérêt qui apparaissent pendant la durée d'un prêt (par suite de la constitution de provisions, des remboursements anticipés, des rééchelonnements, de la perception des revenus générés par les marges ou les commissions en monnaies autres que le dollar, et des écarts qui peuvent intervenir entre les dates de révision du LIBOR pour les actifs et les engagements) font l'objet d'un suivi systématique et donnent lieu à des opérations de couverture compte tenu des limites opérationnelles.

Les ratios de liquidité de la SFI sont déterminés par la politique d'adossement et la politique de liquidité de l'institution. Conformément à la politique de financement couplé, la SFI dispose de liquidités adossées pour des prêts approuvés mais non décaissés. Aux termes de sa politique de liquidité, la SFI est tenue de maintenir à tout moment un niveau de liquidités représentant au moins 65 % des besoins nets de trésorerie indiqués par les projections pour les trois exercices suivants.

Les liquidités de la SFI sont détenues dans des portefeuilles financés sur le marché et dans un portefeuille financé sur l'actif net.

Les risques de taux d'intérêt sont gérés, pour chacun des portefeuilles, sur la base d'une durée de référence, tandis que les risques de change sont couverts par le biais de produits dérivés. La SFI gère ses risques de crédit en fixant des conditions d'éligibilité pour les investissements ainsi que des plafonds pour les émetteurs, qui sont fonction des volumes et de la notation ainsi que des limites établies dans le cadre de la politique de diversification des classes d'actifs.

La SFI a recours à des produits dérivés dans le cadre de ses activités de financement, pour gérer les liquidités, l'actif-passif, les risques associés aux clients et pour gérer son portefeuille de manière active.

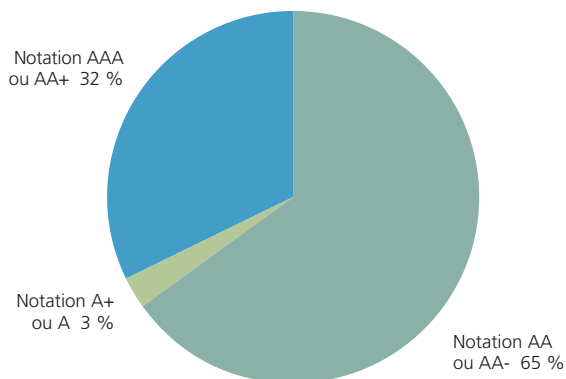
Si l'on fait abstraction de la gestion active des portefeuilles et de certaines positions prises dans le cadre de la gestion des liquidités, le recours à d'autres produits dérivés ne pose aucun risque de marché puisque ces produits sont employés à des fins de couverture. Les limites au risque de marché découlant de l'emploi de produits dérivés dans le cadre des activités de gestion des liquidités et des portefeuilles sont déterminées par les directives formulées pour lesdites activités. Si les autres produits dérivés qui sont utilisés uniquement à des fins de couverture ne génèrent aucun risque de marché, ils génèrent des risques de crédit qui résultent de la possibilité de défaillance de la contrepartie lorsque le contrat de produits dérivés a une valeur positive pour la SFI.

La SFI coordonne avec la BIRD ses politiques de crédit concernant les critères d'admissibilité et les plafonds de crédit pour gérer les risques relatifs aux contreparties. Les limites sont fixées en fonction du risque potentiel total associé à la contrepartie.

Pour se protéger contre les déclassements postérieurs à la conclusion de contrats de produits dérivés, la SFI a conclu, avec la plupart des contreparties, des accords de garantie basés sur le calcul des risques par référence au marché.

Le programme de gestion active des portefeuilles permet à la SFI de se couvrir et de gérer le risque financier global, les rendements et les engagements associés à son portefeuille de prêts, de quasi-participations et de participations. Dans le cadre de ce programme, elle peut se prémunir des risques par des techniques de gestion des risques et des instruments de couverture et poursuivre des stratégies d'accroissement des revenus adaptés au degré de risque qu'elle peut accepter et à ses objectifs de revenus.

RÉPARTITION DES RISQUES DE CRÉDIT PAR LA TRÉSORERIE



Le portefeuille

Le portefeuille d'engagements de la SFI est passé de 17,9 milliards de dollars pour l'exercice 04 à 19,3 milliards de dollars¹ à la fin de l'exercice 05, ce qui représente un accroissement de 7,6 %. Il est constitué de prêts pour presque 77 % (14,8 milliards de dollars) et de participations pour 17 % (3,3 milliards de dollars). Le portefeuille d'engagements est aussi composé de garanties pour 5 % (998 millions de dollars) et de produits de gestion des risques pour presque 1 % (168 millions de dollars). La Société a également assuré le portage et l'administration de 5,3 milliards de dollars de prêts syndiqués pour le compte des participants. À la clôture de l'exercice 05, le portefeuille d'engagements se composait de prêts et de participations, de produits de gestion des risques et de garanties représentant des transactions avec 1 314 entreprises de 119 pays.

Compte tenu des nouveaux engagements, des remboursements, des cessions, des annulations, des paiements anticipés, des montants passés par pertes et profits et des écarts de conversion, le portefeuille d'engagements a enregistré un accroissement net de 1,4 milliard de dollars. Les remboursements et paiements anticipés du principal des prêts se sont élevés à 2,3 milliards de dollars, et les cessions et remboursements de participations à 515 millions de dollars.

Le montant total du portefeuille décaissé par la SFI pour son propre compte est resté pratiquement inchangé à 12,3 milliards de dollars à la fin de l'exercice 05, en raison surtout de paiements anticipés plus importants au titre des prêts. Le portefeuille de prêts décaissé a augmenté de 2,3 % tandis que le portefeuille de participations décaissé s'est contracté de 9,5 % durant l'exercice².

Une grande partie des investissements de la SFI sont libellés en dollars des États-Unis, mais la Société emprunte en différentes monnaies afin de diversifier ses sources de financement et de réduire le coût de ses ressources. La composition monétaire du portefeuille de prêts décaissé au 30 juin 2005 est indiquée dans les notes sur les états financiers (qui figurent dans le deuxième volume du Rapport annuel de la SFI pour 2005, en anglais uniquement). La SFI minimise les risques auxquels elle s'expose dans le cadre de ses transactions hors-bilan en prenant des positions inverses par le jeu de swaps, d'options ou de contrats à terme de gré à gré avec des contreparties dotées d'une solide assise financière sur le marché, et en procédant à une analyse approfondie de la cote de crédit de toutes les contreparties.

Engagements et décaissements

Les nouveaux engagements de la SFI pour son propre compte concernent surtout les Régions Europe et Asie centrale (36 %), Amérique latine et Caraïbes (26 %) et Asie de l'Est et Pacifique (14 %), et portent en majeure partie sur les services financiers et d'assurance (41 %) et sur le transport et l'entreposage (7 %).

Les décaissements effectués durant l'exercice 05 se sont chiffrés à 3,5 milliards de dollars, contre 3,2 milliards pour l'exercice 04. Les décaissements au titre des prêts ont atteint 2,9 milliards de dollars et les décaissements au titre des participations 588 millions de dollars. La SFI a également décaissé 555 millions de dollars pour le compte d'institutions financières participant à ses prêts syndiqués.

COMPOSITION DU PORTEFEUILLE DE LA SFI

30 juin 2005
(millions de dollars)

Engagements sous forme de prêts et de participations	18 108
Prêts	14 781
Participations	3 327
Engagements hors-bilan	1 167
(au titre des instruments de gestion des risques et des produits de financement structurés)	
Total du portefeuille d'engagements détenus pour le propre compte de la SFI	19 274
Total du portefeuille d'engagements détenus pour le compte de participants	5 283
Total du portefeuille décaissé	12 276
Total du portefeuille non décaissé	5 832

Gestion du portefeuille

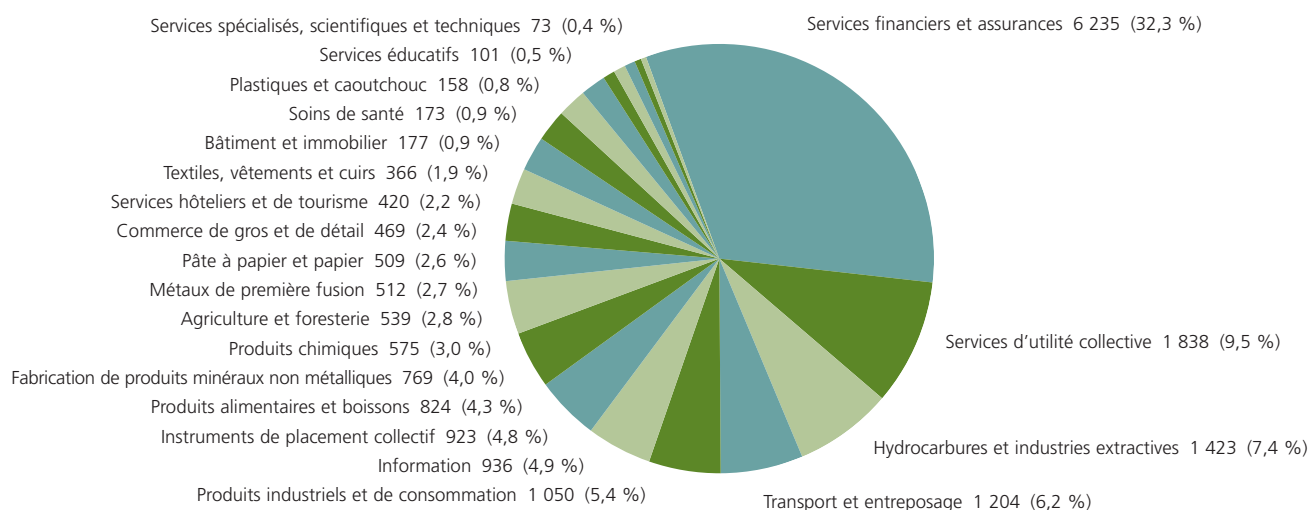
Dans le cadre de ses efforts de supervision, la SFI veille attentivement au respect des accords d'investissement, se rend régulièrement sur le site des projets pour vérifier l'état d'avancement des opérations et aide à trouver des solutions lorsque les projets posent problème. Afin de renforcer la supervision des portefeuilles, la Société a créé, dans tous les départements des placements, des services de gestion du portefeuille opérant sous la direction d'un gérant de portefeuille pour pouvoir identifier les problèmes et y remédier rapidement. L'utilisation d'un système d'évaluation des risques facilite aussi ces opérations. Par ailleurs, la SFI poursuit le processus de rotation de ses agents et d'installation de membres de son

1. Le portefeuille d'engagements recouvre les garanties et les instruments de gestion des risques, qui sont des éléments hors bilan.

2. La Société applique l'EITF 03-1 depuis le 31 mars 2005 et a donc changé ses politiques en matière de provisions pour pertes et ses procédures d'évaluation des moins-values au titre des participations. D'après l'EITF 03-1, un placement ayant subi une moins-value qui n'est pas temporaire doit être comptabilisé compte tenu de cette moins-value. Cette valeur dépréciée devient alors la nouvelle base fiscale de l'actif. Le montant des participations sorties du bilan durant l'exercice 05 s'est élevé au total à 459,8 millions de dollars. Si l'on avait retenu les prix de base de l'exercice 04, la valeur du portefeuille de participations décaissé aurait augmenté d'environ 6 %.

PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS POUR LE PROPRE COMPTE DE LA SFI

par secteur au 30 juin 2005 (millions de dollars)



PORTEFEUILLE DE LA SFI, TOTAL USD 19 274

personnel sur le terrain et confie de plus en plus de tâches de supervision aux agents locaux de ses bureaux de représentation. Elle déploie des efforts particuliers, par le biais de la Division de gestion des prêts B, pour tenir les banques associées aux prêts de la Société informées de l'évolution des projets. La SFI et les participants au programme travaillent en étroite collaboration.

Les départements opérationnels évaluent au cas par cas la situation des projets quand des difficultés apparaissent. Lorsque celles-ci sont particulièrement graves, le Département des opérations spéciales de la SFI détermine les mesures qu'il convient de prendre pour y remédier. Dans ce cas, la Société s'efforce de négocier des accords avec tous les créanciers et actionnaires pour répartir la charge de la restructuration et régler les problèmes sans interrompre le déroulement du projet. Dans les cas exceptionnels où les négociations échouent, la SFI prend toutes les dispositions nécessaires et appropriées pour protéger ses intérêts.

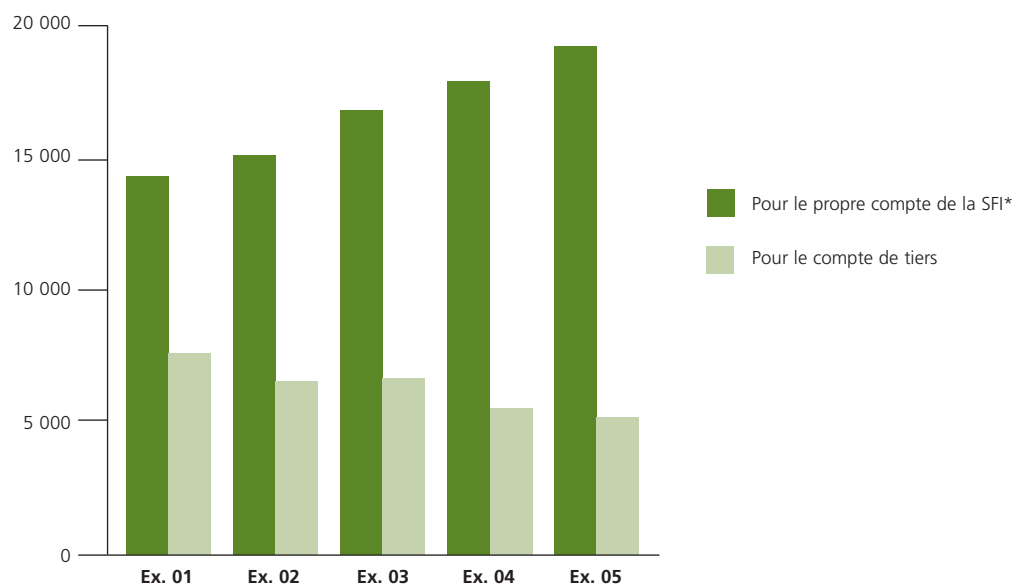
Le Département de la gestion du portefeuille de la SFI gère les engagements et les risques financiers associés au portefeuille d'investissements sous forme de prêts et de participations en ayant

recours aux stratégies et aux outils et instruments de gestion des risques pouvant être utilisés sur le marché. Les activités de gestion du portefeuille approuvées comprennent le recours à des instruments du marché pour réaliser des opérations de couverture des portefeuilles de prêts et de participations de la SFI et poursuivre les stratégies de rachat des participations. Toutes les opérations et stratégies retenues ont pour objet de protéger le portefeuille du risque de dégradation de la situation.

Au cours de l'exercice 05, les revenus du portefeuille de participations et du portefeuille de prêts ont atteint 1,8 milliard de dollars, soit un montant supérieur de 63 % à celui de l'exercice 04, par suite essentiellement de l'augmentation des plus-values et des dividendes produits par le portefeuille de participations. Le montant en principal non remboursé des prêts non productifs, exprimé en pourcentage du portefeuille de prêts décaissé, est tombé de 11,5 % au 30 juin 2004 à 6,4 % au 30 juin 2005. La part des arriérés au titre du principal en pourcentage du portefeuille de prêts décaissé a, elle aussi, baissé pour passer de 5,1 % à 4,1 %. Le risque associé au portefeuille de prêts a en outre diminué durant l'exercice

PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS DE LA SFI, EX. 01-05

(millions de dollars)



*Les totaux indiqués pour le propre compte de la SFI pour les exercices 01 à 05 comprennent les produits de gestion des risques et les garanties.

par suite de l'expansion économique continue des marchés émergents, qui a réduit le niveau des risques présentés par les pays et des risques de crédit des investissements en cours.

Le niveau estimatif des plus-values non réalisées sur le portefeuille des participations a augmenté durant l'exercice 05. Les plus-values réalisées se sont chiffrées à 723 millions de dollars, soit un montant bien plus élevé que celui de 381 millions de dollars enregistré pour l'exercice 04. La SFI a reçu un montant de 258 millions de dollars sous forme de dividendes, contre 207 millions de dollars pour l'exercice 04. Cette augmentation tient essentiellement à la hausse des prix de produits de base.

Les provisions pour pertes au titre des prêts ont été ramenées à 989 millions de dollars pour l'exercice 05, soit 9,9 % du portefeuille décaissé, contre 14,0 % pour l'exercice 04. Cette baisse s'explique par une réduction de 321 millions de dollars des provisions spécifiques au titre de prêts après la sortie du bilan d'un montant de 143 millions de dollars et à une réduction de 57 millions de dollars à la provision générale.

La Société a changé son système d'évaluation des moins-values des participations durant l'exercice 05 pour adopter une méthode basée essentiellement sur des estimations de la juste valeur. En conséquence, elle a enregistré une réduction de la provision pour pertes au titre des participations de 269 millions de dollars.

La direction de la SFI établit le niveau des provisions spécifiques pour pertes au titre des prêts sur la base des analyses des portefeuilles et des recommandations formulées par les services de gestion du portefeuille des départements des placements. L'ensemble du portefeuille de prêts fait, à cette fin, l'objet d'un examen trimestriel. La direction détermine le niveau de la provision générale au moyen d'une méthode de simulation Monte-Carlo. Les auditeurs externes de la SFI examinent attentivement les recommandations formulées pour le provisionnement pour pertes sur prêts, ainsi que les principes directeurs et les méthodes employées en la matière.



Les produits et services de la SFI



REPRODUCTION AUTORISÉE : ASIAN COMMERCIAL BANK

Produits financiers

Participations et quasi-participations

La SFI risque ses propres capitaux en prenant des participations dans des entreprises ou autres entités intervenant dans un projet, des institutions financières, des fonds de placement ou des fonds de participation privés. En règle générale, sa participation ne dépasse pas 35 % et elle n'est pas le principal actionnaire d'un projet. Elle investit à long terme et se retire d'une entreprise en cédant ses parts à des acquéreurs du même secteur ou, si le volume des liquidités le permet, sur le marché des capitaux lorsque les titres de l'entreprise sont admis à la cotation.

La SFI a aussi recours à des instruments appelés quasi-participations, qui présentent à la fois les caractéristiques de titres de la dette et de participations. Certains, comme les prêts non privilégiés et les instruments de dette convertibles, sont assortis d'un calendrier de remboursement rigide ; d'autres, tels que les actions privilégiées et les titres participatifs n'ont pas de calendrier préétabli.

Prêts et services d'intermédiaires

La SFI consent des financements sur projet ou des financements d'entreprises sous forme de prêts A, c'est-à-dire de prêts qu'elle effectue pour son propre compte, sans pouvoir accepter de garantie de l'État. Ces prêts ont généralement une échéance de sept à 12 ans au départ mais il est arrivé que leur durée soit prolongée, dans certains cas jusqu'à 20 ans. La Société offre ses prêts dans les devises principales et de plus en plus dans les monnaies des marchés émergents.

La SFI procède à des études approfondies avant d'accorder un financement sur projet. Parce qu'elle a une vaste expérience des montages financiers dans les pays en développement, elle est particulièrement bien placée pour évaluer les risques associés à ces opérations. Elle accepte de consentir des financements remboursables uniquement au moyen des flux de trésorerie d'un projet, sans recours ou avec des droits de recours limités auprès des promoteurs.

Les prêts de la SFI peuvent aussi revêtir la forme de lignes de crédit ouvertes au profit d'intermédiaires bancaires, de sociétés de crédit-bail et d'autres institutions financières qui rétrocèdent les ressources qui leur sont ainsi procurées. Ces lignes de crédit ciblent fréquemment les petites entreprises.

Prêts syndiqués

Les syndicats ou prêts B sont un élément essentiel des efforts que déploie la Société pour mobiliser des capitaux privés au titre de projets dans les pays en développement, démultipliant ainsi son impact sur le développement. Grâce à ce mécanisme, les risques de crédit associés au projet sont répartis entre toutes les institutions financières mais la SFI reste le prêteur en titre. Les banques participantes bénéficient ainsi des avantages dont jouit la SFI en sa qualité d'institution multilatérale de développement,



REPRODUCTION AUTORISÉE : ODEBRECHT

notamment l'accès préférentiel aux devises dont elle bénéficie de fait. Elles sont également exemptées, le cas échéant, de l'obligation de constituer les provisions requises par les autorités réglementaires.

Produits de financement structurés

La SFI propose aussi à ses clients des produits de financement structurés, qui leur permettent de mobiliser des volumes de capitaux bien supérieurs à ceux de ses propres engagements. Ces instruments facilitent dans une mesure considérable la mobilisation de capitaux en monnaie nationale sur les marchés intérieurs, auprès d'investisseurs institutionnels et d'institutions financières.

En accordant des garanties partielles de crédit au titre d'instruments de la dette, la SFI utilise la notation AAA dont elle jouit pour aider ses clients à diversifier leurs sources de financement, allonger leurs échéances et à contracter des emprunts dans la monnaie de leur choix. La SFI aide aussi ses clients à structurer des opérations de titrisation et des mécanismes de partage des risques pour leur permettre de se défaire d'une partie des risques associés à un groupe d'actifs. Elle continue de mettre au point d'autres produits structurés pour répondre aux besoins de financement de ses clients.

Gestion des risques

Les instruments de gestion des risques de la SFI permettent à ses clients d'avoir accès aux marchés des produits dérivés à long terme. Les instruments de couverture des risques de change leur donnent la possibilité de se protéger des risques associés aux engagements en devises qui se présentent généralement sous forme d'emprunts en devises. Depuis la mise au point de produits dérivés pour les marchés émergents, la SFI peut offrir des couvertures en monnaie nationale sur les marchés qui existent. La Société offre également à ses clients des produits dérivés leur permettant de gérer les risques de taux d'intérêt et les risques posés par la volatilité des prix des produits de base.

Activités d'assistance technique et de services-conseil

La SFI offre, en sus de ses opérations d'investissement, une assistance technique dans le cadre de laquelle elle fournit des services de conseil et de formation à des entreprises privées et aux gouvernements des pays en développement. Elle fournit la plupart de ces services par le biais de mécanismes d'assistance technique financés par des bailleurs de fonds et axés sur une région ou un aspect de développement stratégique. Elle gère par ailleurs des fonds fiduciaires qui sont constitués avec l'appui financier des pays donateurs et a mis en place un système qui permet d'allouer une partie de son revenu net aux opérations financées par les pays donateurs.

La SFI collabore avec la Banque mondiale par le biais de plusieurs services communs chargés de certains aspects du développement du secteur privé, à savoir la formulation de principes directeurs, la fourniture de services-conseil dans divers secteurs, et différentes transactions déterminées. Elle fournit, dans ce cadre, des conseils sur les questions de concurrence, le montage d'opérations de privatisation, et l'analyse des questions de fond concernant le climat de l'investissement.

La plupart des activités d'assistance technique ou de services-conseil de la SFI ont pour objet d'améliorer les pratiques commerciales des entreprises et des institutions financières dans lesquelles elle investit. L'accent est mis, notamment, sur une meilleure application des normes internationales, surtout dans le domaine du gouvernement d'entreprise et des résultats au plan environnemental et social. Les activités visent à encourager l'expansion des petites entreprises, à créer des liens entre ces entreprises et des sociétés plus grandes, et à aider les clients à augmenter leurs activités de développement de proximité dans les zones où ils sont implantés.

Sigles, notes et définitions

NEERAJ JAIN

Sigles

BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement	OMC	Organisation mondiale du commerce
CAO	Conseiller/ombudsman pour l'application des directives	ONG	Organisation non gouvernementale
CIRDI	Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements	PENSA	Programme d'appui aux PME en Indonésie orientale
FEM	Fonds pour l'environnement mondial	PEP	Partenariat pour l'entreprise privée
FIAS	Service-conseil pour l'investissement étranger	PEP-Afrique	Partenariat pour l'entreprise privée en Afrique
FMI	Fonds monétaire international	PEP-MENA	Partenariat pour l'entreprise privée au Moyen-Orient et en Afrique
IDA	Association internationale de développement	PIB	Produit intérieur brut
IED	Investissement étranger direct	PME	Petite et moyenne entreprise
LAC	Amérique latine et Caraïbes	PSD	Développement du secteur privé
MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord	SEDF	Service de promotion de l'entreprise en Asie du Sud
MIGA	Agence multilatérale de garantie des investissements	SFI	Société financière internationale
MPDF	Service de promotion et de développement du secteur privé dans la vallée du Mékong	TAAS	Assistance technique et services-conseil
MPME	Micro, petites et moyennes entreprises	TATF	Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique
OEG	Groupe d'évaluation des opérations	TI	Technologies de l'information
		UE	Union européenne

Notes et définitions

Prêt A et prêt B : Les accords de prêt conclus entre la SFI et les emprunteurs stipulent en principe le montant global du financement que la SFI et les institutions participantes s'engagent à fournir. Un prêt de la SFI peut comprendre deux éléments : 1) le prêt A, qui est la part de la SFI proprement dite, financée sur les propres ressources de la Société et soumise aux conditions de l'accord de prêt ; et 2) le prêt B, qui est financé par les participants à des conditions susceptibles de différer de celles de la SFI.

Engagements : 1) Accords signés au titre de financements sous forme de prêts et de participations (y compris les quasi-participations) ; 2) accords de garantie signés ; et 3) mécanismes de gestion des risques considérés prêts à être appliqués comme indiqué par un accord ISDA signé ou un accord de mécanisme de gestion des risques signé avec un client.

Décaissements : Prêts et investissements effectivement versés.

L'exercice de la SFI va du 1^{er} juillet au 30 juin. L'exercice 05 a donc commencé le 1^{er} juillet 2004 et a pris fin le 30 juin 2005.

Les montants investis sont indiqués en dollars des États-Unis sauf indication contraire.

Rétrocession de financement : Processus consistant à prêter les fonds émanant des ressources propres de la SFI en passant par un intermédiaire, une banque du pays ou une institution de microfinance par exemple.

Les participants et la SFI assument pleinement les risques de crédit commercial associés aux projets, mais comme la SFI est le prêteur en titre, les participants bénéficient des mêmes avantages, sur le plan fiscal et pour le provisionnement des risques-pays, que ceux tirés par la Société de son statut particulier d'institution financière multilatérale.

Les instruments de quasi-participation présentent des caractéristiques de prêts et de participations, de manière à offrir diverses combinaisons d'éléments de risque et de rendements intermédiaires entre ceux des prêts et des participations proprement dits.

Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments dans certains tableaux.

La Banque mondiale se compose de la BIRD et de l'IDA.

Le Groupe de la Banque mondiale comprend la BIRD, l'IDA, la SFI, la MIGA, et le CIRDI.

Chef de projet et rédacteur

Paul McClure

Collaborateurs, relations extérieures

Joseph O'Keefe, directeur en chef

Dana Lane, chef des publications

Ariadne Garscadden, assistante, Information

Fiona Duggan, consultante

Gemma Lueje, assistante, Programme

Site web : Stephan Beauchesne, Anna Bottiglieri, Vincent Yemoh

Principaux collaborateurs de la SFI et de la Banque mondiale :

Philippe Ahoua

Teresa Andaya

Anthony Aylward

Stefania Berla

Paul Bravery

Nicholas Burke

Julia Chiperfield

Elizabeth Davis

Michael Dompas

David Donaldson

Frank Douamba

Kutlay Ebiri

Sara Gann

Louise Gardiner

Anastasia Gekis

Stella Gonzales

Darrin Hartzler

Peggy Henderson

Brigid Holleran

Neeraj Jain

Lisa Kaestner

Jung Lim Kim

Gjergj Konda

David Lawrence

Irina Likhacheva

Michele Lubrano

Martin Lutalo

David Martz

Pierre Nadji

Ali Naqvi

Kaikham Onedamdy

Lory Camba Opem

Skander Oueslati

Janine Pampolina

Sérgio Pimenta

Beth Power

Fereshteh Raissian

Yasmina Sam

Brian Samuel

Hillmare Schulze

Ellen Schwab

William V. Todd

Marie Valmonte

Erika Veizaga

Eduardo Wallentin

Wai-Keen Wong

Traduction :

Édition arabe : Al-Ahram Center for Translation & Publishing, Le Caire

Édition chinoise : China Financial & Economic Publishing, Beijing

Éditions espagnole et française : Division de la traduction de la Banque mondiale (GSDTR), Washington

Édition japonaise : IBT Corporation, Tokyo

Édition russe : Alex Publishing, Moscou

Conception graphique :

Financial Communications Inc., Bethesda, MD

Impression :

S&S Graphics, Laurel, MD

Photographies :

Breton Littlehales

Richard Lord

Ou Yangjie

Wang Qingxian

Membres du personnel de la SFI,
de la Banque mondiale et de la MIGA

Autres sources des photographies :

Reproduction autorisée : CEPALCO (couverture, 1^{re} rangée gauche; 2^e de couverture, en haut à droite).

Hoa Doan : couverture, 4^e rangée gauche.

Anastasia Gekis : 2^e de couverture, en haut à droite.

Neeraj Jain : couverture, 3^e rangée à gauche et 4^e rangée à droite.

Alice Lin : couverture, 3^e rangée à droite.

MPDF : p. 27, bas de page.

Reproduction autorisée : Newmont (couverture, 2^e rangée au milieu et 3^e rangée au milieu ;
2^e de couverture, en haut à gauche ; p. 27, en haut à gauche).

Reproduction autorisée : NovoBanco (p. 30, bas de la page).

Reproduction autorisée : Samarco (couverture, 2^e rangée à droite ; p. 61).

Initiative en faveur du renforcement des entreprises locales : p. 27, en bas à gauche.

Tang Chhin Sothy : couverture, 2^e rangée à gauche; p. 27, en haut à droite.

Kenji Yuhaku : 4^e de couverture.

**IFC****Société financière
internationale**
Groupe de la Banque mondiale

RAPPORT ANNUEL 2005

VOLUME 1

La Société financière internationale a pour mission de promouvoir un développement économique durable par le biais du secteur privé. À cette fin, elle cherche des moyens novateurs de relever les défis du développement en même temps qu'elle investit dans des entreprises et des institutions financières sur les marchés émergents et encourage l'acquisition de compétences en matière de gestion. La Société estime que pour être considérées fructueuses, les opérations commerciales doivent nécessairement avoir un impact positif sur le développement et elle fait porter ses efforts essentiellement sur les pays où les besoins en investissements se font le plus sentir. Elle est convaincue que la croissance économique ne peut être durable que si elle est également viable sur le plan environnemental et social et qu'elle contribue à améliorer la qualité de la vie des populations des pays en développement.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE
2121 Pennsylvania Avenue, NW
Washington, DC 20433 États-Unis d'Amérique
Téléphone : (001) 202-473-3800
Fax : (001) 202-974-4384
www.ifc.org